

EUROBAROMETER 55.1

LES EUROPEENS, LA GLOBALISATION ET LA LIBERALISATION

RAPPORT

(Type B)

REDIGE PAR

THE EUROPEAN OPINION RESEARCH GROUP EEIG

**p.a. INRA (EUROPE)
EUROPEAN COORDINATION OFFICE sa**

POUR

La Direction Générale du Commerce

GERE ET ORGANISE PAR

**La Direction Générale Presse et Communication
Secteur Opinion Publique**

Printemps 2001

Ce sondage d'opinion, géré et organisé par la Direction Générale Presse et Communication, secteur Opinion Publique, a été réalisé à la demande de la Direction Générale du Commerce.

Il a été effectué dans l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne, entre le 12 avril et le 23 mai 2001, sous la coordination générale de EORG, situé à Bruxelles.

Le questionnaire, le nom des instituts associés à la recherche et les spécifications techniques figurent en annexe.

Le présent rapport n'engage en aucune façon la responsabilité de la Commission européenne.

La langue originale de ce rapport est le français.

INTRODUCTION

Chapitre Premier : LA MONDIALISATION

1.1. Les effets de la mondialisation selon les Européens	1
1.1.1. Les tendances générales	1
1.1.2. Les résultats par thème	2
1.1.2.1. Les effets de la mondialisation sur le plan économique et politique	2
1.1.2.2. Les effets de la mondialisation sur le plan sociétal	11
1.1.3. Les résultats dans les Etats membres	21
1.1.4. Les résultats selon les variables sociodémographiques classiques	26
1.2. Qui peut contrôler les effets de la mondialisation ?	28
1.2.1. Les tendances générales	28
1.2.2. En moyenne dans l'Union européenne	28
1.2.3. Les résultats dans les Etats membres	29
1.2.4. Analyses des résultats selon les variables sociodémographiques classiques	31
1.3. L'Union européenne et le libre-échange dans le commerce international	32

Chapitre Deuxième : LA LIBERALISATION DES MARCHES EN EUROPE

2.1. Tendances générales	34
2.2. Les effets de la libéralisation des marchés sur la situation financière des Européens	35
2.3. Les effets de la libéralisation des marchés sur protection sociale des Européens	36
2.4. Les effets de la libéralisation des marchés sur la qualité de vie des Européens	38
2.5. Introduction à l'analyse des propositions sur les effets de la libéralisation	39
2.6. Les effets de la libéralisation des marchés sur la protection des consommateurs	39
2.7. Les effets de la libéralisation sur la sécurité et la qualité des produits alimentaires	41
2.8. Les effets de la libéralisation sur le choix de produits de consommation	42
2.9. Les effets de la libéralisation sur une agriculture respectant l'environnement	43
2.10. Les effets de la libéralisation sur les soins de santé	45
2.11. Les effets de la libéralisation sur la diversité culturelle européenne	46
2.12. Les effets de la libéralisation sur les services publics tels la poste et l'électricité	47
2.13. Les effets de la libéralisation sur la protection de l'environnement	48

Chapitre Troisième : L'UNION EUROPEENNE ET LE COMMERCE MONDIAL

3.1. Tendances générales	50
3.2. La place de l'Union européenne sur le marché mondial	50
3.3. Le niveau de connaissance des Européens de l'OMC	52
3.4. Ce que les Européens pensent de l'OMC	53
3.4.1. L'OMC garantit que les gens bénéficieront de la libéralisation	54
3.4.2. L'OMC a suffisamment de pouvoir pour faire respecter les règles d'une concurrence loyale	55
3.4.3. L'Union européenne est bien représentée au sein de l'OMC	57
3.4.4. L'OMC a une bonne réputation	58
3.4.5. L'OMC est un arbitre impartial des conflits commerciaux entre états	59
3.4.6. Le fonctionnement de l'OMC est transparent	60
3.4.7. L'OMC est-elle démocratique	61
3.4.8. Existe-t-il un pays ou un groupe de pays assez fort pour défendre ses intérêts au sein de l'OMC face aux Etats-Unis	62
3.4.9. L'OMC est nécessaire	63
3.5. La Commission européenne comme interlocuteur principal dans les négociations commerciales au niveau international	64
3.6. Les positions européennes dans les négociations commerciales internationales	66
3.6.1. Tendances générales	66
3.6.2. L'Union européenne est compétitive et a beaucoup plus à gagner qu'à perdre avec la libéralisation des marchés	67
3.6.3. La libéralisation est une bonne chose à condition qu'elle soit accompagnée de règles strictes, respectées par tous les pays	68
3.6.4. Les négociations doivent aboutir à un accord équilibré qui satisfasse tous les pays	69
3.6.5. Le libre-échange forcera l'Union européenne à baisser ses normes en matière d'environnement	70
3.6.6. L'Union européenne doit veiller au respect de ses normes sociales par ses partenaires commerciaux	72
3.6.7. La culture doit-elle aussi être couverte par les négociations commerciales internationales	73
3.6.8. Le libre échange forcera-t-il l'Union européenne à abaisser ses normes en matière de santé publique et de protection des consommateurs	74
3.6.9. L'Union européenne est capable de faire valoir ses intérêts dans le cadre de négociations internationales	75
3.6.10. L'Union européenne doit-elle être prête à limiter la protection qu'elle donne à ses agriculteurs et ouvrir son marché agricole aux pays en voie de développement	77
3.6.11. L'Union européenne et les autres pays développés doivent mettre tout en œuvre pour aider les pays en voie de développement à s'adapter à la mondialisation	78
3.6.12. L'Union européenne devrait imposer des règles internationales pour protéger les investissements des sociétés	79
3.6.13. Des règles internationales visant à rendre les attributions des marchés publics transparentes et non-discriminatoires doivent être établies	80
3.7. La légitimité des divers groupes d'intérêts	81
3.7.1. Tendances générales	81
3.7.2. Les organisations déclarant défendre les intérêts de la population représentent-elles réellement leurs intérêts	81
3.7.3. Les organisations déclarant défendre les intérêts de la population, les défendent-elles efficacement	83

ANNEXES

- 4.1 *Spécifications techniques***
- 4.2 *Questionnaire bilingue***
- 4.3 *Définition et répartition des variables socio-démographiques utilisées dans les croisements***
- 4.4 *Réponses en fonction de la connaissance de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC)***

INTRODUCTION

Le sondage d'opinion analysé dans le présent rapport a été effectué dans les quinze Etats membres, entre le 12 avril et le 23 mai 2001, dans le cadre de l'Eurobaromètre¹ 55.1, à la demande de la Direction Générale du Commerce. Ce sondage est géré et organisé par la Direction Générale Presse et Communication, secteur Opinion Publique.

Le présent rapport aborde l'expérience et la perception qu'ont les Européens de la mondialisation et de la libéralisation des marchés. Il se subdivise en plusieurs chapitres couvrant :

- La mondialisation
- La libéralisation des marchés en Europe
- L'Union européenne et le commerce mondial

Dans chaque Etat membre, ces questions ont été soumises à un échantillon représentatif de la population nationale âgée de quinze ans et plus. Au total, 16.173 personnes ont été interrogées, soit, en moyenne, quelques 1.000 personnes par Etat membre, sauf en Allemagne (2.000 : 1.000 dans les nouveaux Länder et 1.000 dans les anciens Länder), au Royaume-Uni (1.300 : 1.000 en Grande-Bretagne et 300 en Irlande du Nord) et au Luxembourg (600).

Précisons que les chiffres relatifs à l'Union européenne dans son ensemble et présentés dans ce rapport sont une moyenne pondérée des chiffres nationaux. Pour chaque Etat membre, la pondération utilisée est la part de la population nationale âgée de 15 ans et plus au sein de la population communautaire âgée de 15 ans et plus².

¹ Les sondages Eurobaromètre, ou plus exactement les « sondages Eurobaromètre standards », sont réalisés depuis 1973 (EB N° 0), pour le compte de l'ancienne Direction générale X de la Commission européenne, aujourd'hui Direction Générale de l'Education et de la Culture. Ils incluent la Grèce depuis l'automne 1980, le Portugal et l'Espagne depuis l'automne 1985, l'Allemagne de l'Est, depuis l'automne 1990 et l'Autriche, la Finlande et la Suède depuis le printemps 1995.

² Cf. spécifications techniques en annexe.

Les spécifications techniques reprises en annexe détaillent l'ensemble des questions relatives à la méthodologie telles que dates de terrain, sélection de l'échantillon, population couverte, pondération, limites de confiance, etc. Précisons certains termes utilisés dans ces spécifications techniques : la pondération marginale est celle qui se fonde sur une variable, telle que l'âge ou le sexe, tandis la pondération croisée se fonde sur le croisement de deux variables, telles que, par exemple, l'âge et le sexe. Les régions NUTS sont « un classement des régions de l'Union européenne suivant une structure hiérarchique à trois niveaux ». L'Eurobaromètre est pondéré sur base des régions NUTS 2.

IL CONVIENT AUSSI DE NOTER QUE LE TOTAL DES POURCENTAGES PRESENTES DANS LES GRAPHIQUES ILLUSTRANT LE RAPPORT ET DANS LES TABLEAUX FORMANT LES ANNEXES PEUT DEPASSER 100% LORSQUE LE REpondant A LA POSSIBILITE DE DONNER PLUSIEURS REPONSES A UNE MEME QUESTION.

CE TOTAL PEUT EGALEMENT NE PAS ATTEINDRE EXACTEMENT 100%, MAIS UN NOMBRE TRES PROCHE (PAR EXEMPLE, 99% OU 101%), DU FAIT DES ARRONDIS.

Les abréviations suivantes sont utilisées pour désigner les Etats membres :

B	Belgique
DK	Danemark
WD	Anciens Länder
D	Allemagne
OD	Nouveaux Länder
GR	Grèce
E	Espagne
F	France
IRL	Irlande
I	Italie
L	Luxembourg
NL	Pays-Bas
A	Autriche
P	Portugal
FIN	Finlande
S	Suède
UK	Royaume-Uni

Une remarque s'impose en ce qui concerne la séparation entre les anciens et les nouveaux Länder de l'Allemagne qui se justifiait lorsque l'Allemagne de l'Est a été introduite dans la liste des Etats couverts par l'Eurobaromètre, à l'automne 1990. Cette distinction a été conservée malgré la réunification car elle met fréquemment en évidence des différences d'opinion tranchées entre ces deux territoires.

L'abréviation employée pour désigner l'Union européenne dans son ensemble est « UE15 ». Quant à l'abréviation « NSP », elle signifie « Ne Sait Pas ».

Chapitre Premier : LA MONDIALISATION

1.1. Les effets de la mondialisation selon les Européens

La mondialisation a été le premier des trois grands thèmes abordés dans le questionnaire. Il a été demandé aux personnes interrogées de donner leur avis (« plutôt d'accord » ou « plutôt pas d'accord ») sur 20 propositions portant sur les effets de la mondialisation.

1.1.1. Les tendances générales

Les Européens semblent penser que la libéralisation mondiale des échanges crée un véritable marché mondial, qui bénéficie à l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Malgré cela, certaines craintes se profilent. En effet, pour un très grand nombre d'Européens, la mondialisation n'est pas synonyme de concurrence à conditions égales, et ils craignent, d'un côté, la concentration du pouvoir entre les mains de quelques grandes entreprises et de l'autre, que les petites et moyennes entreprises ne puissent pas profiter du marché mondial. Les Européens ne pensent pas non plus que leur gouvernements nationaux sont capables de gérer les effets de la mondialisation.

Les consommateurs européens reconnaissent les effets positifs de la concurrence tels qu'un choix plus grand de produits et une baisse des prix. Cependant, ils craignent que la mondialisation n'entraîne un effet de dérégulation au niveau de la qualité et de la sécurité des produits.

Les Européens estiment que la mondialisation leur permet de voyager plus facilement et leur offre l'opportunité de trouver un travail intéressant dans un autre pays. Par contre, l'ouverture des économies augmente aussi la crainte de perdre son emploi et de voir croître les flux d'immigrations. Ils craignent également que la mondialisation n'augmente la fracture sociale et les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale.

Les Européens ne pensent pas que la mondialisation leur offre une meilleure qualité de vie, mais d'un autre côté ne craignent pas nécessairement que le monde devienne plus terne et uniformisé.

A l'échelle mondiale, les Européens estiment que l'ouverture des économies permet de réduire l'écart entre les pays en voie de développement et les pays développés et qu'elle contribue à éliminer les conflits armés dans le monde.

1.1.2. Les résultats par thème

Les résultats sont analysés dans cette section selon deux grands axes, celui des thèmes ayant trait aux effets économiques et politiques possibles de la mondialisation et celui de ses effets sur le plan sociétal.

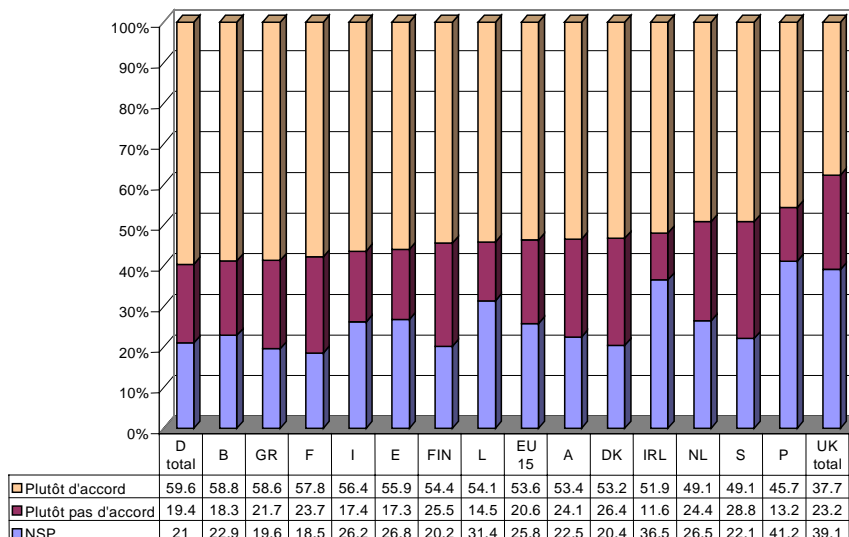
1.1.2.1. Les effets de la mondialisation sur le plan économique et politique

Les Européens ont tendance à estimer que la mondialisation donne à l'Union européenne une **présence économique plus importante dans le monde**. 53,6% partagent cet avis, 20,6% expriment l'avis contraire et 25,8% d'émettent pas d'opinion.

La perception de la présence accrue de l'Union européenne au niveau mondial est majoritairement partagée par les Allemands (59,6%), les Belges (58,8%) et les Français (57,8%), et nettement moins par les Portugais (45,7%) et les Britanniques (37,7%).

Nous notons que les Suédois (28,8%) et les Danois (26,4%) sont les plus nombreux à estimer que la mondialisation ne garantit pas une présence économique de l'Union européenne plus importante dans le monde.

La mondialisation garantit une présence économique plus importante de l'Union européenne dans le monde

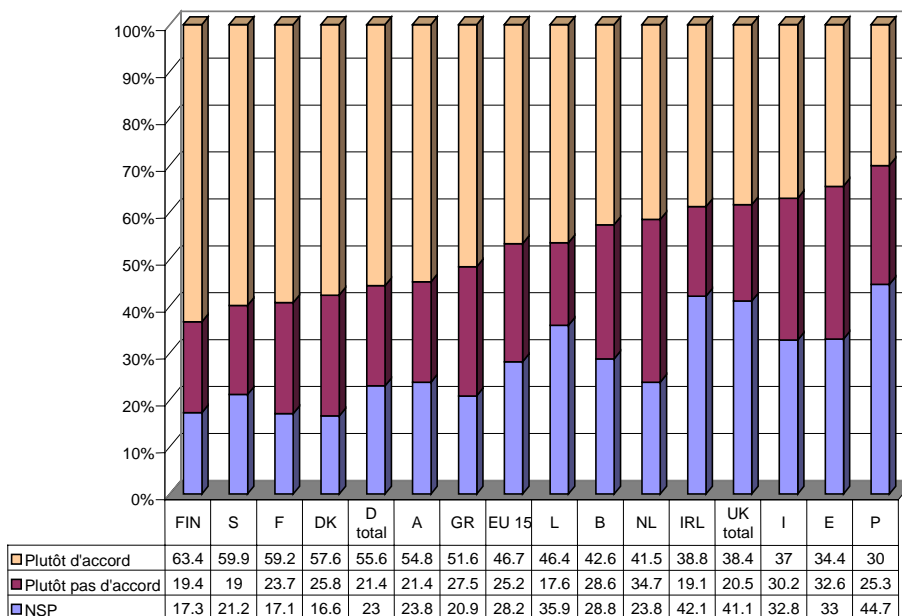


Les Européens ne semblent pas estimer que leurs gouvernements soient capables de maîtriser la mondialisation. En effet, 46,7% des Européens pensent que la **mondialisation ne peut être maîtrisée par les gouvernements**, 25,2% estiment que les gouvernements peuvent la gouverner et 28,2% n'émettent pas d'avis.

Le doute sur la capacité des gouvernements à maîtriser la mondialisation est exprimé par six personnes sur dix en Finlande, en France et en Suède, mais uniquement par trois personnes sur dix en Espagne et au Portugal.

Parmi les populations qui témoignent de la confiance aux gouvernements, nous notons que ce sont les Néerlandais (34,7%) et les Espagnols (32,6%) qui sont les plus nombreux à l'exprimer.

La mondialisation ne peut pas être maîtrisée par les gouvernements

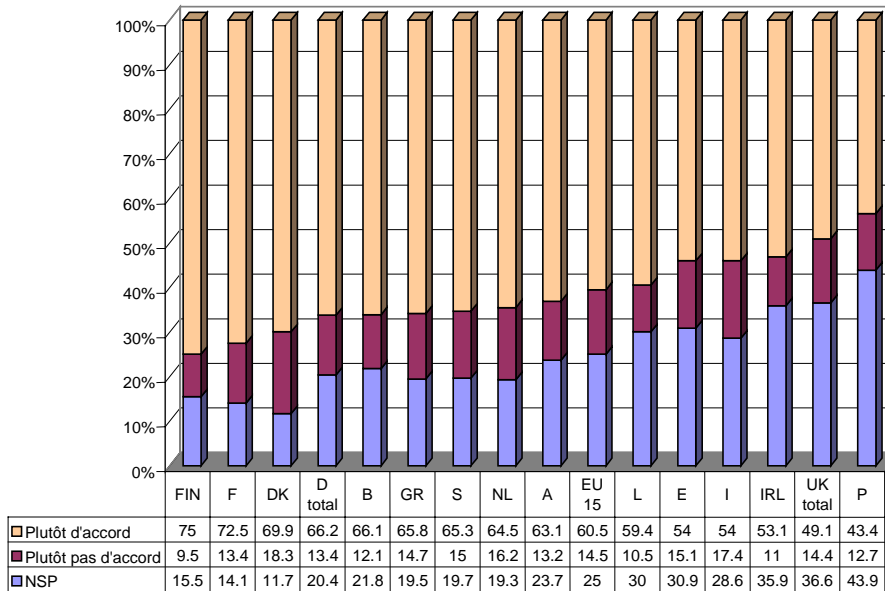


La majorité des Européens semble penser que la mondialisation entraîne une **concentration du pouvoir entre les mains de quelques grandes entreprises au détriment des autres**. 60,5% déclarent que la mondialisation entraîne une concentration du pouvoir, 14,5% expriment l'avis contraire et 25% n'émettent pas d'avis.

Les Finlandais (75%), les Français (72,5%) et les habitants des nouveaux Länder (70,5%) sont les plus nombreux à exprimer cette opinion.

Parmi ceux qui ont exprimé leur désaccord, nous observons que cet avis est exprimé par 18,3% des Danois et 17,4% d'Italiens.

La mondialisation conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des grandes entreprises aux dépens des autres

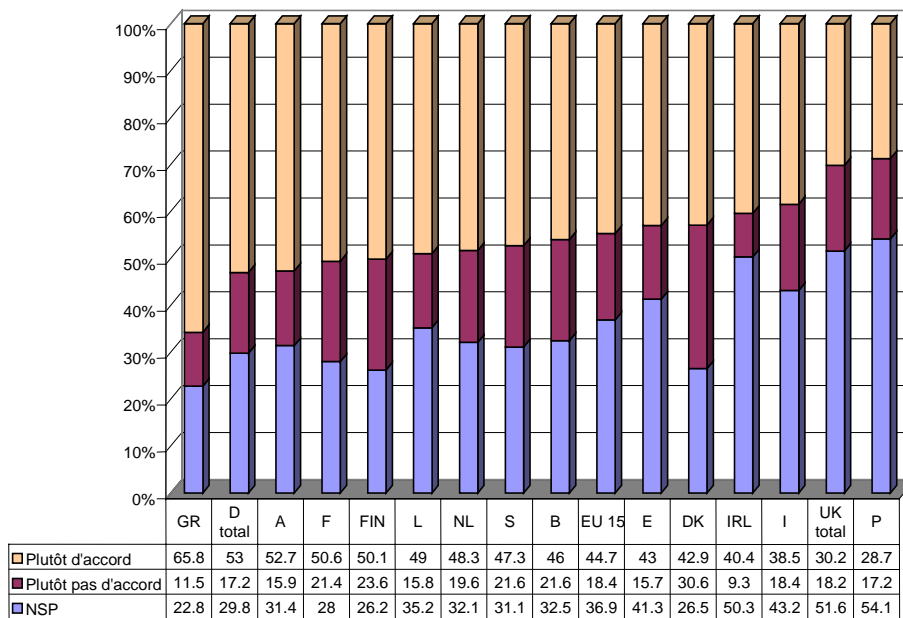


Le principe de causalité entre la mondialisation et la **privatisation des services publics** semble être partagés par de nombreux Européens. Une majorité de 44,7% pense que la privatisation des services publics est un effet de la mondialisation, 18,4% ne partagent pas cette opinion. Notons qu'en moyenne, plus d'un Européen sur trois a préféré ne pas émettre d'opinion et en particulier, une personne sur deux au Royaume-Uni, au Portugal et en Irlande.

Le lien entre la privatisation et la mondialisation est exprimé par la majorité des Grecs (65,8%), des Français (50,6%) et des Finlandais (50,1%) et reste l'opinion la plus répandue au sein de tous les pays.

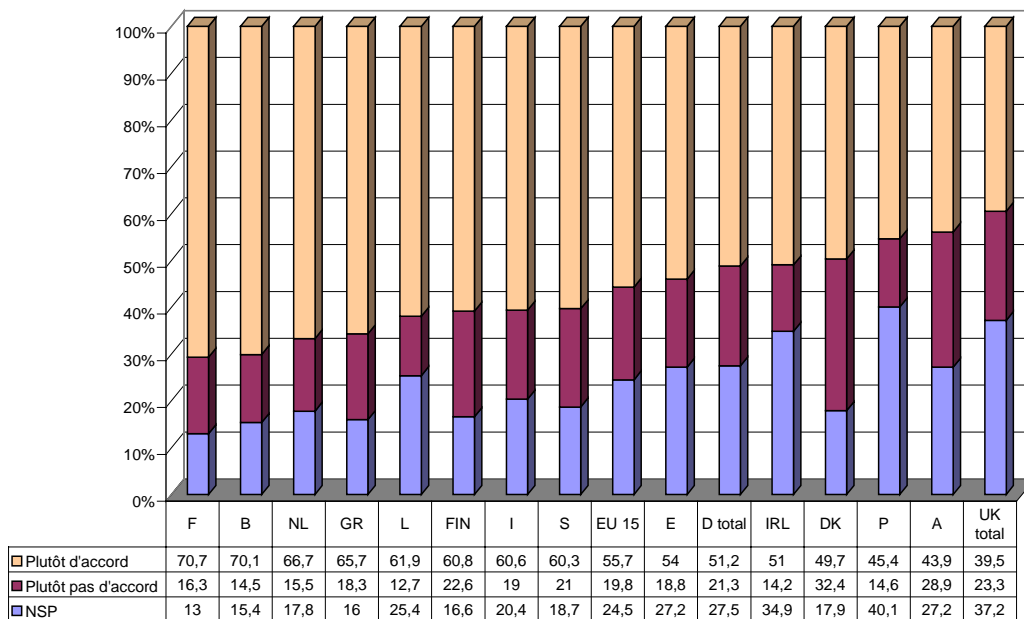
Nous notons aussi que les Danois (30,6%) et les Finlandais (23,6%) sont les plus nombreux à exprimer leur désaccord.

La mondialisation entraîne la privatisation des services publics en Europe



La création d'un véritable marché mondial comme effet de la mondialisation est une opinion majoritaire en Europe. 55,7% partagent cet avis, 19,8% expriment leur désaccord et 24,5% ont préféré ne pas émettre d'opinion. Nous observons que les Français (70,7%), les Belges (70,1%) et les Néerlandais (66,7%) sont les plus nombreux exprimer leur accord. Par contre, les Danois (32,4%), les Autrichiens (28,9%) et les Britanniques (23,3%) sont les plus nombreux à ne pas déclarer que la mondialisation crée un véritable marché mondial.

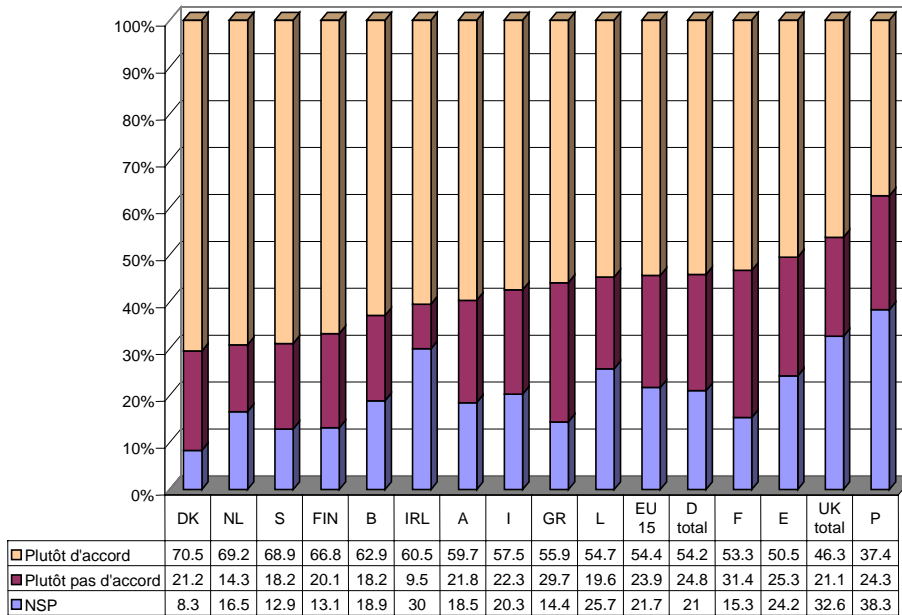
La mondialisation crée un véritable marché mondial



Un effet de la mondialisation clairement ressenti par une large partie de la population européenne est l'opportunité offerte aux produits nationaux d'être distribués sur les marchés mondiaux. 54,4% des Européens estiment que la mondialisation **offre plus d'opportunités pour leurs produits**, 23,9% ne partagent pas cette opinion et 21,7% ont préféré ne pas émettre d'avis. (voir graphe page suivante)

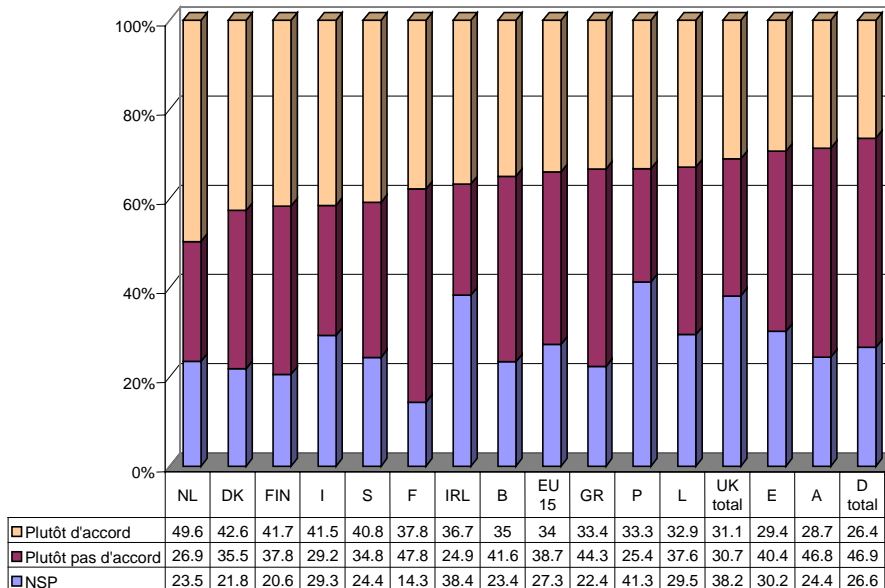
Les Danois (70,5%), les Néerlandais (69,2%) et les Suédois (68,9%) sont les plus nombreux à exprimer leur accord. Par contre, seuls 37,4% des Portugais partagent cet avis, et 31,4% des Français et 29,7% des Grecs ne pensent pas que les produits de leur pays bénéficient de la globalisation des échanges.

La mondialisation offre plus d'opportunités pour les produits (nationalité) sur les marchés mondiaux



Les résultats indiquent que les Européens ont des opinions partagées sur les effets de la mondialisation sur le **développement des petites et moyennes entreprises**. Une majorité de 38,7% pense que la mondialisation ne donne pas aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer plus rapidement, 34% partagent l'avis contraire, et 27,3% préfèrent ne pas émettre d'opinion.

La mondialisation donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement



Les Français (47,8%), les Allemands (46,9%) et les Autrichiens (46,8%) représentent les populations qui déclarent le plus souvent que la mondialisation ne bénéficie pas au développement des petites et moyennes entreprises.

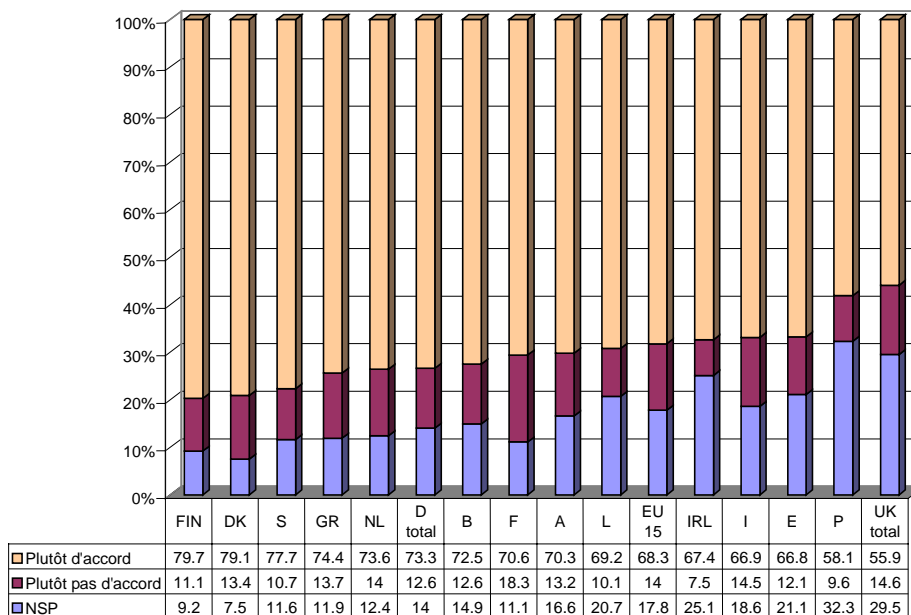
L'avis contraire est l'avis le plus souvent exprimé dans huit pays : les pays scandinaves (Suède, Danemark, Finlande), l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni. C'est aux Pays-Bas (49,6%), au Danemark (42,6%), en Finlande (41,7%) et en Italie (41,5%) que les répondants sont les plus nombreux à penser que la mondialisation profite au développement des petites et moyennes entreprises.

Que la mondialisation ait entraîné un **plus grand choix de produits** dans les différents pays est l'avis qui est partagé par le plus grand nombre de personnes au niveau européen. 68,3% déclarent que la mondialisation augmente la variété de produits en vente dans leur pays, 14% ne partagent pas cette opinion et 17,8% n'émettent pas d'avis.

Ce sont particulièrement les citoyens des pays scandinaves qui expriment leur accord. En effet, 79,7% des Finlandais, 79,1% des Danois et 77,7% des Suédois déclarent que la mondialisation a entraîné une augmentation de la variété des produits en vente dans leurs pays.

Les Français, quant à eux, sont les plus nombreux (18,3%) à exprimer leur désaccord.

La mondialisation augmente la variété de produits en vente (en notre pays)

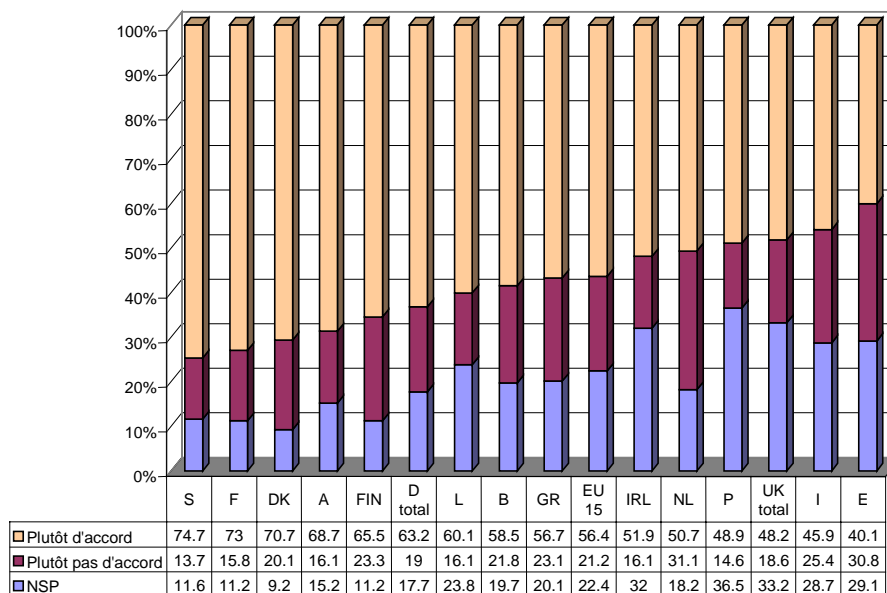


Un effet de la mondialisation est, selon les Européens, une perte de contrôle au niveau de la qualité des produits qui sont proposés. 56,4% pensent que la mondialisation rend plus difficile le **contrôle de qualité des produits alimentaires** dans leurs pays, 21,2% ne partagent pas cette opinion et 22,4% ont préféré ne pas émettre d'avis.

Cette perte de contrôle est l'avis le plus souvent exprimé dans tous les pays. Ce sont les Suédois (74,7%), les Français (73%) et les Danois (70,7%) qui sont les plus nombreux à le déclarer.

Parmi ceux qui ont exprimé leur désaccord, nous observons que ce sont les Néerlandais (31,1%), les Espagnols (30,8%) et les Italiens (25,4%) qui sont les plus nombreux à estimer que la mondialisation n'affecte pas le contrôle de la qualité des produits alimentaires.

La mondialisation rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits alimentaires vendus (en notre pays)

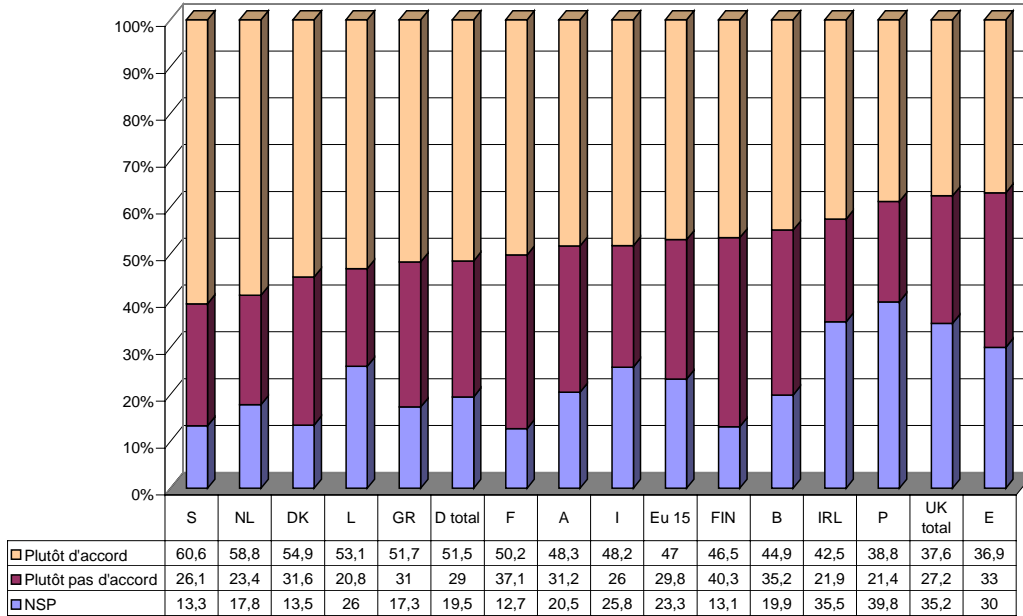


Il semblerait qu'un des effets perçus de la mondialisation soit une baisse des prix. 47% des Européens pensent que la mondialisation entraîne une **baisse des prix grâce à une concurrence accrue**, 29,8% expriment l'opinion contraire et 23,3% n'émettent pas d'avis.

La baisse des prix est l'opinion la plus souvent exprimée dans tous les pays. Ce sont les Suédois (60,6%) et les Néerlandais (58,8%) qui sont les plus nombreux à le penser.

Notons que parmi ceux qui expriment leur désaccord, les Finlandais (40,3%), les Français (37,1%), les Belges (35,2%) et les Espagnols (33%) sont les plus nombreux.

La mondialisation fait baisser les prix des produits et des services grâce à une concurrence accrue



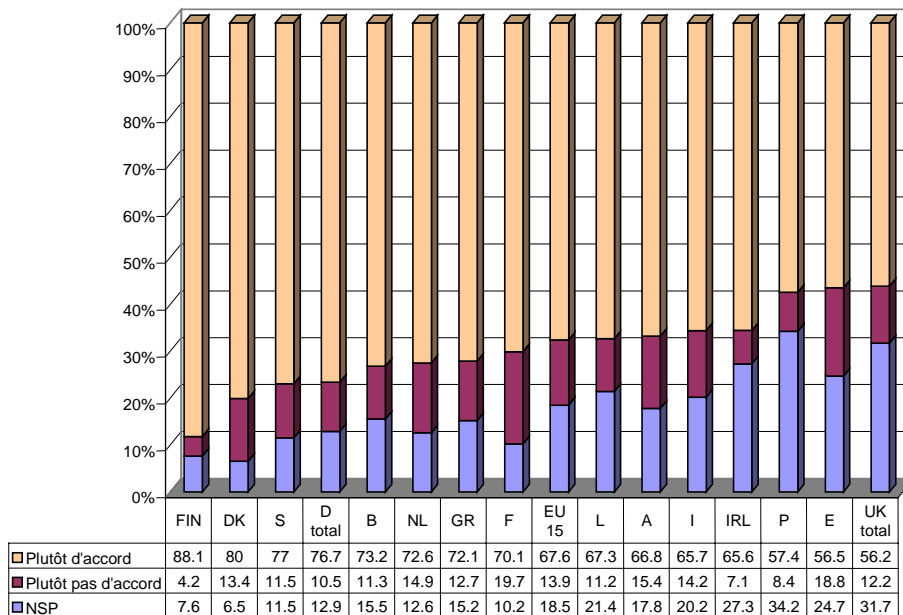
1.1.2.2. Les effets de la mondialisation sur le plan sociétal

Une majorité importante d'Européens pense que la **mondialisation permet de voyager plus facilement**. 67,6% partagent cet avis, 13,9% déclarent leur désaccord et 18,5% n'ont pas émis d'opinion.

Ce sont plus particulièrement les citoyens ressortissants des pays d'Europe du Nord qui déclarent que la mondialisation permet de voyager plus facilement. Le pourcentage d'accord atteint les 88,1% en Finlande.

Notons, par contre, que ce sont les Français (19,7%) et les Espagnols (18,8%) qui sont les plus nombreux à exprimer leur désaccord.

La mondialisation permet de voyager plus facilement

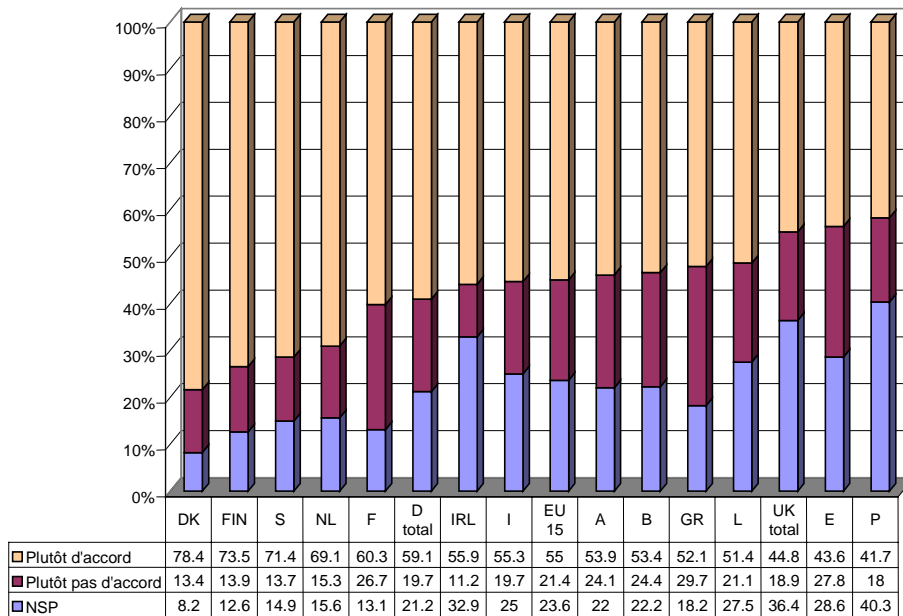


La mondialisation semble ouvrir les portes aux Européens en leur offrant l'**opportunité de trouver un travail dans d'autres pays**. Ainsi, 55% des Européens le pensent, 21,4% expriment leur désaccord et 23,6% n'émettent pas d'avis.

Ce sont les populations des pays scandinaves qui sont les plus nombreuses à estimer que la mondialisation donne des opportunités de travail dans d'autres pays. En effet, 78,4% des Danois, 73,5% des Finlandais et 71,4% des Suédois ont donné cette réponse.

Notons que ce sont les Grecs (29,7%), les Espagnols (27,8%) et les Français (26,7%) qui sont les plus nombreux à exprimer leur désaccord.

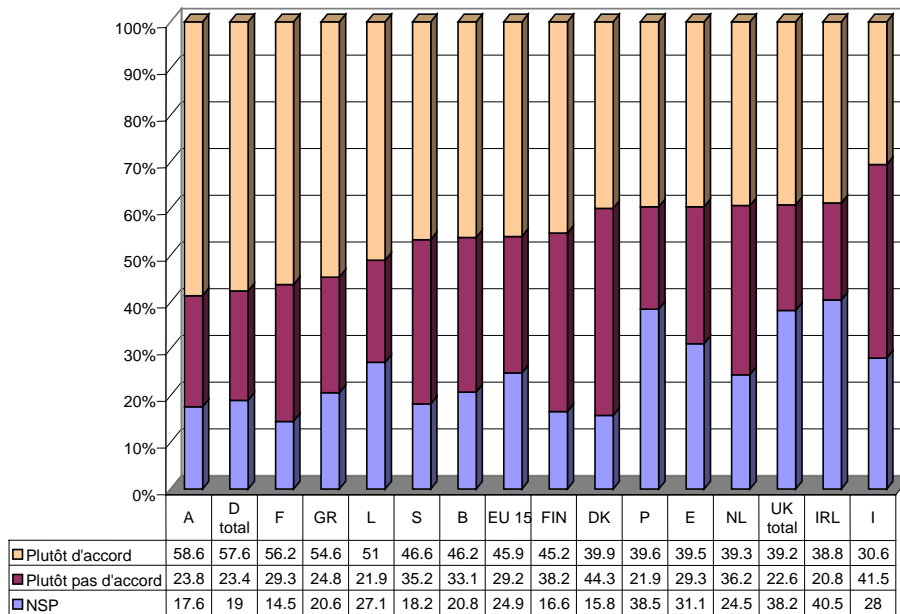
La mondialisation nous donne des opportunités de travail intéressantes dans d'autres pays



Une **augmentation du risque de perte d'emploi** n'est pas perçue de façon identique par les populations de l'Union européenne. 45,9% des Européens pensent que le risque de perte d'emploi augmente avec la mondialisation, 29,2% expriment l'avis contraire et 24,9% n'émettent pas d'avis.

L'augmentation de ce risque est l'avis exprimé par la majorité des Autrichiens (58,6%) et des Allemands (57,6%) et, plus particulièrement, par les Allemands habitant les nouveaux Länder (66,8%). Par contre, les répondants danois et italiens sont les plus nombreux à penser que la mondialisation n'augmente pas le risque de perdre son emploi. En effet, cet avis est exprimé par 44,3% des Danois et de 41,5% des Italiens.

La mondialisation augmente le risque de perdre son emploi



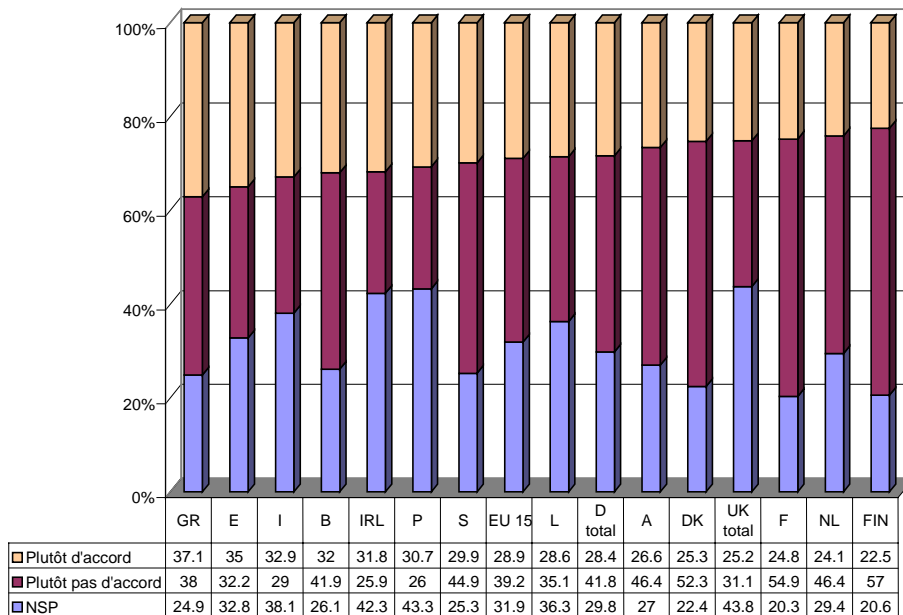
De nombreux Européens estiment que la mondialisation ne leur offre pas une **meilleure qualité de vie personnelle**. 39,2% sont de cet avis, 28,9% pensent le contraire et 31,9% sont sans opinion.

C'est en Finlande (57%), en France (54,9%) et au Danemark (52,3%) que les populations sont les plus nombreuses à déclarer que la mondialisation n'offre pas une meilleure qualité de vie.

Par contre, c'est en Espagne, en Italie et en Irlande, que les personnes sont les plus nombreuses à partager l'avis contraire. En effet, 35% des Espagnols, 31,8% des Irlandais et 30,7% des Portugais estiment que la mondialisation leur offre une meilleure qualité de vie.

Notons également que le pourcentage de non-réponse à cette question est particulièrement élevé et qu'il dépasse les 40% en Irlande, au Portugal et au Royaume-Uni.

La mondialisation offre une meilleure qualité de vie personnelle

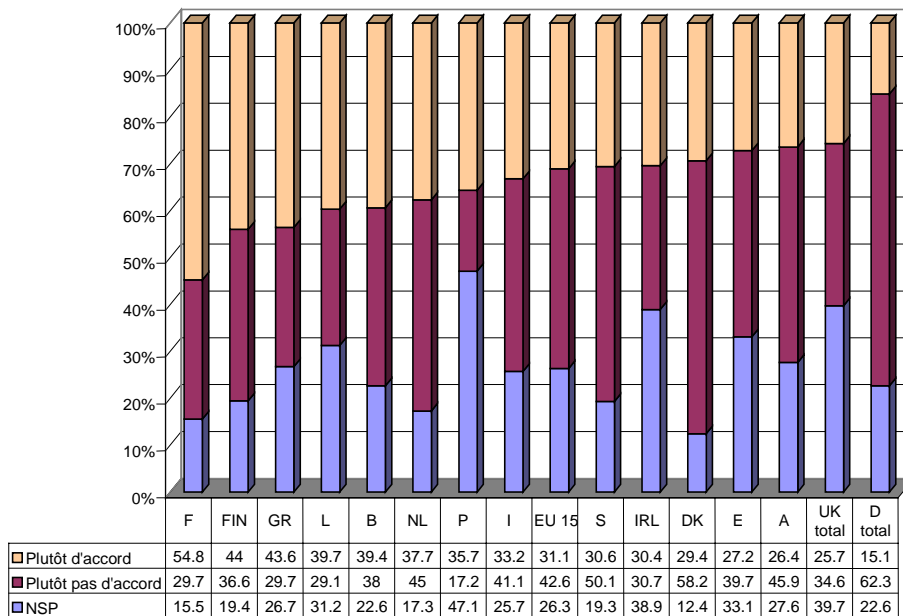


Les Européens ont tendance à penser que la mondialisation ne conduit pas à un monde plus terre et plus uniformisé. 42,6% expriment cet avis, 31,1% déclarent le contraire, et 26,3% n'émettent pas d'opinion

C'est en Allemagne (62,3%), au Danemark (58,2%) et en Suède (50,1%) que les populations sont les plus nombreuses à déclarer que la mondialisation ne conduit pas à un monde plus terre et uniformisé.

C'est en France, en Finlande, en Grèce, au Luxembourg, en Belgique et au Portugal que les populations sont les plus nombreuses à exprimer l'avis contraire. Notons que les Français (54,8%), les Finlandais (44%), et les Grecs (43,6%) sont les plus nombreux à répondre que la mondialisation conduit à un monde plus terre et plus uniformisé.

La mondialisation conduit à un monde plus terre et plus uniformisé

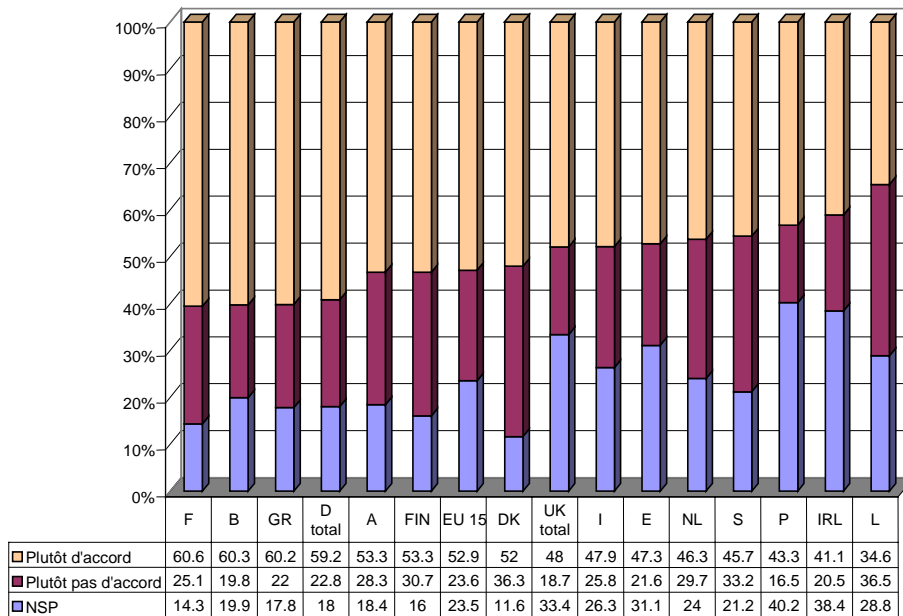


Nombreux sont les Européens qui pensent que la mondialisation entraîne un **développement incontrôlé de l'immigration**. 52,9% partagent cet avis, 23,6% n'estiment pas qu'elle entraîne une immigration incontrôlée et 23,5% n'ont pas émis d'opinion.

Ce sont les Français (60,6%), les Belges (60,3%), les Allemands (59,2%) et en particulier les habitants des nouveaux Länder (65,1%) qui sont les plus nombreux à déclarer que la mondialisation entraîne une immigration incontrôlée.

Le Luxembourg, quant à lui, se démarque en étant le seul pays où une majorité de 36,5% de la population affirme le contraire.

La mondialisation entraîne un développement incontrôlé de l'immigration

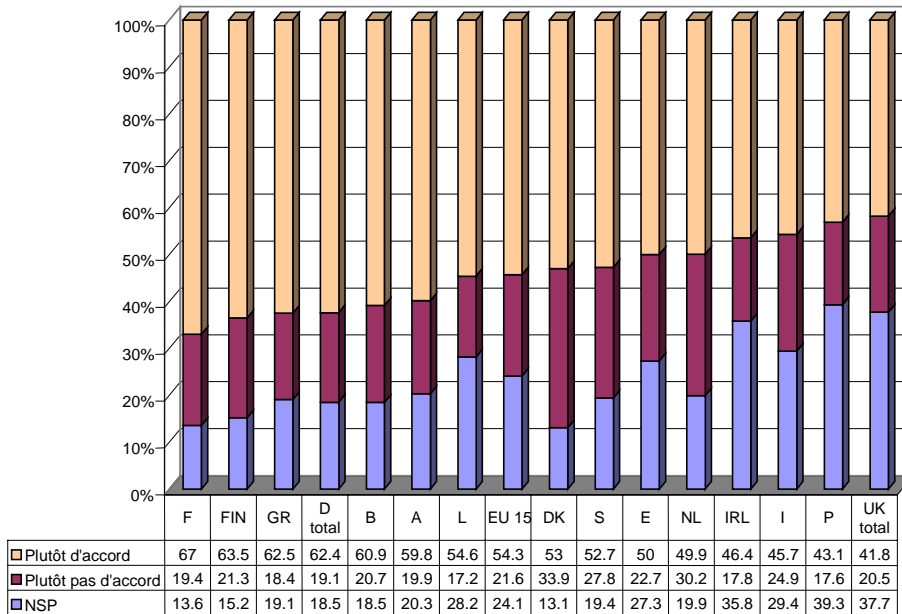


Les Européens ont tendance à penser que la mondialisation **augmente l'écart entre les riches et les pauvres**. 54,3% partagent cet avis, 21,6% expriment leur désaccord et 24,1% n'émettent pas d'avis.

« La mondialisation augmente la fracture sociale » est l'opinion la plus répandue au sein de tous les pays. Ce sont les habitants des nouveaux Länder (72,5%), ainsi que les Français (67%) qui sont les plus nombreux à exprimer cet avis.

Soulignons aussi que les Danois (33,9%), les Néerlandais (30,2%) et les Suédois (27,8%) sont les plus nombreux à penser que la mondialisation n'augmente pas l'écart entre riches et pauvres.

La mondialisation augmente l'écart entre les riches et les pauvres

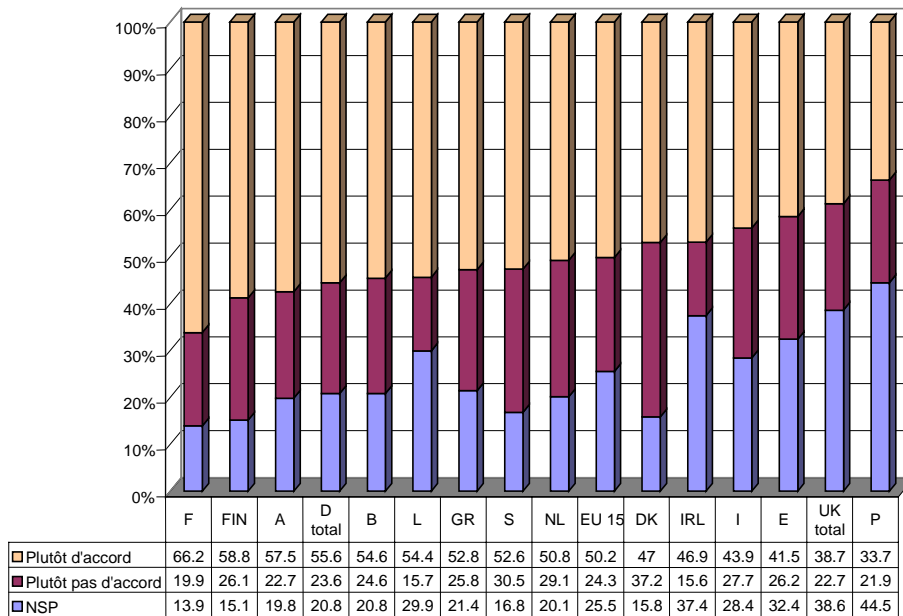


Un Européen sur deux pense que la mondialisation entraîne une **augmentation des problèmes d'environnement à l'échelle mondiale**. 50,2% partagent cet avis, 24,3% expriment leurs désaccord et 25,5% n'émettent pas d'avis.

Cette opinion est la plus fortement exprimée en Finlande (58,8%) et en France (66,2%) et, en général, dans tous les pays.

Notons cependant que c'est au Danemark (37,2%), en Suède (30,5%) et aux Pays-Bas (29,1%) que l'on trouve le plus grand nombre de personnes qui ne pensent pas que la mondialisation augmente les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale.

La mondialisation augmente les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale

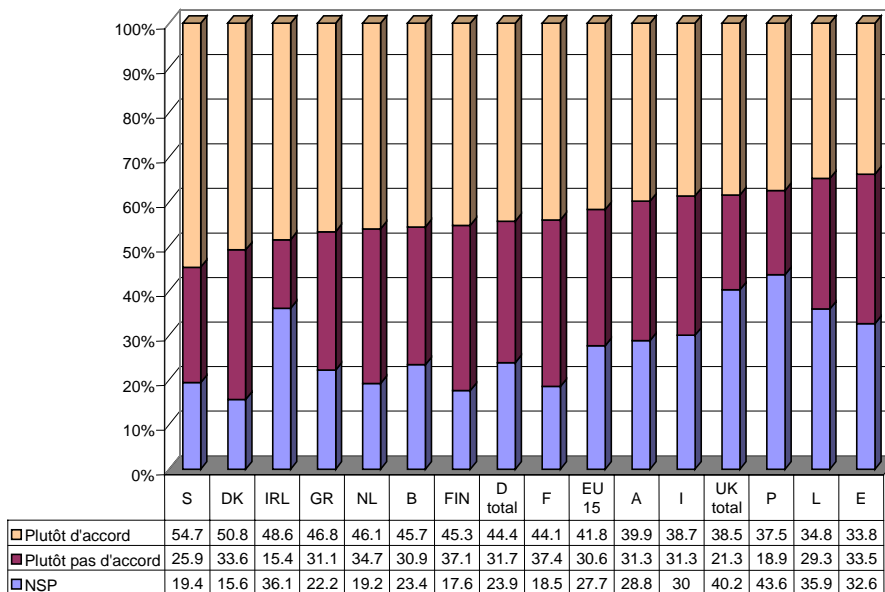


Les Européens ont tendance à penser que la mondialisation **donne l'opportunité aux pays en voie de développement de réduire l'écart avec les pays développés**. 41,8 % des Européens partagent cet avis, 30,6% expriment leurs désaccord et 27,7% n'émettent pas d'avis.

Que la mondialisation soit une opportunité pour les pays en voie de développement est l'avis exprimé par le plus grand pourcentage de la population dans les différents pays. Ce sont les Suédois (54,7%), les Danois (50,8%) et les Irlandais (48,6%) qui sont les plus nombreux à marquer leur accord.

Nous notons cependant que les Espagnols sont plus partagés sur ce point, et que 37,4% des Français et 37,1% des Finlandais considèrent que la mondialisation ne donne pas l'opportunité aux pays en voie de développement de réduire l'écart avec les pays développés.

La mondialisation donne l'opportunité aux pays en voie de développement de réduire l'écart avec les pays développés

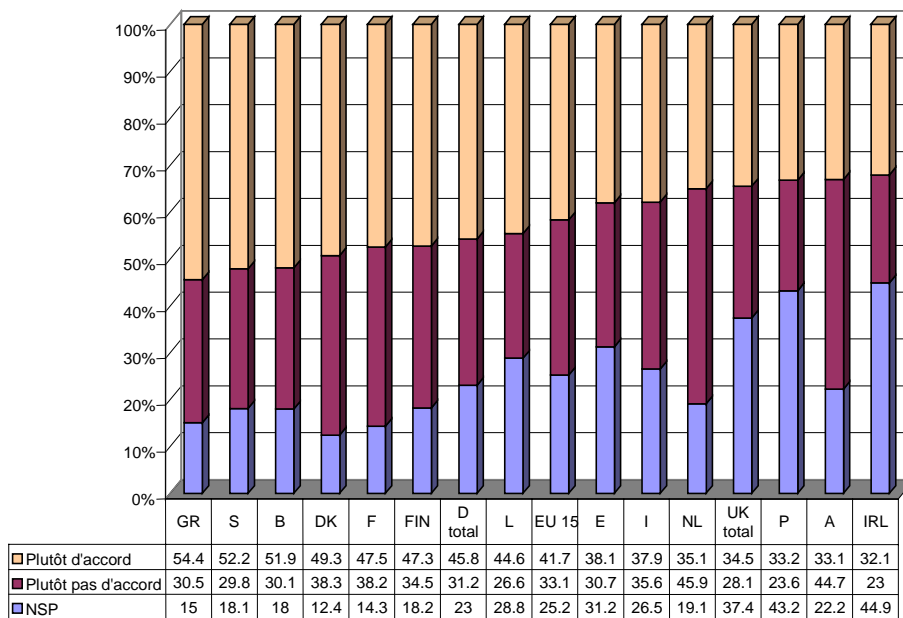


Les Européens sont partagés sur l'effet que peut avoir la mondialisation sur **l'élimination des conflits armés dans le monde**. 41,7% pensent que la mondialisation contribue à éliminer les conflits armés dans le monde, 33,1% expriment leur désaccord et 25,2% n'émettent pas d'avis.

Ce sont les Grecs (54,4%), les Suédois (52,2%) et les Belges (51,9%) qui sont les plus nombreux à exprimer leur accord.

Par contre, c'est aux Pays-Bas et en Autriche que les personnes sont plus les nombreuses à estimer que la mondialisation n'a pas un effet pacificateur. En effet, une majorité de 45,9% des Néerlandais, et de 44,7% d'Autrichiens expriment cet avis.

La mondialisation contribue à éliminer les conflits armés dans le monde



1.1.3. Les résultats dans les Etats membres

Introduction

Dans cette section, les résultats sont analysés du point de vue des différences ou similitudes desservies à l'échelle nationale par rapport à la moyenne européenne. Le texte commente les parties nationales tandis que les tableaux mettent en avant les résultats prépondérants. A cet égard, on constate que les Européens s'attendent essentiellement à ce que les voyages soient rendus plus aisés et l'offre des produits plus variée. Ces deux conséquences arrivent presque systématiquement dans le « top 2 » ou le « top 3 » sur le plan national.

Analyse par pays

Hormis le fait qu'une majorité de 39,4% des Belges déclare que la mondialisation conduit à un monde plus terne et plus uniformisé, les réponses recueillies en **Belgique** suivent la tendance de la moyenne européenne.

La majorité des Belges pense que la mondialisation :	B	EU 15
permet de voyager plus facilement	73,2%	67,6%
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	72,5%	68,3%
crée un véritable marché mondial	70,1%	55,7%

Le **Danemark** se distingue principalement des autres pays européens dans deux cas. En effet, une majorité de 44,3% juge que la mondialisation n'augmente pas le risque de perdre son emploi, et une majorité de 42,6% estime que la mondialisation donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement.

La majorité des Danois pense que la mondialisation :	DK	EU 15
permet de voyager plus facilement	80,0%	67,6%
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	79,1%	68,3%
nous donne des opportunités de travail intéressantes dans d'autres pays	78,4%	55,0%

La tendance générale des réponses issues des citoyens **allemands** est identique à la celle de la moyenne des réponses dans l'Union européenne.

La majorité des Allemands pense que la mondialisation :	D total	EU 15
permet de voyager plus facilement	76,7%	67,6%
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	73,3%	68,3%
conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des grandes entreprises dépens des autres	66,2%	60,5%

Certaines différences importantes entre les anciens et les nouveaux Länder sont à noter.

En moyenne, 66,8% des Allemands des nouveaux Länder pensent que la mondialisation augmente le risque de perdre son emploi, contre seulement 55,1% de ceux des anciens Länder. Ce sont aussi les Allemands des anciens Länder qui sont les plus nombreux à citer un développement incontrôlé de l'immigration comme effet de la mondialisation³ et à penser que la mondialisation augmente l'écart entre les riches et les pauvres⁴. Par contre ce sont les Allemands habitant les anciens Länder qui sont les plus nombreux⁵ à penser que la mondialisation donne l'opportunité aux pays en voie de développement de réduire l'écart avec les pays développés.

Les avis exprimés par les citoyens **grecs** suivent la tendance moyenne européenne. Ils s'en distinguent cependant par le fait qu'une majorité de 43,6% pense que la mondialisation conduit à un monde plus terne et plus uniformisé.

La majorité des Grecs pense que la mondialisation :	G	EU 15
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	74,4%	68,3%
permet de voyager plus facilement	72,1%	67,6%
conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des grandes entreprises et aux dépens des autres	65,8%	60,5%
entraîne la privatisation des services publics en Europe	65,8%	44,7%

Malgré la forte tendance d'une partie des répondants **espagnols** à ne pas émettre d'avis, les réponses données suivent la tendance générale de la moyenne européenne sauf dans un seul cas. En effet, une majorité de 35% d'Espagnols estime que la mondialisation leur offre une meilleure qualité de vie personnelle.

La majorité des Espagnols pense que la mondialisation :	E	EU 15
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	66,8%	68,3%
permet de voyager plus facilement	56,5%	67,6%
garantit une présence économique plus importante de l'Union européenne dans le monde	55,9%	53,6%

Hormis le fait qu'une majorité de 54,8% de **Français** estime que la mondialisation conduit à un monde plus terne et uniformisé, leurs réponses suivent la tendance européenne.

La majorité des Français pense que la mondialisation :	F	EU 15
rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits alimentaires vendus (en notre pays)	73,0%	56,4%
conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des grandes entreprises et aux dépens des autres	72,5%	60,5%
ne peut pas être maîtrisée par les gouvernements	59,2%	46,7%

³ DO = 65,1% et DW = 57,6%

⁴ DO = 72,5% et DW = 59,7%

⁵ DW = 46% et DO = 38,6%

Malgré la forte tendance d'une partie des répondants **irlandais** à ne pas se positionner, les réponses données suivent la tendance générale de la moyenne européenne sauf dans deux cas.

En effet, à l'encontre d'une majorité d'Européens :

- 36,7% d'Irlandais s'accorde à penser que la mondialisation donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement,
- 31,8% estime que la mondialisation offre une meilleure qualité de vie personnelle.

La majorité des Irlandais pense que la mondialisation :	IRL	EU 15
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	67,4%	68,3%
permet de voyager plus facilement	65,6%	67,6%
offre plus d'opportunités pour les produits (nationalité) sur les marchés mondiaux	60,5%	54,4%

Malgré la tendance supérieure à la moyenne européenne des répondants **italiens** à ne pas émettre d'avis, les réponses données suivent la tendance générale de la moyenne européenne, sauf dans trois cas. En effet et contrairement à une majorité d'Européens :

- 41,5% d'Italiens pensent que la mondialisation donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement,
- 41,5% estiment que la mondialisation n'augmente pas le risque de perdre son emploi,
- et 32,9% estime que la mondialisation offre une meilleure qualité de vie personnelle.

La majorité des Italiens pense que la mondialisation :	I	EU 15
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	66,9%	68,3%
permet de voyager plus facilement	65,7%	67,6%
crée un véritable marché mondial	60,6%	55,7%

Tout comme les Italiens, les **Luxembourgeois** ont plus souvent tendance à ne pas émettre d'avis que la moyenne européenne. Leurs réponses suivent cependant la moyenne européenne à deux exceptions près. En effet, les Luxembourgeois se distinguent des autres Européens :

- par une majorité de 39,7% qui estime que la mondialisation conduit à un monde plus terne et plus uniformisé,
- et en étant les seuls dont une majorité (36,5%) de la population estime que la mondialisation n'entraîne pas de développement incontrôlé de l'immigration.

La majorité des Luxembourgeois pense que la mondialisation :	Lux	EU 15
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	69,2%	68,3%
permet de voyager plus facilement	67,3%	67,6%
crée un véritable marché mondial	61,9%	55,7%

Les réponses des **Néerlandais** se distinguent principalement de celles des autres Européens en général :

- par une majorité de 49,6% qui estime que la mondialisation donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement,
- par une majorité de 45,9% qui pense que la mondialisation ne contribue pas à éliminer les conflits armés dans le monde.

La majorité des Néerlandais pense que mondialisation :	NL	EU 15
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	73,6%	68,3%
permet de voyager plus facilement	72,6%	67,6%
offre plus d'opportunités pour les produits (nationalité) sur les marchés mondiaux	69,2%	54,4%

Les **Autrichiens** suivent le même profil de réponses que la moyenne dans l'Union européenne, à une exception près. En effet, tout comme les Néerlandais, une majorité de 44,7% d'Autrichiens estime que la mondialisation ne contribue pas à mettre un terme aux conflits armés dans le monde.

La majorité des Autrichiens pense que la mondialisation :	A	EU 15
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	70,3%	68,3%
rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits alimentaires vendus (en notre pa	68,7%	56,4%
permet de voyager plus facilement	66,8%	67,6%

Les **Portugais** se distinguent des autres Européens, en étant les plus nombreux à l'échelle européenne, à ne pas émettre d'avis. Malgré le fait qu'en moyenne plus d'un Portugais sur quatre ait préféré ne pas émettre d'avis, les réponses données suivent la moyenne générale européenne, à trois exceptions près. En effet les Portugais se distinguent d'une majorité des autres Européens :

- par une majorité de 35,7%, qui estime que la mondialisation conduit à un monde plus terne et uniformisé,
- par une majorité de 33,3% qui estime que la mondialisation donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement,
- par un majorité de 30,7% qui estime que la mondialisation offre une meilleure qualité de vie personnelle.

Les Portugais estiment que la mondialisation :	P	EU 15
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	58,1%	68,3%
permet de voyager plus facilement	57,4%	67,6%
rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits alimentaires vendus (en notre pays)	48,9%	56,4%

Les réponses issues de la **Finlande** suivent la tendance européenne à deux exceptions près. Ils s'en distinguent par :

- une majorité de 44% qui estime que la mondialisation conduit à un monde plus terne et uniformisé
- une majorité de 41,7% qui estime que la mondialisation donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement.

La majorité des Finlandais pense que la mondialisation :	FIN	EU 15
permet de voyager plus facilement	88,1%	67,6%
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	79,7%	68,3%
conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des grandes entreprises aux dépens des autres	75,0%	60,5%

Hormis le fait qu'une majorité de 40,8% pense que la mondialisation donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement, les avis exprimés par les **Suédois** suivent la tendance européenne.

La majorité des Suédois pensent que la mondialisation :	S	EU 15
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	77,7%	68,3%
permet de voyager plus facilement	77,0%	67,6%
rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits alimentaires vendus (en notre pa	74,7%	56,4%

Malgré la forte tendance des **Britanniques** à ne pas se positionner, les réponses données suivent la tendance générale de la moyenne européenne à une exception près. Tout comme leurs voisins irlandais, une majorité de 31,1% de Britanniques s'accorde à penser que la mondialisation donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement.

Les Britanniques estiment que la mondialisation :	UK tot	EU 15
permet de voyager plus facilement	56,2%	67,6%
augmente la variété de produits en vente (en notre pays)	55,9%	68,3%
conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des grandes entreprises aux dépens des autres	49,1%	60,5%

1.1.4. Les résultats selon les variables sociodémographiques classiques

L'analyse des résultats en fonction des catégories sociodémographiques nous indique que les femmes, les jeunes de moins de 24 ans, les personnes de 55 ans et plus et les personnes les moins instruites, ont plutôt tendance à ne pas se positionner.

L'analyse indique aussi que le niveau d'instruction influence très fortement les réponses, ce qui n'est pas surprenant compte tenu du sujet.

Nous apprenons aussi que les personnes entre 40 et 54 ans et les personnes les plus instruites sont proportionnellement plus nombreuses que celles appartenant aux autres catégories à exprimer leur accord sur les propositions reprises ci-après. La mondialisation :

- crée un véritable marché mondial,
- fait baisser les prix des produits et des services grâce à une concurrence accrue,
- rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits alimentaires vendus en (notre pays),
- conduit à une concentration du pouvoir entre les mains de grandes entreprises aux dépens des autres,
- ne peut pas être maîtrisée par les gouvernements,
- entraîne une privatisation des services publics en Europe,
- augmente l'écart entre les riches et les pauvres,
- permet de voyager plus facilement.

Et que ces mêmes catégories sont les plus nombreuses à exprimer leur désaccord sur les propositions suivantes. La mondialisation offre une meilleure qualité de vie et elle donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer plus rapidement.

Nous apprenons aussi que les personnes entre 25 et 54 ans et les plus instruites sont plus nombreuses à exprimer leur accord sur le fait que la mondialisation garantit une présence économique plus importante de l'Union européenne dans le monde, augmente la variété de produits en vente dans notre pays et augmente les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale.

Les analyses nous indiquent aussi que ce sont les personnes entre 25 et 39 et les personnes les plus instruites qui sont les plus nombreuses à exprimer leur désaccord sur le fait que la mondialisation conduise à un monde plus terne et uniformisé.

Nous notons ensuite que les jeunes de 15 à 24 ans, les étudiants et les personnes les plus instruites sont les plus nombreuses à exprimer leur accord sur le fait que la mondialisation contribue à éliminer les conflits armés dans le monde.

Les jeunes de 15 à 24 ans et les étudiants sont plus nombreux à exprimer leur accord aux propositions suivantes. La mondialisation offre plus d'opportunités pour les produits nationaux sur les marchés mondiaux et nous donne des opportunités de travail intéressantes dans d'autres pays.

Nous apprenons aussi que les personnes âgées de 40 à 54 ans et ayant poursuivi leurs études jusqu'à 19 ans sont les plus nombreuses à exprimer leur accord sur le fait que la mondialisation augmente le risque de perdre son emploi et entraîne un développement incontrôlé de l'immigration.

Finalement, ce sont les personnes de 55 ans et plus et les personnes les moins instruites qui sont les moins nombreuses à exprimer leur accord sur le fait que la mondialisation donne l'opportunité aux pays en voie de développement de réduire l'écart avec les pays développés.

1.2. Qui peut contrôler les effets de la mondialisation ?

1.2.1. Les tendances générales

Il semblerait qu'il y ait à l'échelle européenne, une différence de choix d'acteurs de confiance. C'est dans les pays scandinaves, aux Pays-Bas mais aussi en Allemagne, qu'une majorité de personnes place leur confiance dans les institutions internationales existantes, alors que les autres pays semblent préférer les « acteurs de proximité » et à connotation moins « libérale ».

Comme nous l'avons vu plus haut⁶, les gouvernements nationaux ne sont pas perçus comme capables de maîtriser les effets de la mondialisation, mais restent, néanmoins, aux yeux d'une grande partie de la population, un acteur nécessaire et souhaité. L'Union européenne apparaît comme étant l'acteur idéal, de part sa capacité d'action au niveau international, tout en restant un acteur résolument européen.

1.2.2. En moyenne dans l'Union européenne

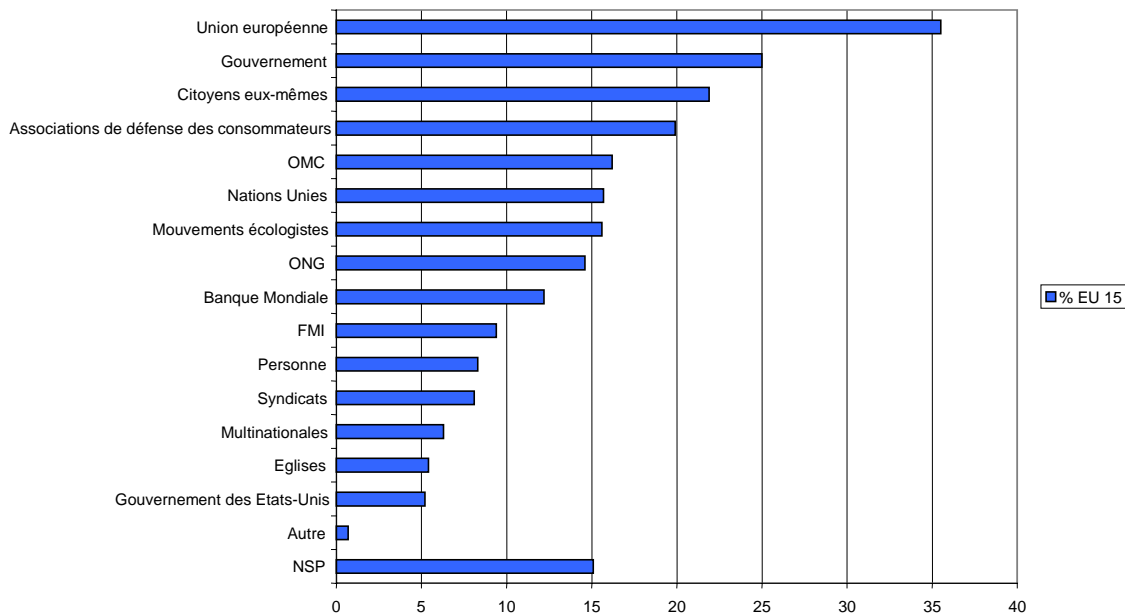
Nous avons pu voir précédemment que, parmi les avis sur les effets de la mondialisation, la majorité des Européens ressent une impression de perte de contrôle au sens large.

A la question « A qui faites-vous le plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation ? », les Européens ont été invités à choisir parmi 14 acteurs susceptibles de leur inspirer confiance.

Il en ressort que les deux acteurs les plus fréquemment cités sont l'Union européenne (35,1%) et les gouvernements nationaux (25%), suivi par les citoyens eux-mêmes (21,9%) et les associations de défense des consommateurs (19,9%). Les acteurs sociaux auxquels les Européens font le moins confiance sont : les multinationales (6,3%), les églises (5,4%) et le gouvernement des États-Unis (5,2%).

⁶ Voir chapitre 1.1, page 1 : « Les effets de la mondialisation selon les Européens »

A qui faites-vous plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation?



1.2.3. Les résultats dans les Etats membres

En ce qui concerne le contrôle des effets de la mondialisation, les **Belges** placent principalement leur confiance en l'Union européenne (42,9%), puis dans les citoyens eux-mêmes (33,3%) et enfin en leur gouvernement (28%). Sont ensuite cités : les associations de défense des consommateurs (25,1%) et les mouvements écologistes (23,7%).

Les **Danois** citent les mêmes acteurs, mais ont autant confiance en la Banque Mondiale (27,4%) que dans leur gouvernement national tandis que l'organisation Mondiale du Commerce (l'OMC) est citée par 26,7% d'entre eux.

Les **Allemands** citent aussi l'Union européenne en premier lieu (44,6%), mais font plus confiance à leur gouvernement que les deux pays précédents. Tout comme les Danois, ils semblent faire confiance aux institutions internationales, et ce sont l'OMC (22,3%) et la Banque Mondiale (19,8%) qui sont ensuite les plus souvent citées. Le gouvernement des États-Unis arrive à la cinquième place.

Quelques différences sont à noter entre les anciens et les nouveaux Länder, la principale étant que les habitants des anciens Länder sont globalement plus nombreux à citer le gouvernement allemand et les groupes d'intérêts de type sociétal ⁷.

Les **Grecs** citent eux aussi en premier lieu l'Union européenne et leur gouvernement, et font ensuite confiance aux citoyens eux-mêmes (29,4%) et aux ONG (17,5%). Il est à noter qu'au niveau européen, ils sont les plus nombreux à citer l'Eglise comme acteur de confiance (12,9%) et les moins nombreux à citer la Banque Mondiale (2,3%), les multinationales (2,8%) et l'OMC (5,5%).

Les **Français**, quant à eux, ne citent pas l'Union européenne en premier. Ce sont les citoyens eux-mêmes qui sont cités le plus souvent (34,5%), puis les associations de défense des consommateurs (32,8%), le gouvernement français (29,8%) et enfin l'Union européenne (28,5%). Notons qu'à l'échelle européenne, ce sont les Français qui citent le plus souvent les mouvements écologistes, mais ce sont également eux qui citent le moins souvent le gouvernement des Etats-Unis (2,1%) et les Nations-Unies (7,9%) comme acteurs potentiels de confiance.

Pour contrôler les effets de la mondialisation, les **Irlandais** font le plus confiance à l'Union européenne (37,9%), puis au gouvernement irlandais (27,3%) et à l'OMC (14,8%). Et, ils sont les moins nombreux à citer le Fond Monétaire International (FMI) (4%).

Les **Italiens** citent, tout comme la majorité européenne, l'Union européenne comme acteur de confiance. Arrivent ensuite les associations de défense des consommateurs (28,9%), les mouvements écologiques (22,8%) et les citoyens eux-mêmes (22,5%). Le gouvernement italien arrive en 6ème position après les ONG.

Les **Luxembourgeois** citent d'abord l'Union européenne (46,6%), le gouvernement luxembourgeois (36,8%) puis les mouvements écologistes (21%). Notons aussi que les Luxembourgeois sont les plus nombreux des Européens à citer les syndicats (15,1%).

Les **Néerlandais** sont proportionnellement les plus nombreux à placer leur confiance en l'Union européenne (49,5%), l'OMC (37,9%), et les Nations Unies (29,2%). Le gouvernement national vient après la Banque Mondiale, le FMI, et les citoyens.

Les **Autrichiens** citent principalement l'Union européenne et le gouvernement national. Sont cités ensuite : l'OMC (16,3%) et les citoyens eux-mêmes (15,7%).

⁷ ONG, les mouvements écologistes, les mouvements de défense des consommateurs et les citoyens eux-mêmes.

Les **Portugais** citent également l'Union européenne (32,3%) et le gouvernement national (29,7%) en premier lieu. Sont ensuite cités les associations de défense des consommateurs (13,2%) et les citoyens eux-mêmes (11,9%).

Pour contrôler les effets de la mondialisation, les **Finlandais** font le plus confiance à l'Union européenne (37,5%), aux Nations-Unies (28,7%), à la Banque mondiale (24,4%) et enfin, à leur gouvernement national (21,1%).

Tout comme les Néerlandais, les **Suédois** se démarquent par leur grande confiance vis-à-vis des institutions et organismes ou entités internationales. En effet, ils font le plus confiance à l'Union européenne (47,2%), à la Banque Mondiale (41,5%), à l'OMC (36,8%) et aux multinationales (31,8%). La Suède est le pays où les personnes sont proportionnellement les plus nombreuses à citer les multinationales (31,8%), la Banque Mondiale (41,5%), le FMI (25,6%) et le gouvernement des États-Unis (20,5%). Ce sont aussi les Suédois qui citent le moins souvent le gouvernement national (13,8%) et les associations de défense des consommateurs (6,7%).

Les **Britanniques**, quant à eux, font le plus confiance à leur gouvernement (21,7%), puis aux organisations non-gouvernementales (21,4%) et enfin, aux citoyens mêmes. L'Union européenne arrive en 4ème position (18,4%).

1.2.4. Analyses des résultats selon les variables sociodémographiques classiques

On constate que les hommes et les femmes sont aussi nombreux à citer dans l'ordre décroissant : l'Union européenne, les gouvernements nationaux, les citoyens eux-mêmes puis les associations de défense des consommateurs. Il est cependant intéressant de noter que les femmes font d'avantage confiance aux organisations non gouvernementales et aux groupes d'intérêts pour contrôler les effets de la mondialisation que les hommes. Ceux-ci sont proportionnellement plus nombreux à citer les institutions internationales existantes.

Toutes les classes d'âge, excepté la tranche 40 à 54 ans, placent, dans le même ordre les quatre principaux acteurs de confiance. Les personnes du groupe précité placent, quant à elles, les associations de défense des consommateurs avant les citoyens eux-mêmes. Ce sont les deux catégories intermédiaires (25-39 et 40-54 ans) qui citent le plus souvent les institutions internationales et les plus jeunes (de 15 à 24 ans) qui font le plus confiance à l'Union européenne et aux ONG.

Les personnes de 55 ans et plus sont les plus nombreuses à faire confiance aux gouvernements nationaux, et le moins souvent aux nouveaux acteurs sociaux tels que les ONG, les mouvements écologistes ou de défense des droits des consommateurs et les mouvements de citoyens ainsi que les institutions internationales.

Ce sont les personnes ayant terminé leurs études à 20 ans ou au delà qui sont les seules à citer après l'Union européenne et avant le gouvernement, les nouveaux acteurs sociaux. Ce sont les Européens les moins instruits qui sont les plus nombreux à citer les gouvernements nationaux et les moins nombreux à citer les organisations internationales.

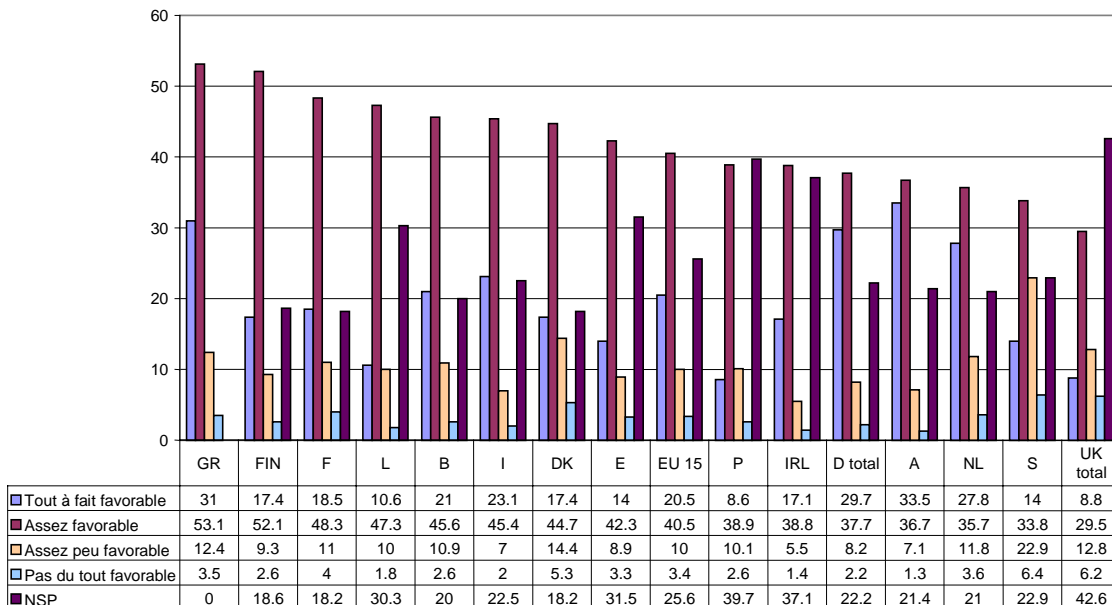
1.3. L'Union européenne et le libre-échange dans le commerce international

A la question « Pensez-vous que l'Union européenne est favorable au libre-échange dans le commerce national ? », il ressort que 40,5% des Européens pensent qu'elle lui est « assez favorable » et 20,5% qu'elle lui est « tout à fait favorable ». Seuls 10% estiment qu'elle « ne lui est pas très favorable » et 3,4% qu'elle « ne lui est pas favorable du tout ».

Ce sont les Autrichiens (35,5%), les Allemands (29,7%), et particulièrement les habitants des nouveaux Länder (33,5%), et les Grecs (31%) qui sont les plus nombreux à percevoir l'Union européenne comme étant très favorable au libre-échange.

Les trois pays où le plus grand nombre de personnes déclare que l'Union européenne n'est pas favorable au libre-échange sont ceux qui ont choisi de ne pas adopter l'Euro. En effet, 29,3% des Suédois, 19,7% des Danois et 19% des Britanniques déclarent qu'elle est peu, voir pas du tout favorable au libre-échange dans le commerce mondial. (voir graphe page suivante)

L'Union européenne est-elle favorable au libre-échange?



L'étude des réponses en fonction des catégories socio-professionnelles nous indique, quant à elle, que ce sont, dans l'ordre décroissant, les indépendants et les cadres qui sont les plus nombreux à percevoir l'Union européenne comme étant « tout à fait favorable » au libre échange. Mais aussi que ce sont les cadres, les employés et les indépendants qui sont les plus nombreux à déclarer que l'Union européenne est « assez favorable » au libre-échange.

L'étude des résultats en fonction de l'échelle de connaissances déclarées⁸, nous apprend que les personnes déclarant avoir une très bonne connaissance de l'Union européenne, de ses politiques et institutions, sont les plus nombreuses à affirmer qu'elle est « tout à fait favorable au libre-échange ». Cette étude montre également que les personnes qui se disent bien informées sont plus nombreuses à considérer l'Union européenne comme « assez favorable » au libre-échange et que les personnes les moins bien informées sont plus nombreuses à déclarer que l'Union « n'est pas favorable » au libre-échange.

⁸ Voir index pour les définitions des catégories

Chapitre Deuxième : LA LIBERALISATION DES MARCHES EN EUROPE

Après avoir sondé l'opinion des Européens quant à la libéralisation des échanges sur le plan mondial, les questions étudiées ci-dessous recouvrent la libéralisation des échanges à l'intérieur de l'Union européenne.

Les Européens ont été invités à estimer les bénéfices escomptés de cette libéralisation par rapport à leur situation financière, leur protection sociale et leur qualité de vie.

2.1. Tendances générales

Les Européens ont globalement une attente positive par rapport aux effets escomptés de la libéralisation des échanges à l'intérieur de l'Union européenne. Ce sont les Irlandais et les populations des pays du Sud de l'Europe, et plus particulièrement les Grecs et les Espagnols, qui semblent les plus optimistes.

Les points sensibles restent néanmoins les mêmes que ceux révélés lors de l'analyse des effets de la mondialisation. En effet, les Européens semblent craindre que la libéralisation des marchés ne se fasse au détriment de la sécurité et de la qualité des produits alimentaires, de l'agriculture respectant l'environnement et de la protection des consommateurs. Par contre, les effets de la libéralisation des marchés européens sur l'environnement sembleraient moins les inquiéter que ceux causés par la mondialisation.

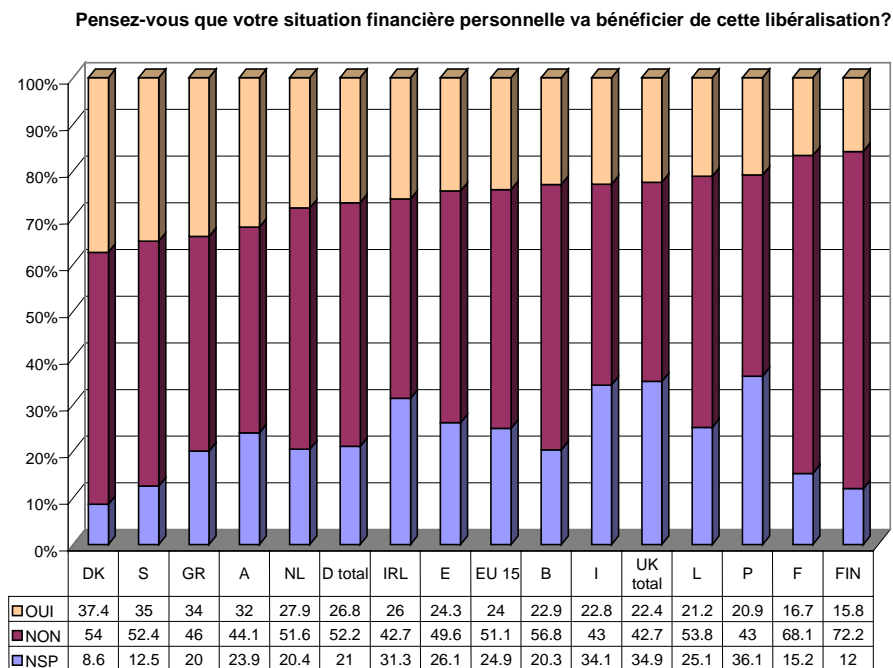
En général, les Européens ne s'attendent pas à ce que ni leur situation financière, ni leur protection sociale, ni leur qualité de vie ne bénéficie de la libéralisation, malgré une tendance plus positive dans certains pays, tels l'Irlande, la Grèce et l'Espagne.

Les Européens semblent penser que la libéralisation aura un effet positif sur les services publics et les soins de santé, et ils sont majoritaires à penser que la libéralisation aura des effets positifs sur le choix des produits de consommation et sur la diversité culturelle européenne.

2.2. Les effets de la libéralisation des marchés sur la situation financière des Européens

La moitié des Européens estime que leur situation financière ne va pas bénéficier de la libéralisation des marchés. Ce sont principalement les Finlandais (72,2%) et les Français (68,1%) qui ne prévoient pas d'effet bénéfique. Par contre, les Danois (37,4%), les Suédois (35%), les Grecs (34%) et les Autrichiens (32%) sont les plus nombreux à escompter une meilleure situation financière.

Il est cependant intéressant de noter que 24,9% des Européens ont préféré ne pas émettre d'avis, et sont ainsi plus nombreux que ceux qui estiment que leur situation financière bénéficiera de la libéralisation des marchés en Europe.



Les analyses sociodémographiques montrent que les hommes sont plus nombreux que les femmes à penser que leur situation financière va s'améliorer, et que le nombre de personnes déclarant qu'elles n'en bénéficieront pas augmente avec l'âge. Elles montrent aussi que ce sont les femmes et les jeunes de 15 à 24 ans qui sont les plus nombreux à ne pas émettre d'avis à ce sujet.

Quand on étudie les réponses en fonction de la durée des études, on observe que ce sont les étudiants et les personnes les plus instruites qui sont les plus nombreuses à estimer que leur

situation financière va bénéficier de la libéralisation. Nous observons aussi que ce sont, en ordre décroissant, les étudiants, les cadres et les employés qui sont les plus nombreux à penser qu'ils bénéficieront de la libéralisation, et que ce sont les personnes retraitées qui sont les plus nombreuses à estimer le contraire.

L'analyse attitudinale indique, quant à elle, que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose sont beaucoup plus nombreuses à estimer que la libéralisation des marchés ne bénéficiera pas à leur situation financière.

Notons aussi que ce sont les personnes qui consultent régulièrement plusieurs médias⁹, qui sont les plus nombreuses à penser qu'elles bénéficieront financièrement de la libéralisation et qu'elles sont les moins nombreuses à ne pas émettre d'avis.

2.3. Les effets de la libéralisation des marchés sur la protection sociale des Européens

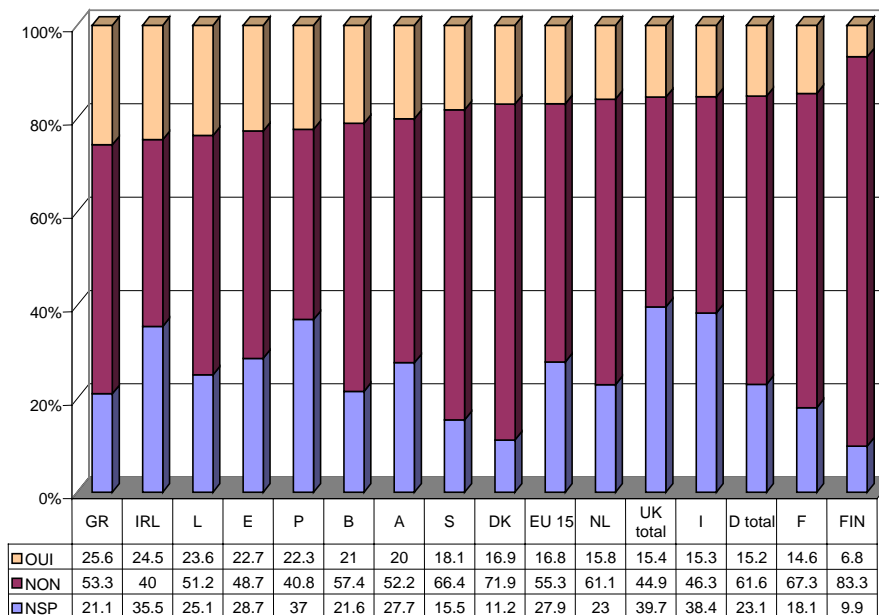
Les Européens ne semblent pas penser que la libéralisation bénéficiera à leur **protection sociale**.

En effet 55,3% des Européens partagent cet avis. Ce sont principalement les Finlandais (83,3%) les Danois (71,9%) et les Français (67,3%) qui ne prévoient pas d'effets bénéfiques. Seuls 16,8% des Européens pensent que leur protection sociale va profiter des retombées positives de la libéralisation. Ce sont les Grecs (25,6%), les Irlandais (24,5%) et les Luxembourgeois (23,6%) qui sont les plus nombreux à penser en bénéficier.

Nous notons aussi un taux de non réponse très élevé (27,9%), surpassant largement le nombre de personnes déclarant bénéficier de la libéralisation.

⁹ Ces catégories sont représentées de l'indice d'utilisation des médias qui classe les personnes en fonction de la régularité et du nombre de médias qu'elles consultent

Pensez-vous que votre protection sociale va bénéficier de cette libéralisation?



L'analyse sociodémographique ne montre pas de différences d'opinion significatives entre les hommes et les femmes. Ce sont les jeunes de 15 à 24 ans qui sont les plus nombreux à penser que leur protection sociale bénéficiera de la libéralisation, et les personnes de plus de 55 ans qui sont les plus nombreuses à déclarer le contraire. Cette analyse montre aussi que ce sont les femmes et les jeunes de 15 à 24 ans qui sont les plus nombreux à ne pas émettre d'avis à ce sujet.

Nous observons aussi que les étudiants, les personnes qui ont terminé leurs études entre 16 et 19 ans et les indépendants, sont les plus nombreux à estimer que leur protection sociale va bénéficier de la libéralisation. Par contre, les retraités et les personnes sans emploi sont les plus nombreux à exprimer le contraire.

L'analyse attitudinale indique, à nouveau, que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose sont beaucoup plus nombreuses à estimer que la libéralisation des marchés ne bénéficiera pas à leur protection sociale.

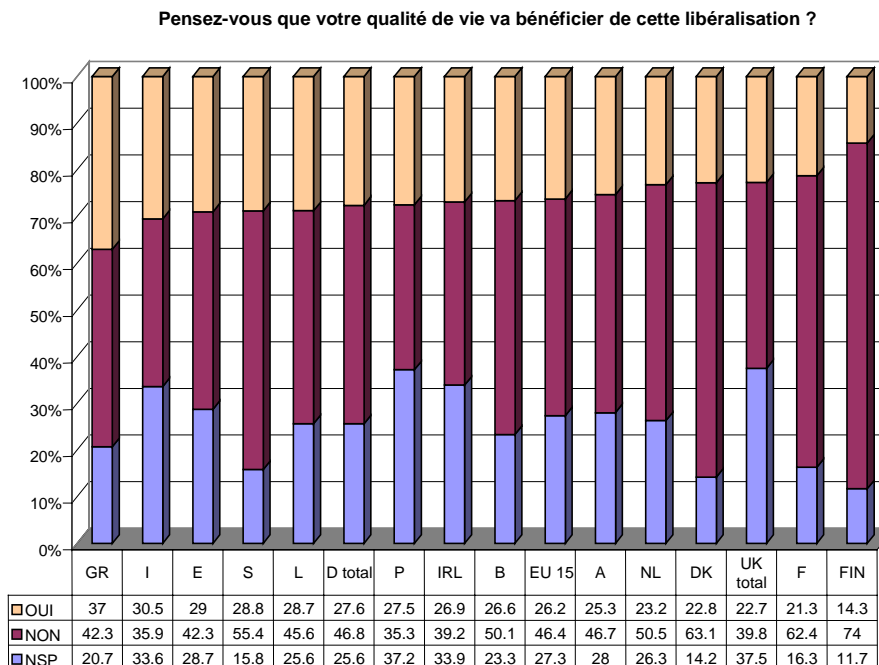
Notons aussi que les personnes qui consultent régulièrement plusieurs médias sont plus nombreuses que celles qui n'y portent pas beaucoup d'attention à penser que la libéralisation des marchés bénéficiera à leur protection sociale. Elles sont les moins nombreuses à ne pas émettre d'avis.

2.4. Les effets de la libéralisation des marchés sur la qualité de vie des Européens

Une majorité de 46,4% des Européens ne pense pas que leur qualité de vie bénéficiera de la **libéralisation** des marchés en Europe. Ce sont principalement les Finlandais (74%), les Danois (63,1%) et les Français (62,4%) qui ne prévoient pas d'effets bénéfiques. Ils sont 26,2% en moyenne européenne à penser le contraire. C'est en Grèce (37%), en Italie (30,5%) et en Espagne (29%) que l'on trouve le plus de personnes estimant que leur qualité de leur vie va s'améliorer suite à la libéralisation des marchés.

Notons aussi que le taux de personnes ne donnant pas d'avis est élevé (27,3%) et supérieur au nombre de personnes escomptant des effets positifs.

La même question a été posée par rapport aux effets de la mondialisation¹⁰. Il est intéressant de noter que ce sont les mêmes pays qui se démarquent au niveau européen, mais aussi que le pourcentage de personnes s'attendant à voir une amélioration de la qualité de leur vie grâce à la libéralisation des marchés en Europe est moins élevé.



¹⁰ Voir chapitre 1.1, page 1.: « Les effets de la mondialisation selon les Européens »

Les analyses sociodémographiques montrent que les hommes sont plus nombreux que les femmes à penser que leur qualité de vie va s'améliorer, et que le nombre de personnes déclarant qu'elle ne s'améliorera pas augmente avec l'âge. Elle montre aussi que les femmes et les jeunes de 15 à 24 ans sont les plus nombreux à ne pas émettre d'avis à ce sujet.

Quand on étudie les réponses en fonction de la durée des études, on observe que les étudiants sont les plus nombreux à déclarer que leur qualité de vie bénéficiera de la libéralisation des marchés en Europe et que ce pourcentage baisse avec le niveau d'étude.

Nous observons aussi que ce sont, dans l'ordre décroissant, les étudiants, les indépendants, les cadres et les employés qui sont les plus nombreux à escompter une amélioration de leur qualité de vie. Les personnes retraitées et au foyer sont les moins nombreuses à partager cet avis.

L'analyse attitudinale indique toujours que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose sont beaucoup plus nombreuses à estimer que la libéralisation des marchés n'améliorera pas leur qualité de vie.

Nous notons aussi que les personnes qui consultent régulièrement plusieurs médias sont les plus nombreuses à penser qu'elles bénéficieront de la libéralisation. Ces personnes sont les moins nombreuses à ne pas émettre d'avis.

2.5. Introduction à l'analyse des propositions sur les effets de la libéralisation.

Huit autres propositions sur les effets de la libéralisation ont été présentées, et il a été demandé, de juger pour chacune d'elles, si la libéralisation des marchés en Europe aurait un effet positif, négatif ou aucun effet.

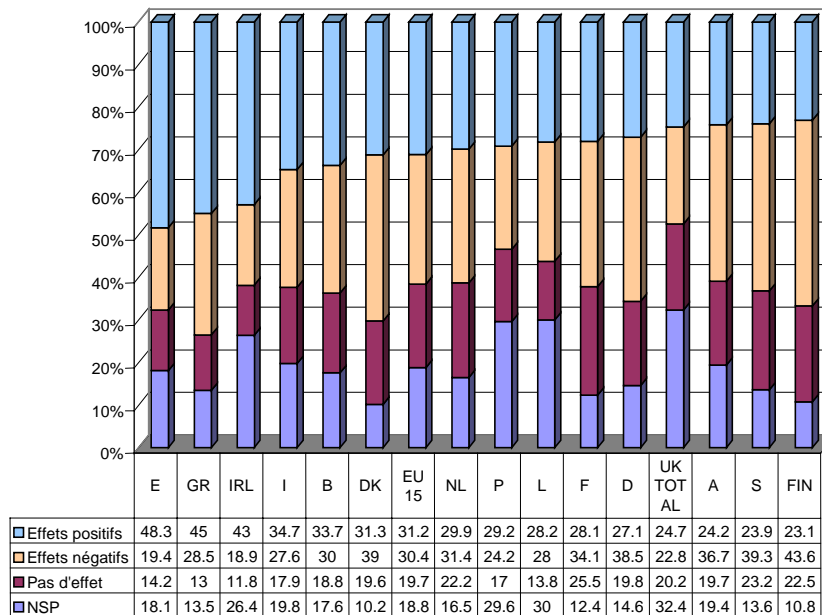
2.6. Les effets de la libéralisation des marchés sur la protection des consommateurs

Il ressort des résultats que les effets attendus par la libéralisation des marchés sur **la protection des consommateurs** ne sont ni clairement bénéfiques ni clairement négatifs.

En effet, 31,2% des Européens estiment que ses effets seront positifs, 30,4% qu'ils seront négatifs, 19,7% que la libéralisation n'aura pas d'effet et 18,8% sont sans avis.

Ce sont les Espagnols (48,3%), les Grecs (45%) et les Irlandais (43%) qui sont les plus nombreux à penser que les effets seront bénéfiques et les Finlandais (43,6%), les Suédois (39,3%), les Danois (39%) et les Allemands (38,5%)¹¹ qui sont les plus nombreux à escompter des effets négatifs.

Les effets de la libéralisation sur la protection des consommateurs



Les analyses sociodémographiques indiquent que les étudiants sont les plus nombreux à penser que les effets seront bénéfiques, et que les personnes les plus instruites, les cadres et les employés sont les plus nombreuses à déclarer le contraire.

Notons aussi que ce sont les personnes qui consultent régulièrement plusieurs médias qui sont les plus nombreuses à en attendre des effets bénéfiques. Le pourcentage de personnes partageant cet avis varie proportionnellement avec le taux d'utilisation des médias.

L'analyse attitudinale indique, quant à elle, que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose sont nettement plus nombreuses à estimer que les effets de la libéralisation sur la protection des consommateurs seront négatifs ou nuls.

¹¹ Cet avis est exprimé par 39,8% des habitants dans les nouveaux Länder.

2.7. Les effets de la libéralisation sur la sécurité et la qualité des produits alimentaires

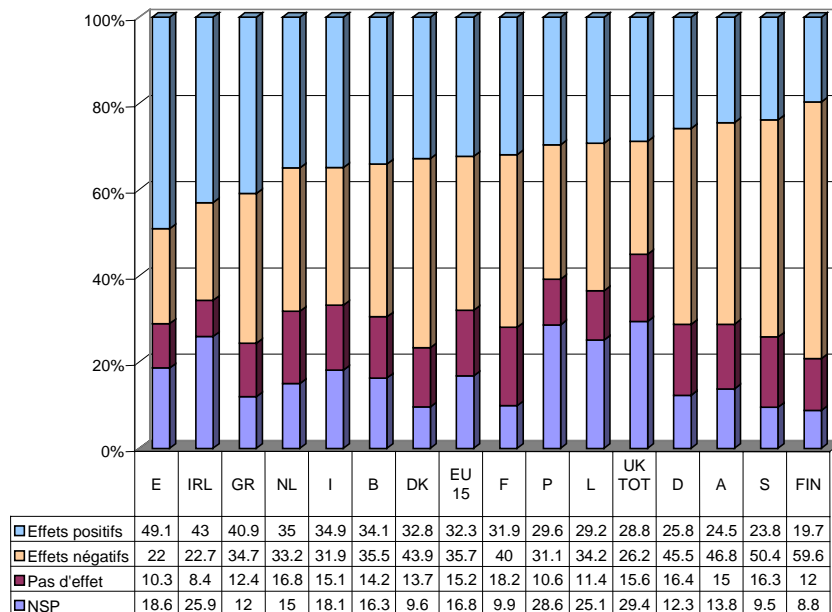
Les résultats indiquent que les Européens sont, en général, plus nombreux à penser que la libéralisation aura des effets plutôt négatifs que positifs sur **la sécurité et la qualité des produits alimentaires**.

Plus d'un tiers de la population européenne estime que les effets seront négatifs, 32,3% qu'ils seront positifs, 15,2% que la libéralisation n'aura aucun effet, et 16,8% préfèrent ne pas émettre d'avis à ce sujet.

La majorité des Finlandais (59,6%) et des Suédois (50,4) estime que les effets de la libéralisation seront négatifs. Ce sont, ensuite, les Autrichiens (46,8%), les Allemands (45,5%), les Danois (43,9%) et les Français (40%) qui sont les plus nombreux à exprimer cet avis.

Il est à noter que deux pays vont à l'encontre de la tendance générale. En effet, une majorité d'Espagnols (49,1%) et d'Irlandais (43%) pensent que les effets seront positifs. 40,9% des Grecs partagent cet avis.

Les effets de la libéralisation sur la sécurité et la qualité des produits alimentaires



Nous retirons des analyses sociodémographiques que les jeunes de moins de 24 ans sont les plus nombreux à estimer que la libéralisation aura des effets bénéfiques sur la qualité et la sécurité des produits alimentaires. De plus, ce sont les personnes les plus instruites, ainsi que les cadres qui sont les plus nombreux à exprimer l'avis contraire.

Nous observons aussi que les personnes qui consultent régulièrement plusieurs médias sont les plus nombreuses à estimer que la libéralisation aura des effets négatifs. Le pourcentage de personnes partageant cet avis baisse proportionnellement au taux d'utilisation des médias.

L'analyse attitudinale indique, à nouveau, que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose, sont nettement plus nombreuses à estimer que les effets de la libéralisation sur la sécurité et la qualité des produits seront négatifs ou nuls.

2.8. Les effets de la libéralisation sur le choix de produits de consommation

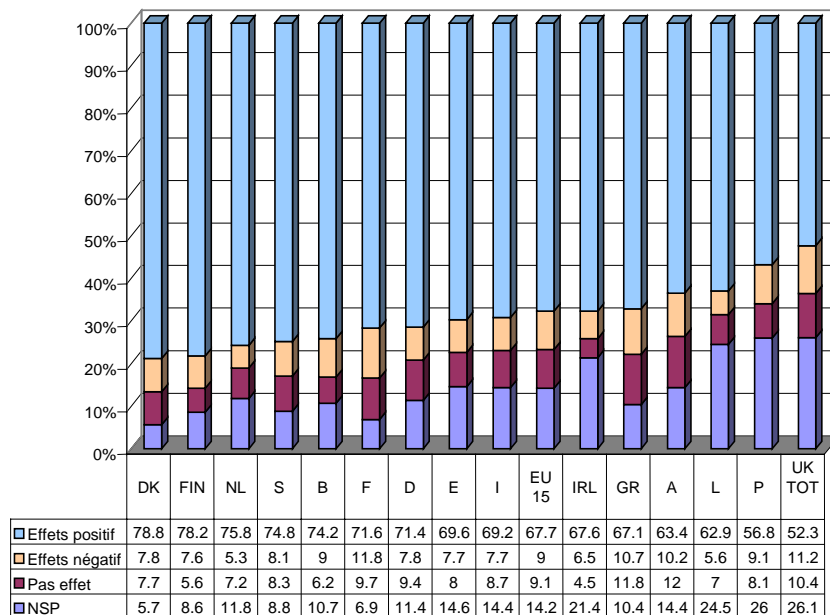
La majorité des Européens (67,7%) estime que la libéralisation aura des effets positifs et qu'elle accroîtra **le choix de produits de consommation**. Seuls 9% de la population européenne pensent qu'elle aura un effet négatif, 9,1% qu'elle n'aura pas d'effet du tout et 14,2% n'émettent pas d'avis.

Ce sont les Danois (78,8%), les Finlandais (78,2%), les Néerlandais (75,8%) et les Suédois (74,8%) qui sont les plus nombreux à exprimer cet avis et les Britanniques (52,3%) et les Portugais (56,8%) qui sont les moins nombreux.

Cette question avait déjà été posée dans le cadre de la mondialisation des marchés. Pour rappel, 68,3% des Européens pensaient que la mondialisation augmente la variété de produits en vente dans leurs pays.

Nous constatons certaines variations dans les pourcentages. En comparant les réponses nationales, on constate notamment qu'aux Pays-Bas, en Belgique, en France, en Italie et en Espagne, le pourcentage de personnes déclarant que la libéralisation augmentera le choix de produits de consommation est plus élevé que celui des personnes déclarant que la mondialisation augmentait la variété des produits en vente dans leur pays. On constate également l'effet inverse dans les autres pays. Peut-être est-ce un indice que les populations de certains pays ne perçoivent pas autant les résultats de la libéralisation car les marchés sont déjà fort libéralisés.

Les effets de la libéralisation sur le choix de produits



Nous retenons des analyses sociodémographiques que ce sont les personnes âgées de 55 ans et plus qui sont les moins nombreuses à escompter des effets positifs de la libéralisation sur le choix des produits de consommation.

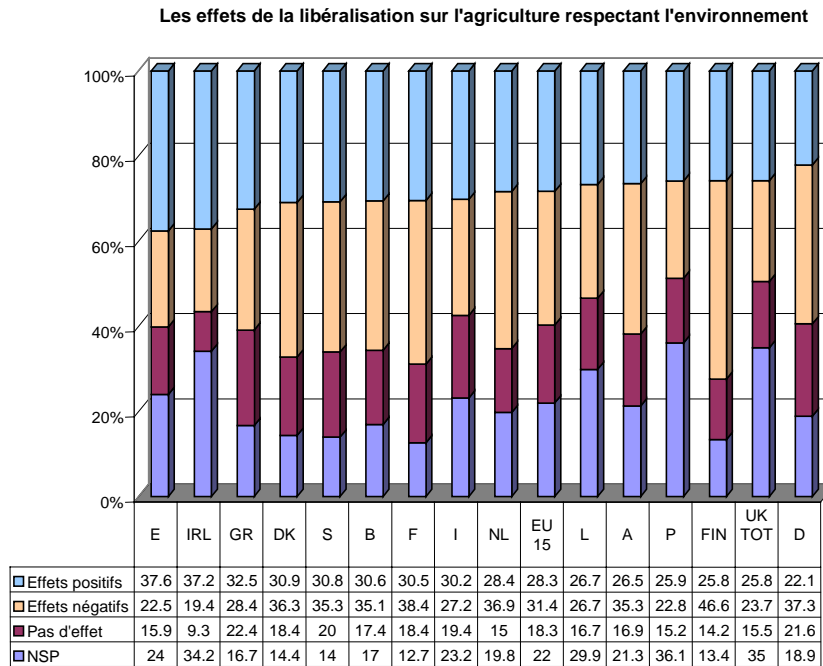
De l'analyse des réponses en fonction de l'indice d'utilisation des médias, nous notons que ce sont les personnes qui consultent régulièrement plusieurs type de médias qui sont les plus nombreuses à escompter des effets positifs de la libéralisation sur le choix des produits, et que ce pourcentage baisse avec l'usage moins assidu des médias.

L'analyse attitudinale indique que les personnes les plus insatisfaites par l'adhésion de leur pays à l'Union européenne partagent l'avis majoritaire mais qu'elles sont plus nombreuses à penser que les effets de la libéralisation seront négatifs ou inexistants.

2.9. Les effets de la libéralisation sur une agriculture respectant l'environnement

Les résultats indiquent que les Européens sont un peu plus nombreux à penser que la libéralisation des marchés en Europe entraînera un effet négatif sur **l'agriculture respectant l'environnement**. En effet, 31,4% des Européens pensent que l'effet sera négatif, 28,3% qu'il sera positif, 18,3% que la libéralisation n'aura aucun effet sur l'agriculture respectant l'environnement et 22% ne donnent pas d'avis.

Ce sont les Finlandais (46,6%), les Français (38,4%), les Allemands (37,3%)¹² et les Néerlandais (36,9%) qui sont les plus nombreux à penser que les effets seront négatifs. Par contre, ce sont les Espagnols (37,6%), les Irlandais (37,2%) et les Grecs (32,5%) qui sont les plus nombreux à estimer que les effets de la libéralisation seront positifs pour l'agriculture respectant l'environnement.



Les analyses sociodémographiques indiquent que les hommes, les personnes les plus instruites et les cadres sont nettement plus nombreux à penser que les effets seront négatifs sur l'agriculture respectant l'environnement.

L'analyse des réponses en fonction de l'indice d'utilisation des médias indique, quant à elle, que les personnes qui consultent régulièrement plusieurs type de médias sont les plus nombreuses à partager ce même avis.

L'analyse attitudinale indique que les personnes les plus insatisfaites par l'adhésion de leur pays à l'Union européenne sont beaucoup plus nombreuses à déclarer que la libéralisation des marchés aura des effets négatifs sur l'agriculture respectant l'environnement.

¹² Cet avis est exprimé par 37,9% des habitants dans les anciens Länder et par 35,3% des habitants des nouveaux Länder.

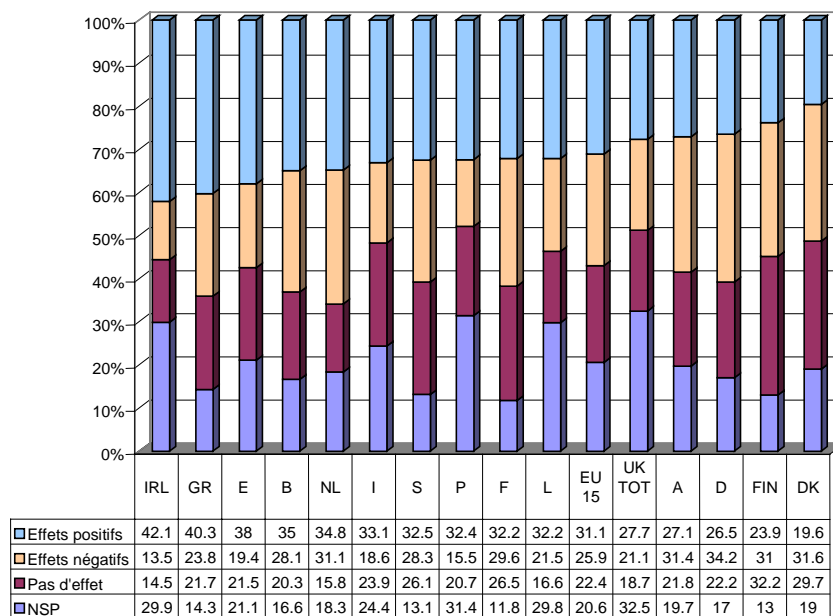
2.10. Les effets de la libéralisation sur les soins de santé

Les résultats indiquent que les Européens sont en général plus nombreux à déclarer que la libéralisation des marchés européens aura un effet positif plutôt que négatif sur **les soins de santé**. 31,1% pensent les effets seront positifs, 25,9% qu'ils seront négatifs, 22,4% que la libéralisation n'aura pas du tout d'effet et 20,6% n'émettent pas d'avis.

Ce sont à nouveau les Irlandais (42,1%), les Grecs (40,3%) et les Espagnols (38%) qui sont les plus nombreux à exprimer une attente positive de la libéralisation des marchés en Europe. Parmi ceux qui pensent que la libéralisation entraînera une dégradation des soins de santé, nous notons que ce sont les Allemands (34,2%) et principalement les habitants des nouveaux Länder (39,6%) qui sont les plus inquiets. Ce sont ensuite les Danois (31,6%), les Autrichiens (31,4%) et les Néerlandais (31,1%) qui sont les plus nombreux à partager cet avis.

Notons aussi que 32,2% des Finlandais et 29,7% des Danois pensent que la libéralisation n'aura pas d'effets sur les soins de santé.

Les effets de la libéralisation sur les soins de santé



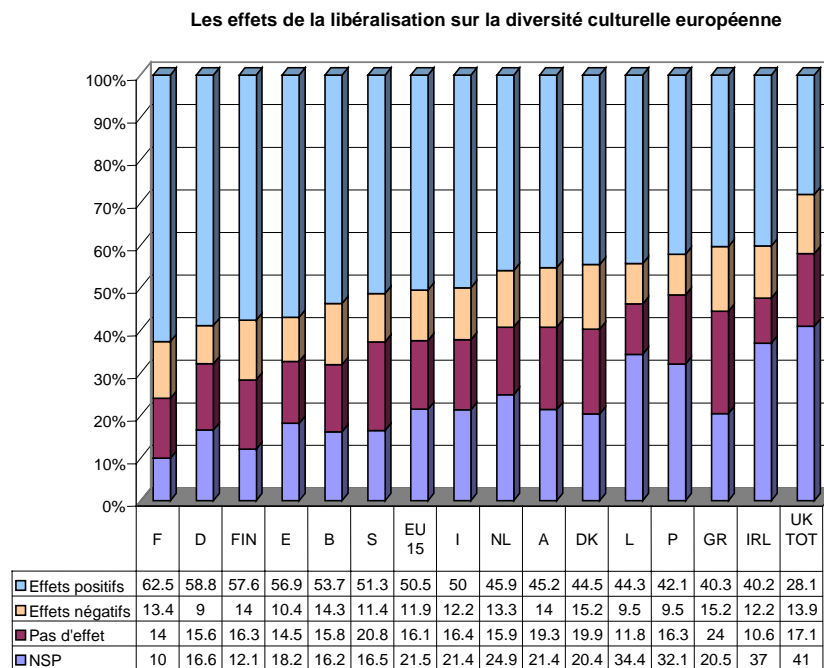
Des analyses sociodémographiques, nous retenons que les jeunes de moins de 24 ans sont les plus nombreux à penser que la libéralisation aura un effet positif sur les soins de santé. Notons aussi que les personnes qui consultent régulièrement plusieurs type de médias sont plus nombreuses à partager cet avis.

L'analyse attitudinale indique toujours la même propension des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose, à être plus nombreuses à estimer que la libéralisation entraîne des effets négatifs.

2.11. Les effets de la libéralisation sur la diversité culturelle européenne

La moitié des Européens pense que la libéralisation des marchés aura un effet positif sur la **diversité culturelle européenne**. Seul 11,9% pensent qu'elle aura un effet négatif, 16,1% qu'elle n'aura aucun effet et 21,5% n'ont pas d'avis.

Ce sont les Français (62,5%), les Allemands (58,8%) et les Finlandais (57,6%) qui sont les plus nombreux à déclarer que la diversité culturelle européenne bénéficiera de la libéralisation, et ce sont les Danois et les Grecs (15,2%) ainsi que les Autrichiens qui sont les plus nombreux à exprimer l'avis contraire.



Les analyses sociodémographiques nous indiquent que ce sont les personnes les plus instruites, les étudiants, les indépendants et les cadres qui sont les plus nombreux à déclarer que la diversité culturelle bénéficiera des effets de la libéralisation.

L'analyse des réponses en fonction de l'indice d'utilisation des médias indique que les personnes qui consultent le moins les médias sont les plus nombreuses à déclarer que la libéralisation aura un effet négatif sur la diversité culturelle. L'analyse attitudinale, quant à elle, indique que les personnes les plus insatisfaites par l'adhésion de leur pays à l'Union européenne, partagent l'avis majoritaire, mais qu'elles sont les plus nombreuses à penser que les effets seront négatifs ou inexistants.

2.12. Les effets de la libéralisation sur les services publics tels la poste et l'électricité

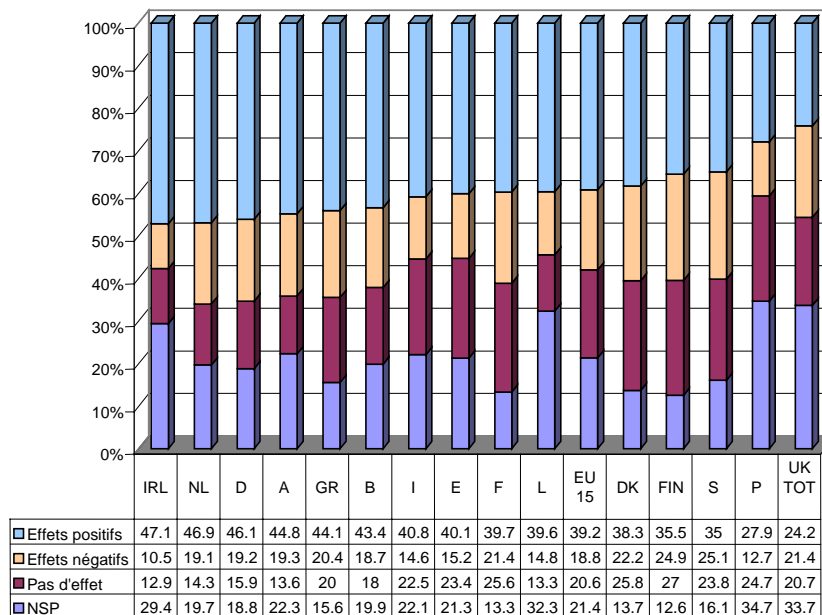
Les Européens sont plus nombreux à penser que la libéralisation des marchés aura un effet positif sur **les services publics** tels la poste et l'électricité.

Près de quatre Européens sur dix pensent que les effets seront positifs, 18,8% pensent qu'ils seront négatifs, 20,6% pensent qu'ils seront nuls, et 21,4% n'émettent pas d'avis.

Les Irlandais (47,1%), les Néerlandais (46,9%), les Allemands (46,1%) et les Autrichiens (44,8%) sont les plus nombreux à déclarer que la libéralisation aura un effet positif sur les services publics.

Les Suédois (25,1%), et les Finlandais (24,9%) sont les plus nombreux à penser que les effets seront négatifs, et 27% des Finlandais 25,8% des Danois et 25,6% des Français ne pensent pas que la libéralisation aura des effets sur les services publics.

Les effets de la libéralisation sur les services publics



Les analyses sociodémographiques nous apprennent ce sont les personnes les plus instruites et les étudiants qui sont les plus nombreux à déclarer que la libéralisation aura des effets positifs sur les services publics. L'analyse des résultats en fonction des catégories socioprofessionnelles, quant à elle, indique que les cadres et les étudiants sont les plus nombreux à exprimer ce même avis. Nous notons aussi que les personnes qui consultent régulièrement plusieurs types de médias, sont beaucoup plus nombreuses à estimer que les effets de la libéralisation seront positifs que les personnes qui consultent peu ou pas les médias.

L'analyse attitudinale indique toujours la même propension des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose à être plus nombreuses à estimer que la libéralisation entraînera des effets négatifs.

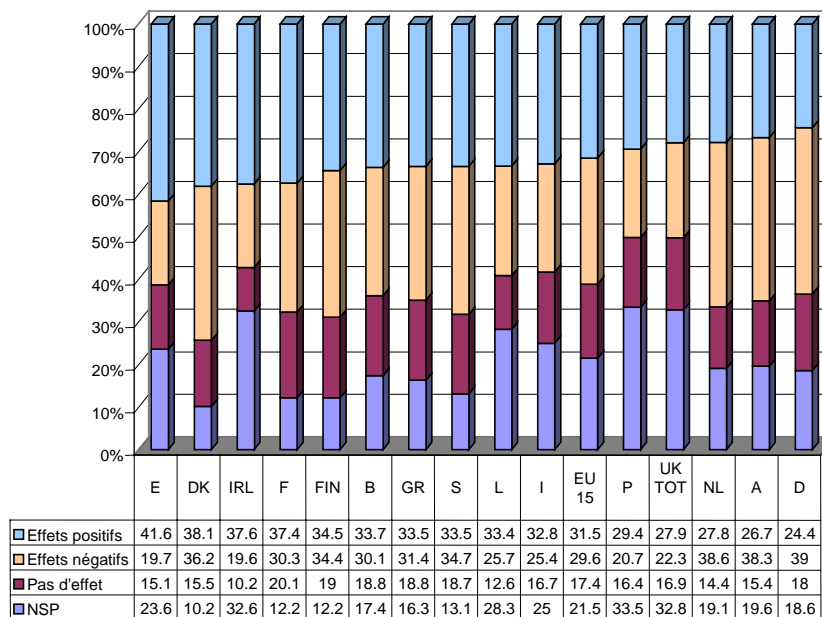
2.13. Les effets de la libéralisation sur la protection de l'environnement

Il ressort des résultats que les effets attendus de la libéralisation des marchés sur **la protection de l'environnement** sont perçus comme positifs par 31,5% des Européens et négatifs par 29,6%. Près de deux Européens sur dix pensent qu'elle n'entraîne aucun effet et 21,5% ont préféré ne pas émettre d'avis.

Les Espagnols (41,6%), les Irlandais (37,6%) et les Français (37,4%) sont les plus nombreux à penser que la libéralisation aura un effet positif sur la protection de l'environnement. Les Allemands (39%)¹³, les Néerlandais (38,6%) et les Autrichiens (38,3%) sont les plus nombreux à partager l'avis contraire.

Il est intéressant de noter que les Français et les Finlandais étaient les plus nombreux à estimer que la mondialisation augmenterait les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale. On pourrait ici avancer l'hypothèse qu'une partie de ces populations fait plus confiance à une libéralisation des marchés coordonnée par les institutions européennes qu'à une libéralisation régie uniquement par les forces du marché.

Les effets de la libéralisation sur la protection de l'environnement



Les analyses sociodémographiques nous apprennent que les hommes, les personnes les plus instruites et les cadres sont les plus nombreux à déclarer que la libéralisation aura des effets négatifs sur la protection de l'environnement.

L'analyse des réponses en fonction de l'indice d'utilisation des médias ne nous permet pas d'avancer des différences significatives et nous ne nous y attarderons pas.

L'analyse attitudinale nous indique que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose sont plus nombreuses à estimer que la libéralisation entraîne des effets négatifs.

¹³ Principalement ceux des anciens Länder (39,6%).

Chapitre Troisième : L'UNION EUROPEENNE ET LE COMMERCE MONDIAL

Après avoir demandé aux Européens leur opinion sur les effets de la mondialisation et sur ceux escomptés par la libéralisation des marchés en Europe, c'est la connaissance des Européens en matière de commerce international et de ses structures qui a été sondée.

3.1. Tendances générales

L'analyse des connaissances des Européens en matière de commerce extérieur et des structures qui les régissent indique que le niveau de connaissance est faible.

Seul un Européen sur dix connaît l'importance commerciale de l'Union européenne, et seulement trois Européens sur dix ont des connaissances sur l'OMC qui dépassent la simple reconnaissance du nom.

L'analyse des opinions émises par les Européens sur la perception, le rôle, le fonctionnement et la nécessité de l'OMC, nous apprend que les Européens qui ont émis une opinion, ont généralement une attitude positive. Deux faiblesses ont néanmoins été révélées.

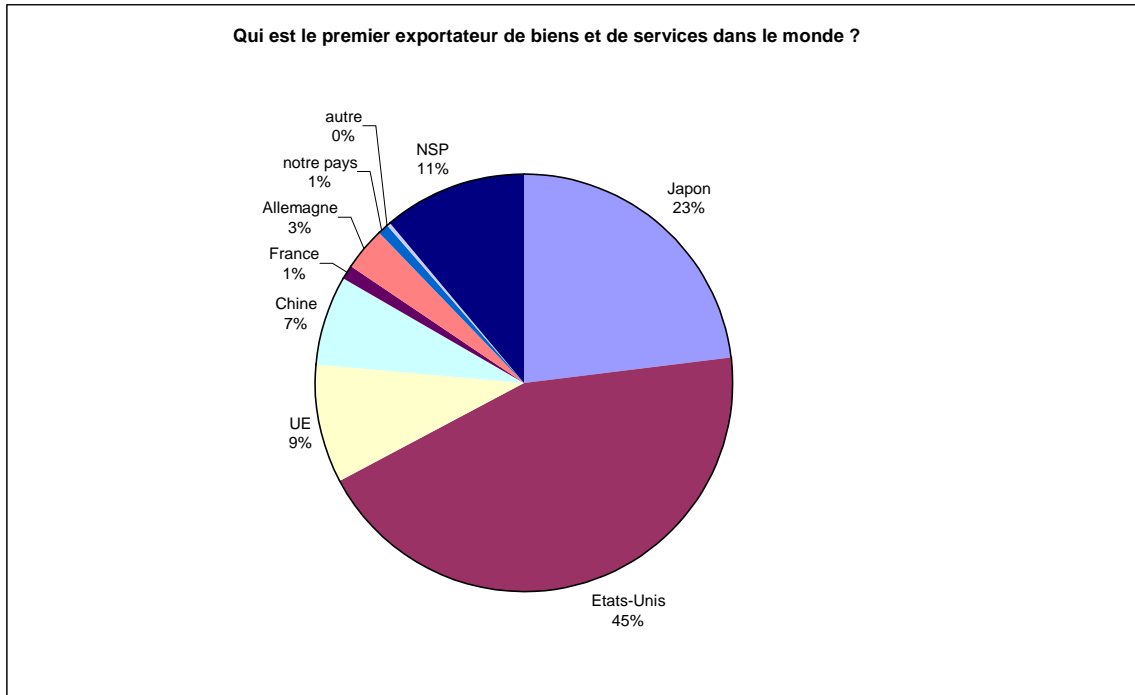
Seule une personne sur deux estime que l'OMC a suffisamment de pouvoir pour faire respecter les règles d'une concurrence loyale. Plus d'une personne sur deux pense que le fonctionnement de l'OMC n'est pas transparent.

Il ressort également des analyses que les Européens sont fortement convaincus de la nécessité de l'OMC.

3.2. La place de l'Union européenne sur le marché mondial

Les Européens ont été priés d'indiquer à partir d'une liste de 7 pays ou groupes de pays, lequel était, selon eux, le premier exportateur de biens et de services sur le marché mondial. Plus de quatre Européens sur dix ont cité les Etats-Unis, 23% le Japon et seuls 9,1%, l'Union européenne. Les Allemands (13,6%), les Néerlandais (12,4%), les Danois et les Suédois (12,2%) ont été les plus nombreux à donner la bonne réponse (l'Union européenne) ; les Grecs (5,4%) et les Italiens (5,9%) les moins nombreux.

Il est intéressant de noter que malgré le fait que 53,6% des Européens pensent que la mondialisation garantit une présence économique plus importante de l'Union européenne dans le monde¹⁴, seuls 9,1% lui donnent une place importante sur la scène mondiale du commerce.



L'analyse sociodémographique indique que les personnes entre 40 et 54 ans, les personnes les plus instruites, les cadres et les employés sont les plus nombreuses à donner la bonne réponse. Il est aussi à noter que ce sont les étudiants qui ont le moins souvent cité l'Union européenne.

¹⁴ Voir chapitre 1.1.: « Les effets de la mondialisation selon les Européens », page 1.

3.3. Le niveau de connaissance des Européens de l'OMC

Les Européens ont été priés d'estimer le niveau de leur connaissance de l'OMC à partir de la question suivante : « Aviez-vous déjà entendu parler de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) avant cet entretien? »

Le niveau de connaissance européen est faible. En effet, 37,2% des Européens n'ont jamais entendu parler de l'OMC, 26,4% n'en connaissent que le nom, 23,7% en ont une connaissance limitée et seuls 8,2% déclarent savoir ce qu'est l'OMC et ce qu'elle fait.

Ce sont les Néerlandais (15,4%), les Allemands (11,5%), et plus particulièrement les habitants des nouveaux Länder, ainsi que les Danois et les Autrichiens (11,4%) qui sont les plus nombreux à déclarer en avoir une bonne connaissance.

C'est uniquement aux Pays-Bas que l'OMC et ses fonctions sont relativement bien connues par la majorité de la population (57,1%)¹⁵. Le pourcentage de la population relativement bien informé est minoritaire dans les autres pays européens, mais on note néanmoins qu'ils sont 47,4% au Danemark, 47,3% en Suède, 43,6% dans les nouveaux Länder¹⁶ et 43,5% en Finlande à déclarer savoir plus que le nom de cet organisme international.

C'est en Grèce (66,2%), au Portugal (65%), en Espagne (52,4%) et en Italie (52%) que l'on dénombre le plus de personnes déclarant ne jamais avoir entendu parler de l'OMC.

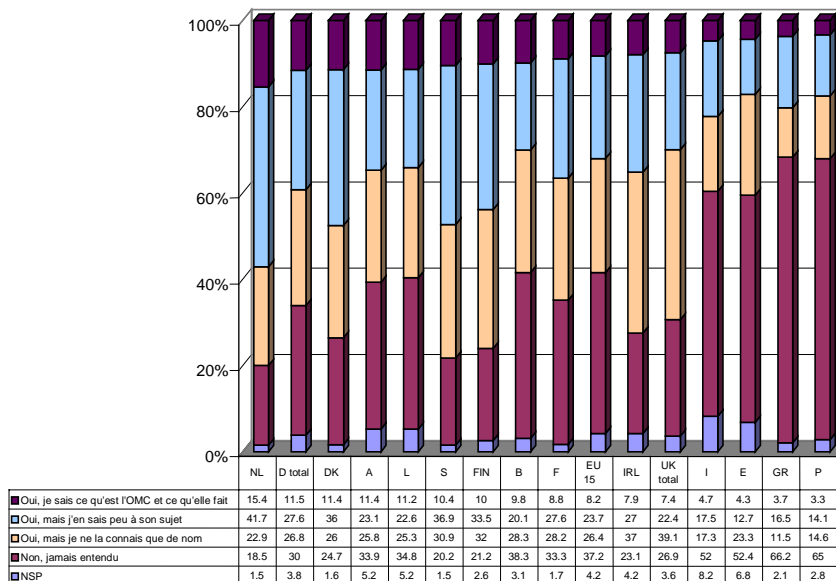
Il est intéressant de noter qu'à la question portant sur les acteurs pouvant maîtriser les effets de la mondialisation¹⁷, ce sont, dans l'ordre décroissant, les Néerlandais, les Suédois, les Danois, les Finlandais et les Allemands qui étaient les plus nombreux à désigner l'OMC comme acteur de confiance. Les Grecs, les Portugais et les Italiens, à l'inverse, la citaient moins. Ceci ne change en rien les conclusions tirées auparavant, mais pourrait être un indice que l'OMC aurait pu être citée plus souvent si elle était mieux connue.

¹⁵ 15,4% connaissent bien et 41,7% ont une connaissance limitée

¹⁶ 39,1% en Allemagne

¹⁷ Voir chapitre 1.1. : « Les effets de la mondialisation selon les Européens », page 1

Avez-vous déjà étendu parler de l'OMC ?



Les analyses sociodémographiques nous apprennent que les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer avoir une bonne connaissance de L'OMC. Les personnes de 55 ans et plus et les 15-24 ans, sont les plus nombreux à n'en connaître que le nom ou à n'en avoir jamais entendu parler.

On observe aussi que ce sont les personnes les plus instruites qui sont les mieux informées.

L'étude des réponses en fonction des catégories socio-professionnelles nous apprend que la majorité des cadres déclare avoir une bonne connaissance de l'organisation, et que la majorité des personnes au foyer déclare n'avoir jamais entendu parler de l'OMC.

Nous notons aussi que ce sont les personnes consultant régulièrement plusieurs médias, qui sont les plus nombreuses à déclarer avoir une bonne connaissance de l'OMC. Cependant, plus de 50% des grands consommateurs de médias déclarent n'en connaître que le nom ou n'en avoir jamais entendu parler.

3.4. Ce que les Européens pensent de l'OMC

Avant de demander l'avis des Européens sur la perception, le rôle, le fonctionnement, et la nécessité de l'OMC, cet organisme a été introduit en ces termes : « L'organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui

s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener à bien leurs activités. »

A chacune des neuf questions suivantes, les personnes interviewées, ont été priées de répondre par « oui », par « non » ou par « ne sais pas ».

Avant d'en analyser les résultats, une remarque s'impose. Le pourcentage de personnes n'ayant pas émis d'avis est très élevé et atteint la valeur maximale de 61,9% pour la question « Pensez-vous que le fonctionnement de l'OMC est transparent ? » et minimale de 47,5% pour la question « Pensez-vous que l'OMC est nécessaire ? ».

Ceci n'est pas étonnant si on tient compte du fait que 63,6% de la population européenne n'a soit jamais entendu parler de l'OMC, soit ne la connaît que de nom. On peut donc en déduire qu'un grand nombre de personnes avec peu ou pas de connaissances à ce sujet, a préféré ne pas émettre d'avis, et que celles qui ont répondu, avaient peu d'informations, et beaucoup de bon sens. Cependant, le fait qu'en moyenne plus d'une personne sur deux réponde « ne sais pas » nous empêche de distinguer clairement l'avis de ceux qui ont exprimé leur accord ou désaccord. Ceci est encore moins aisé dans le cas de pays tels le Portugal, l'Espagne, la Grèce et le Royaume-Uni où le pourcentage de personnes répondant « ne sais pas » dépasse systématiquement et largement la moyenne européenne.

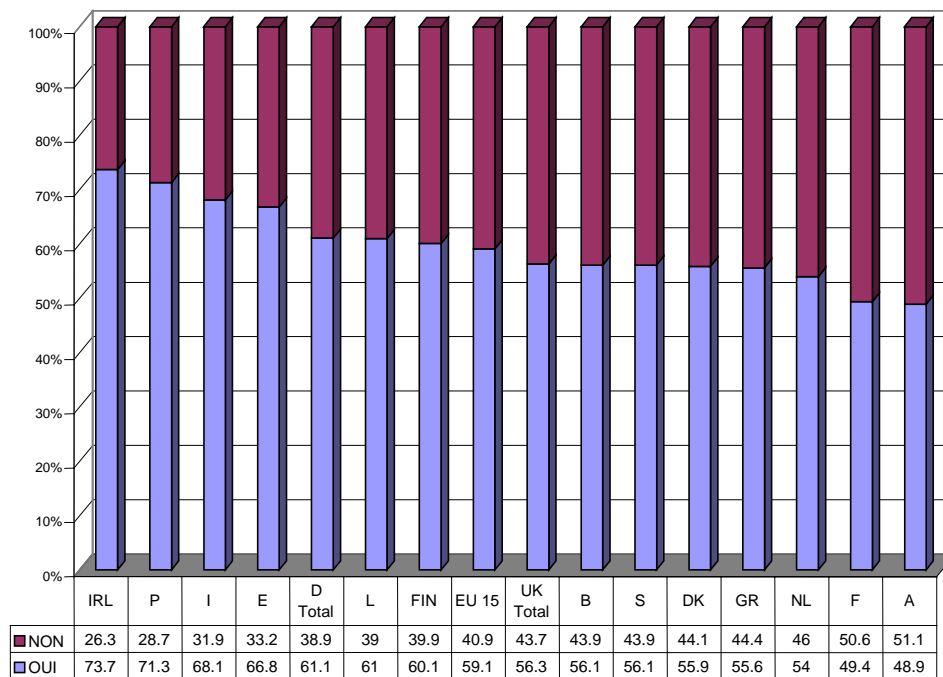
Ces facteurs conjugués nous ont poussé à travailler principalement avec les pourcentages recalculés en excluant les personnes n'ayant pas émis d'avis. Ceci nous permet de mieux cerner les opinions des personnes qui ont donné exprimé un avis.

3.4.1. L'OMC garantit que les gens bénéficieront de la libéralisation

A cette proposition, 50,1% des Européens ont préféré s'abstenir de répondre. Parmi ceux qui ont émis un avis, 59,1% pensent que l'OMC garantit que les personnes bénéficieront de la libéralisation. Cette opinion est majoritaire dans tous les pays sauf en Autriche et en France où respectivement 51,1% et 50,6% des répondants partagent l'avis contraire. Ce sont, paradoxalement, les populations des pays où le niveau de connaissance est faible qui sont les plus nombreuses à exprimer leur accord. Ces pays sont l'Irlande (73,7%), le Portugal (71,3%) et l'Italie (68,1%).

L'étude des réponses données par ceux ayant déclaré avoir une meilleure connaissance de l'OMC, indique que 59,9% de ceux ayant une connaissance plus approfondie de l'organisation, pensent que les personnes bénéficieront de la libéralisation au travers de l'OMC.

L'OMC garantit que les gens bénéficieront de la libéralisation



Les analyses sociodémographiques indiquent que ce sont les personnes de 25 à 39 ans, les personnes les plus instruites et les cadres, qui sont les plus nombreux à penser que l'OMC constitue une garantie pour les gens de bénéficier de la libéralisation.

3.4.2. L'OMC a suffisamment de pouvoir pour faire respecter les règles d'une concurrence loyale

A cette affirmation, 48,6% des Européens ont préféré ne pas émettre d'avis¹⁸. Parmi ceux qui ont émis un avis, 52,7% estiment que l'OMC a suffisamment de pouvoir pour faire respecter les règles d'une concurrence loyale. Cet avis n'est, cependant, pas majoritaire dans tous les pays. En effet, 59% des Danois, 53,3% des Suédois, 52,6% des Français, et 51,1% des Néerlandais pensent le contraire.

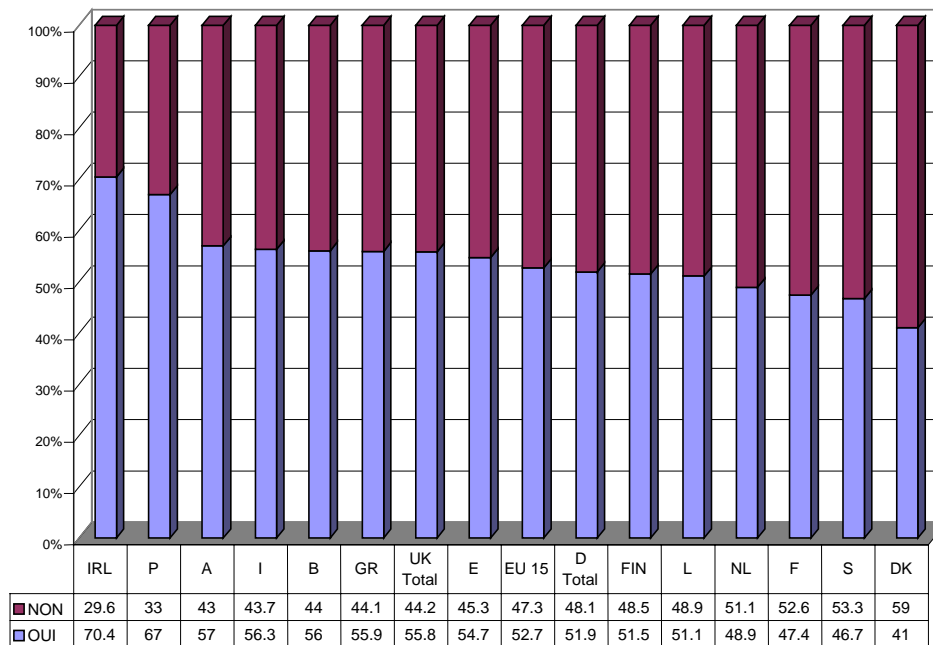
Parmi les pays où la majorité des répondants sont confiants quant au pouvoir de l'OMC, deux pays, l'Irlande (70,4%) et le Portugal (67%) se distinguent par un large taux d'adhésion.

¹⁸ Pour rappel 37,2% des Européens n'ont jamais entendu parler de l'OMC, 26,4% n'en connaissent que le nom.

L'analyse des réponses données par ceux déclarant avoir une connaissance de l'OMC indique que 51,3% de ceux ayant une connaissance plus approfondie de l'organisation pensent que celle-ci a suffisamment de pouvoir pour faire respecter les règles d'une concurrence loyale.

Elle indique aussi une très légère hausse de ce pourcentage quand le niveau de connaissance exprimé baisse.

L'OMC a suffisamment de pouvoir pour faire respecter les règles d'une concurrence loyale



L'analyse sociodémographique nous indique que les femmes et les jeunes de 15 à 24 ans sont nettement plus nombreux à déclarer que l'OMC a suffisamment de pouvoir pour faire respecter les règles de la concurrence loyale. L'analyse nous indique aussi qu'une majorité d'hommes, de personnes de 40 à 54 ans, ainsi que de personnes plus instruites ne sont pas convaincus que l'OMC détient ce pouvoir.

L'étude socio-professionnelle montre, quant à elle, que les cadres, les indépendants et les personnes sans emploi se distinguent par l'expression de ce même avis.

3.4.3. L'Union européenne est bien représentée au sein de l'OMC

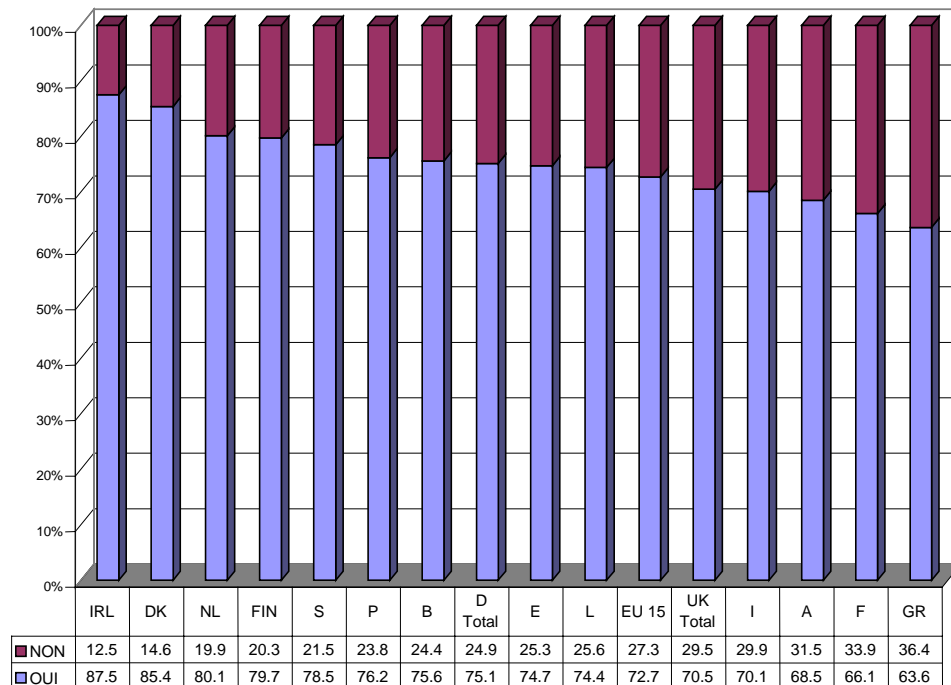
Six Européens sur dix, soit un peu moins que le pourcentage de la population européenne n'ayant jamais entendu parler de l'OMC ou n'en connaissant que le nom, n'ont pas émis d'avis.

Parmi ceux qui ont émis un avis, 72,7% pensent que l'Union européenne est bien représentée au sein de l'OMC. Cet avis est majoritaire dans tous les pays, et ce sont les répondants irlandais (87,5%), danois (85,4%), néerlandais (80,1%) et finlandais (79,7%) qui sont les plus nombreux à émettre ce point de vue.

En moyenne, en Europe, ils sont 27,3% à ne pas partager cet avis, et c'est en Grèce (36,4%), en France (33,9%) et en Autriche (31,5%) que les répondants sont les plus nombreux à ne pas penser que l'Union européenne soit bien représentée au sein de l'OMC.

L'étude des réponses données par ceux déclarant connaître l'OMC indique que les personnes ayant une bonne connaissance de l'organisation sont un petit peu plus nombreuses au niveau européen à être de cet avis. En effet, 74% des personnes déclarant être bien informées et 75% de celles déclarant être relativement bien informées déclarent que l'Union européenne est bien représentée au sein de l'OMC.

L'Union Européenne est bien représentée au sein de l'OMC



Les analyses sociodémographiques nous révèlent que les personnes les plus instruites et les cadres sont plus nombreux à déclarer que l'Union européenne est bien représentée au sein de l'OMC.

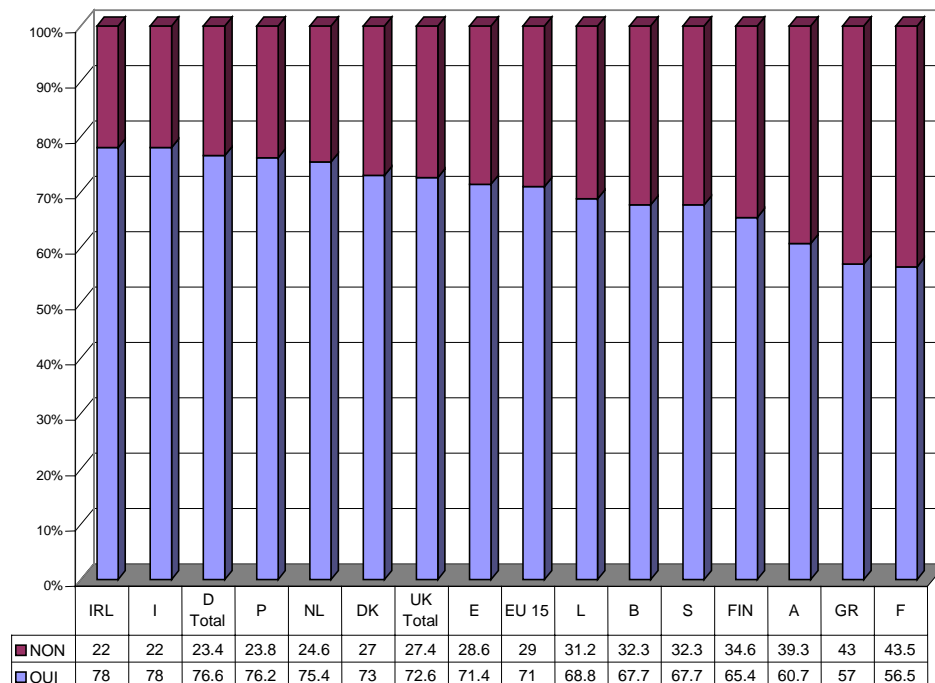
3.4.4. L'OMC a une bonne réputation

A nouveau six Européens sur dix ont préféré ne pas donner leur opinion sur cette affirmation. Parmi ceux qui ont émis un avis, 71% pensent que l'OMC a une bonne réputation. Cet avis est majoritaire dans tous les pays, et ce sont les répondants des anciens Länder (80,7%), les Irlandais et les Italiens (78%) qui sont les plus nombreux à le partager.

En moyenne, en Europe, ils sont 29% à penser le contraire, et c'est en France (43,5%), en Grèce (43%) et en Autriche (39,3%) que les répondants sont les plus nombreux à penser que l'OMC n'a pas une bonne réputation.

L'étude des réponses données par ceux déclarant connaître l'OMC indique que seuls 65,2% des personnes déclarant être bien informées partagent cet avis. Par contre, ce pourcentage augmente quand le niveau de connaissance exprimé baisse. En effet, 72,7% des personnes déclarant avoir quelques connaissances et 74,5% de celles déclarant n'en connaître que le nom pensent que l'OMC a une bonne réputation.

L'OMC a bonne réputation



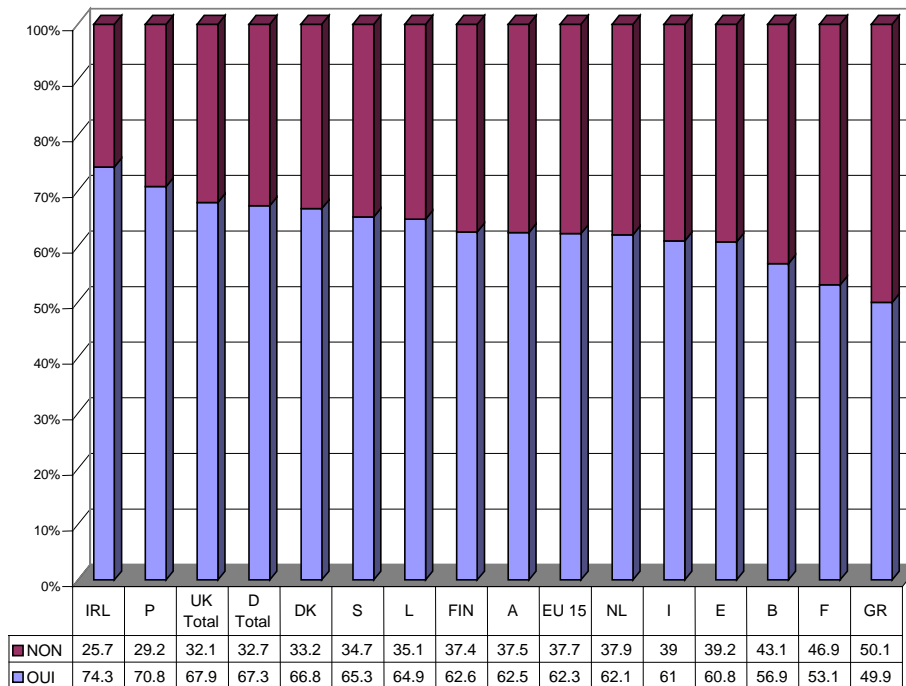
Les analyses sociodémographiques indiquent que les personnes les plus instruites et les cadres sont plus nombreux à partager cette pensée. Soulignons aussi que les personnes consultant régulièrement plusieurs médias sont les plus nombreuses à affirmer que l'OMC a une bonne réputation.

3.4.5. L'OMC est un arbitre impartial des conflits commerciaux entre états

Près de six Européens sur dix ont préféré ne pas s'exprimer sur cette déclaration. Parmi ceux qui ont émis un avis, 62,3% pensent que l'OMC est un arbitre impartial des conflits commerciaux entre états. Cette pensée est majoritaire dans tous les pays, sauf en Grèce où les avis sont partagés. En effet, 50,1% des répondants grecs expriment une opinion contraire à la majorité des autres pays européens. Il est aussi intéressant de noter que 46,9% des répondants français et 43,1% des répondants belges ne considèrent pas l'OMC comme arbitre impartial des conflits internationaux. Parmi ceux qui perçoivent l'OMC comme arbitre impartial, notons que les répondants irlandais (74,3%) et les répondants portugais (70,8%) sont les plus nombreux. L'étude des réponses données par ceux déclarant connaître l'OMC indique que les personnes déclarant être bien informées sont les moins nombreuses à penser que l'OMC est un arbitre impartial. En effet, seuls 56% partagent cet avis, et ce pourcentage passe à 62,9% parmi les personnes déclarant avoir quelques connaissances sur l'OMC et à 66,8% parmi celles déclarant n'en connaître que le nom.

Les analyses sociodémographiques indiquent peu de différence d'opinion entre les différentes catégories. Nous notons, cependant, que ce sont les hommes, les personnes les plus instruites et les cadres qui sont les plus nombreux à penser que l'OMC est un arbitre impartial lors de conflits commerciaux entre Etats. (voir graphe page suivante)

L'OMC est un arbitre impartial des conflits commerciaux entre Etats.



3.4.6. Le fonctionnement de l'OMC est transparent

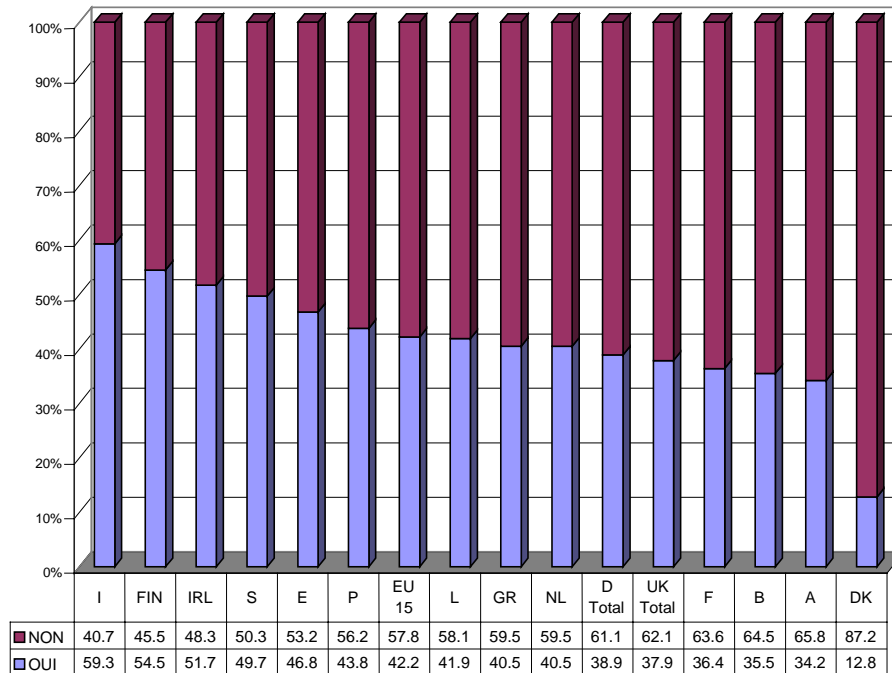
Près de sept Européens sur dix ont préféré ne pas répondre à cette question. Parmi ceux qui ont donné leur opinion, 57,8% ne pensent pas que le fonctionnement de l'OMC soit transparent.

Cet avis n'est cependant pas majoritaire dans tous les pays. En effet, 59,6% des répondants italiens, 54,5% des finlandais et 51,7% des irlandais estiment que le fonctionnement de l'OMC est transparent. Notons aussi que les Suédois ont un avis partagé, et que 49,7% des répondants suédois pensent également que le fonctionnement de l'OMC est transparent.

Parmi les pays où la majorité des répondants estime que le fonctionnement de l'OMC n'est pas transparent, notons que ce sont les Danois (87,2%) et les Autrichiens (65,8%) qui sont les plus nombreux à exprimer cet avis.

L'étude des réponses données par ceux déclarant connaître l'OMC, indique que 57,6% de ceux ayant une connaissance plus approfondie de l'OMC pensent que le fonctionnement de l'OMC n'est pas transparent. (voir graphe page suivante)

Le fonctionnement de l'OMC est transparent.



Nous retirons des analyses sociodémographiques que, parmi les personnes ayant exprimé une opinion, les personnes les plus instruites et les cadres sont les plus nombreux à penser que le fonctionnement de l'OMC n'est pas transparent.

3.4.7. L'OMC est démocratique

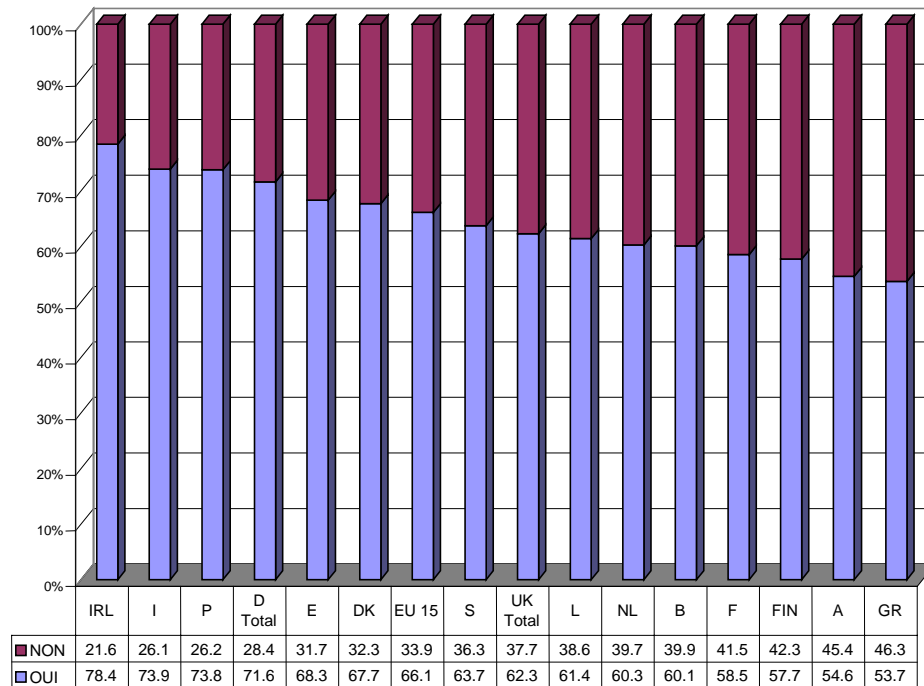
Six Européens sur dix, soit un peu moins que le pourcentage de la population européenne n'ayant jamais entendu parler de l'OMC ou n'en connaissant que le nom, n'ont pas émis d'avis.

Parmi ceux qui ont émis un avis, 66,1% pensent que l'OMC est démocratique. Cet avis est majoritaire dans tous les pays, et ce sont les répondants irlandais (78,4%), italiens (73,9%), allemands (71,6%), et particulièrement les répondants des anciens Länder (74,4%), qui sont les plus nombreux à émettre cette opinion.

En moyenne, en Europe, ils sont 33,9% à ne pas partager cet avis, et c'est en Grèce (46,3%), en Autriche (45,4%), en Finlande (42,3%) et en France (41,5%) que les répondants sont les plus nombreux à ne pas penser que l'OMC soit démocratique.

L'analyse des réponses données par ceux déclarant connaître l'OMC indique que les personnes déclarant être bien informées sont nettement moins nombreuses à partager cet avis. En effet, seuls 58,3% de ces personnes pensent que l'OMC n'est pas démocratique. Par contre, ce pourcentage augmente quand le niveau de connaissance exprimé baisse et nous notons que 67% des personnes déclarant avoir quelques connaissances et 68,9% de celles déclarant n'en connaître que le nom, pensent que l'OMC est démocratique.

L'OMC est démocratique



Les analyses sociodémographiques indiquent que les étudiants, les personnes les plus instruites et les cadres sont plus nombreux à déclarer que l'OMC est démocratique. Il convient de rappeler que nous ne travaillons que sur le groupe de personnes ayant exprimé un avis (à l'exclusion donc des « Ne sais pas »).

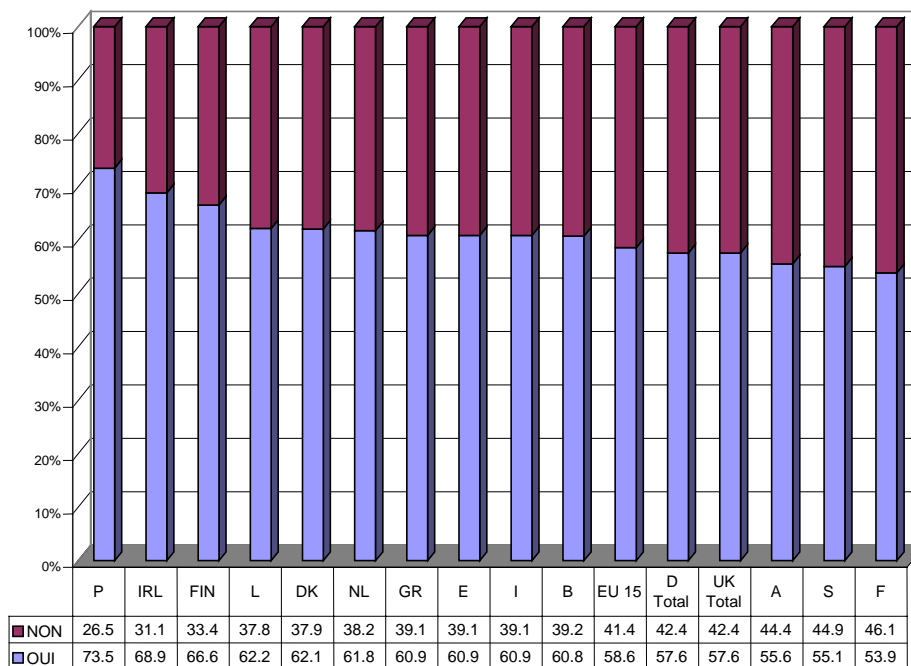
3.4.8. Existe-t-il un pays ou un groupe de pays assez fort pour défendre ses intérêts au sein de l'OMC face aux Etats-Unis ?

A cette proposition, 57,2% des Européens ont préféré ne pas émettre d'avis. Parmi ceux qui ont émis une opinion, 58,6% pensent qu'il existe un pays ou un groupe de pays assez fort pour défendre ses intérêts au sein de l'OMC face aux Etats-Unis. Cet avis est majoritaire dans tous les pays, et les répondants portugais (73,5%), irlandais (68,9%) et finlandais (66,6%) sont les plus nombreux à adopter ce point de vue.

En moyenne, en Europe, ils sont 41,4% à ne pas partager cet avis. C'est en France (46,1%), en Suède (44,9%) et en Autriche (44,4%) que les répondants sont les plus nombreux à penser qu'il n'existe pas de pays ou de groupe de pays assez forts pour défendre leurs intérêts au sein de l'OMC face aux Etats-Unis.

L'étude des réponses données par ceux ayant déclaré connaître l'OMC indique que 58,2% de ceux ayant une connaissance plus approfondie de l'OMC pensent qu'il existe un pays ou groupe de pays pouvant défendre leurs intérêts face aux Etats-Unis.

Il existe un pays ou un groupe de pays assez fort pour défendre ses intérêts au sein de l'OMC face aux Etats-Unis



Des analyses sociodémographiques menées sur des personnes ayant effectivement donné leur avis, nous retenons que les jeunes de moins de 24 ans, les personnes les plus instruites et les cadres sont les plus nombreux à partager l'avis majoritaire.

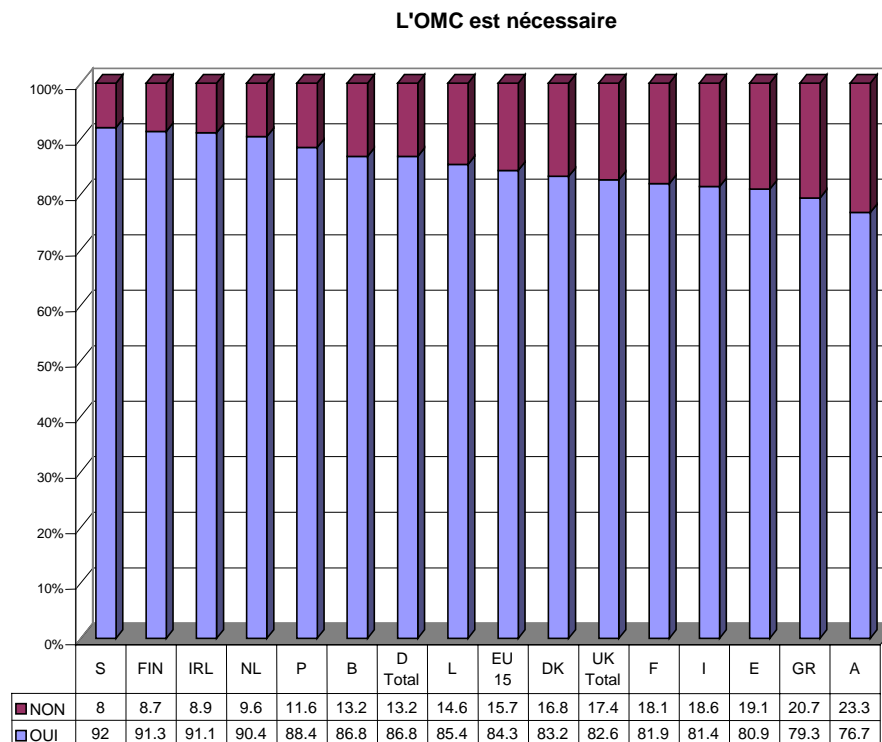
3.4.9. L'OMC est nécessaire

Soulignons que seuls 47,5% des interviewés n'ont pas émis d'avis, et que ce chiffre correspond au taux de « ne sais pas » le plus bas. Cela pourrait laisser penser que malgré le peu de connaissance d'une grande partie de la population, le sujet l'a fort interpellée.

Parmi ceux qui ont émis un avis, 84,3% pensent que l'OMC est nécessaire. Cet avis est majoritaire dans tous les pays, et ce sont les répondants suédois (92%), finlandais (91,3%), irlandais (91,1%) et néerlandais (90,4%) qui sont les plus nombreux à partager cet avis.

En moyenne, en Europe, ils ne sont que 15,7% à ne pas partager cet avis, et c'est en Autriche (23,3%), en Italie (18,6%) et en France (18,1%) que les répondants sont les plus nombreux à penser que l'OMC n'est pas nécessaire.

L'étude des réponses données par ceux affirmant connaître l'OMC indique que 85,5% de ceux ayant une connaissance plus approfondie de l'organisation pensent que celle-ci est nécessaire.



Des analyses sociodémographiques, nous retirons que les personnes les plus instruites et les cadres sont les plus nombreux à déclarer que l'OMC est nécessaire.

3.5. La Commission européenne comme principal interlocuteur dans les négociations commerciales au niveau international

Après avoir été informé que les négociations internationales de commerce sont généralement dirigées par la Commission européenne, les Européens ont été priés de choisir laquelle des deux propositions suivantes était la plus proche de la leur.

« C'est une bonne chose que la Commission européenne négocie pour le compte de tous les Etats membres de l'Union car cela lui donne un poids beaucoup plus fort » ou « C'est une mauvaise chose, car je crains que la Commission européenne ne tienne pas suffisamment compte des avis et des intérêts de (notre pays) ».

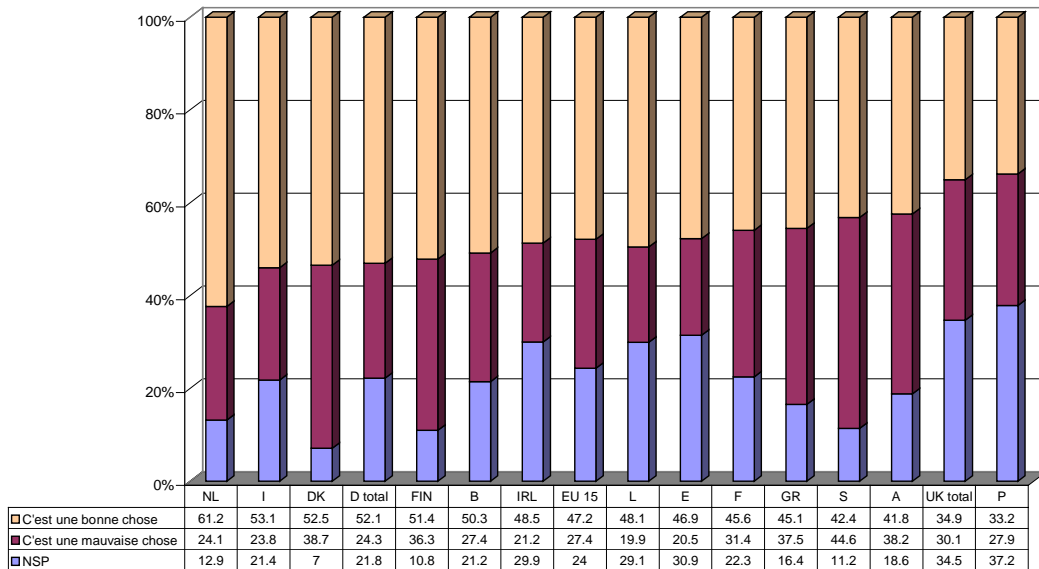
Le fait que la Commission européenne négocie pour le compte de tous les Etats membres est perçu comme étant une chose positive par un Européen sur deux. En effet, 47,2% des Européens partagent cet avis, 27,4% ne le partagent pas et 24% ont préféré ne pas émettre d'avis.

Cette opinion est la plus souvent donnée sauf en Suède où une majorité de 44,6% de la population craint que les négociations ne se fassent au détriment de leur pays.

Notons aussi qu'après la Suède, c'est au Danemark (38,7%), en Autriche (38,2%), en Grèce (37,5%) et en Finlande (36,3%) que l'on trouve le plus de personnes affirmant que les négociations présidées par la Commission européenne ne sont pas une bonne chose.

Par contre, ce sont les Néerlandais (61,2%) et les Italiens (53,1%) qui sont les plus nombreux à estimer que le rôle de négociateur de la Commission européenne est une bonne chose. Notons aussi qu'en Allemagne, la majorité des habitants des anciens Länder (52,9%) et 49% des habitants des nouveaux Länder rejoignent cet avis.

La Commission européenne comme acteur principal



Les analyses sociodémographiques menées sur l'ensemble de la population indiquent que les hommes, les personnes âgées entre 40 et 54 ans, les personnes les plus instruites et les cadres sont les plus nombreux à se déclarer en faveur du rôle de négociateur de la Commission européenne. Elle nous apprend aussi que ce sont les femmes, les personnes âgées de 55 ans et plus et les personnes ayant terminé leurs études entre 16 et 19 ans qui sont les plus nombreuses à affirmer le contraire.

L'analyse attitudinale¹⁹ montre que les personnes considérant l'adhésion de leurs pays comme une mauvaise chose, sont deux fois plus nombreuses que celles considérant que c'est une bonne chose à penser que les négociations menées par la Commission se font au détriment de leur pays. Nous notons aussi que les pays qui n'ont pas opté pour la monnaie unique sont les plus nombreux à partager cet avis.

Il est aussi intéressant de remarquer que la majorité des personnes consultant régulièrement plusieurs médias estiment que le rôle de négociateur principal de la Commission européenne est une chose positive.

3.6. Les positions européennes dans les négociations commerciales internationales

3.6.1. Tendances générales

Les Européens semblent avoir confiance en la capacité de l'Union européenne à faire valoir ses intérêts dans le cadre de négociations internationales, et pensent qu'elle est assez compétitive pour tirer profit de la libéralisation des marchés. Par contre, ils ont tendance à penser que le libre échange forcera l'Union européenne à baisser ses normes en matière d'environnement, de santé publique et de protection des consommateurs.

Les Européens sont très nombreux à penser que la libéralisation est une chose positive quand elle est contrôlée et régulée, et ils approuvent le principe de négociations internationales aboutissant à des accords équilibrés, qui tiennent compte des intérêts et des spécificités de chaque pays.

Ils ont aussi tendance à approuver le principe que la culture doit être considérée comme un produit et être couverte par les négociations commerciales internationales.

¹⁹ ou des attitudes exprimées.

Les Européens sont d'accord sur le fait que l'Union européenne et les pays développés doivent tout mettre en œuvre pour aider les pays en voie de développement à s'adapter à la mondialisation. Ils semblent aussi être prêts à limiter l'aide de l'Union européenne aux agriculteurs en ouvrant les marchés agricoles européens aux pays en voie de développement.

Les Européens partagent aussi l'opinion selon laquelle l'Union européenne devrait imposer des règles internationales pour protéger les investissements des sociétés et viser la transparence de l'attribution des marchés publics.

Ci-dessous nous analysons douze propositions de principes soutenues par la Commission européenne qui ont été présentées aux répondants et auxquels il a été demandé de donner leur avis : « plutôt d'accord » ou « plutôt pas d'accord » sur chacune d'elles.

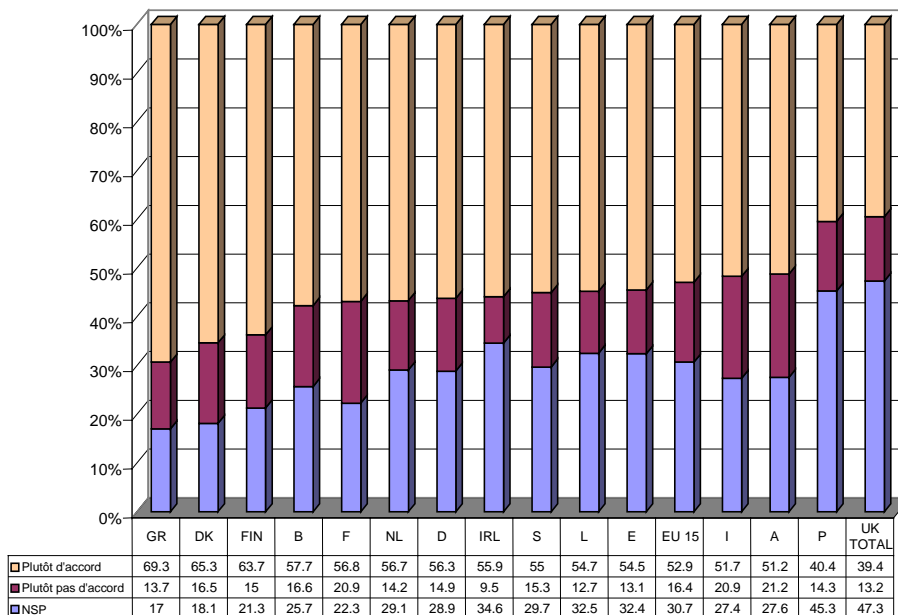
3.6.2. L'Union européenne est compétitive et a beaucoup plus à gagner qu'à perdre avec la libéralisation des marchés

Plus de la moitié des Européens estime que l'Union européenne a beaucoup plus à gagner qu'à perdre avec la libéralisation des marchés grâce à sa grande compétitivité dans de nombreux domaines. Seuls 16,4% pensent le contraire et 30,7% ont préféré ne pas émettre d'avis.

Ce sont les Grecs (69,3%), les Danois (65,3%) et les Finlandais qui sont les plus nombreux à penser que l'Union européenne pourra tirer parti de la libéralisation. Les Autrichiens (21,2%), les Français et les Italiens (20,9%) sont les plus nombreux à partager l'avis contraire.

Notons aussi que la population des pays où le pourcentage de « ne sais pas » est le plus élevé, est aussi convaincue que l'Union européenne bénéficiera de la libéralisation des marchés.
(voir graphe page suivante)

L'Union européenne a beaucoup plus à gagner qu'à perdre



Les analyses sociodémographiques nous indiquent que les hommes, les personnes entre 40 et 54 ans et les plus instruites sont les plus nombreux à exprimer leur accord. L'analyse des réponses en fonction de l'indice d'utilisation des médias montre que la tendance à considérer la libéralisation des marchés comme une chose positive baisse avec l'intérêt que les gens portent aux médias.

L'analyse attitudinale, quant à elle, indique que les personnes les plus insatisfaites par l'adhésion de leur pays à l'Union européenne partagent l'avis majoritaire, mais qu'elles sont deux fois plus nombreuses à penser que l'Union européenne n'est pas assez compétitive pour affronter une libéralisation internationale des marchés.

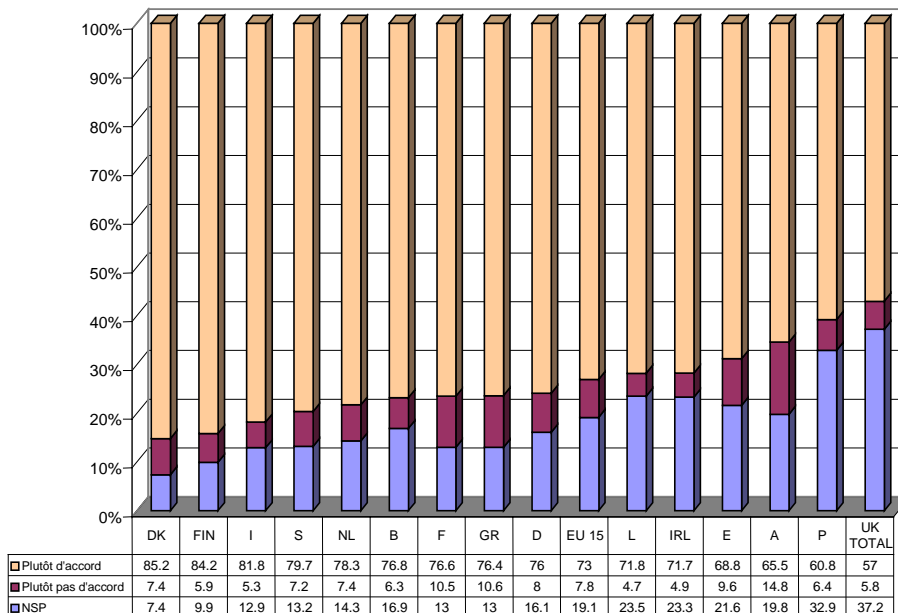
3.6.3. La libéralisation est une bonne chose à condition qu'elle soit accompagnée de règles strictes, respectées par tous les pays

La définition d'une libéralisation contrôlée et régulée des marchés remporte l'approbation d'une large majorité d'Européens. Sept Européens sur dix pensent que ce type de libéralisation est une bonne chose, 7,8% qu'elle ne l'est pas et 19,1% restent indécis.

Les Danois (85,2%), les Finlandais (84,2%) et les Italiens (81,8%) sont les plus nombreux à penser qu'une libéralisation régulée et accompagnée d'une attitude de « fair play » est une bonne

chose. C'est en Autriche (14,8%), en France (10,5%) et en Grèce (10,6%) que l'on note le plus grand nombre de personnes partageant l'avis contraire.

La libéralisation est une bonne chose à condition de définir des règles strictes



Des analyses sociodémographiques, nous déduisons que les hommes, les personnes âgées de 40 à 54 ans, et celles qui sont les plus instruites sont les plus nombreuses à penser que cette libéralisation contrôlée soit une bonne chose.

Notons encore que la tendance à considérer la libéralisation régulée des marchés comme une chose positive, baisse avec l'intérêt que les gens portent aux médias. Les personnes qui considèrent que l'adhésion de leur pays à l'Union européenne n'est pas bénéfique sont moins nombreuses à estimer que la libéralisation des marchés sera une bonne chose.

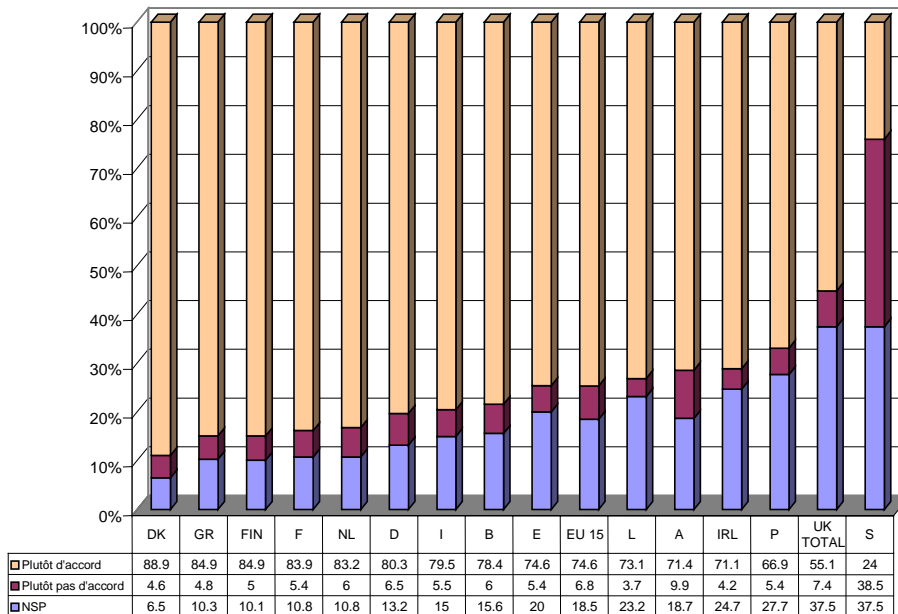
3.6.4. Les négociations doivent aboutir à un accord équilibré qui satisfasse tous les pays

Les Européens sont aussi très positifs à l'idée d'accords internationaux tenant compte des spécificités des pays. Plus de sept Européens sur dix pensent que les négociations doivent aboutir à des accords équilibrés satisfaisant tous les pays. Par contre, moins d'un Européen sur dix ne partage pas cet avis, et 18,5% ont préféré ne pas répondre.

Les Danois (88,9%), les Grecs et les Finlandais (84,9%) sont les plus nombreux à s'accorder sur le principe d'accord équilibré tandis qu'une majorité de 38,5% de Suédois ne pense pas que les

négociations doivent aboutir à ce type d'accord. Il est d'ailleurs assez étonnant de voir que le pourcentage de personnes n'émettant pas d'avis en Suède est de 37,5%. Serait-ce pure coïncidence, expression de doutes quant à la faisabilité de ce projet ou expression « muette » d'une attitude générale plus libérale... Le taux similaire de réponses « Ne sais pas » observé au Royaume-Uni semble faire pencher la balance vers cette dernière hypothèse.

Les négociations doivent aboutir à un accord équilibré



Les analyses sociodémographiques nous montrent que les hommes, les personnes âgées de 40 à 54 ans et les personnes les plus instruites sont les plus nombreuses à penser que les accords doivent aboutir à un équilibre satisfaisant tous les pays. Soulignons aussi que l'indice d'utilisation des médias révèle à nouveau que le pourcentage de personnes exprimant leur accord varie proportionnellement à l'utilisation des médias.

L'analyse attitudinale, quant à elle, indique que les personnes ayant une attitude négative par rapport à l'Union européenne sont un peu plus nombreuses à exprimer leur désaccord.

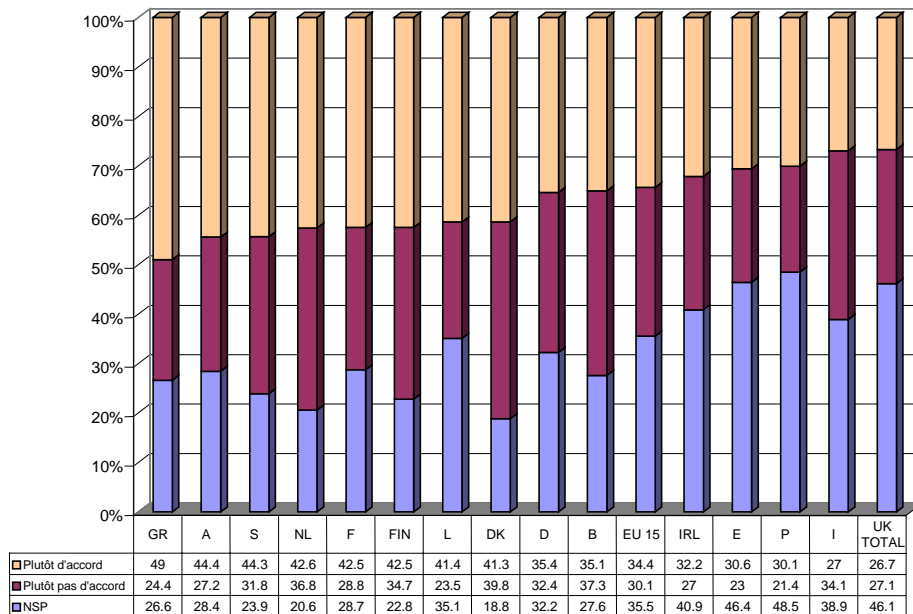
3.6.5. Le libre-échange forcera l'Union européenne à baisser ses normes en matière d'environnement

L'avis des Européens reste partagé malgré le fait que 34,4% pensent que la libéralisation forcera l'Union européenne à baisser ses normes en matière d'environnement.

Ils sont en effet 30,1% à penser que cela n'est pas inéluctable, et une majorité de 35,5% préfère ne pas émettre d'avis.

Ce sont les Grecs (49%), les Autrichiens (44,4%) et les Suédois (44,3%) qui sont les plus nombreux à estimer que ce scénario est plausible. Par contre, une majorité de 37,3% de Belges et d'Italiens (34,1%) ne pensent pas que l'Union européenne soit forcée de baisser ses normes en matière d'environnement. Quant aux Britanniques et aux Danois, ils restent partagés.

Le libre-échange forcera l'Union européenne à baisser ses normes en matière d'environnement



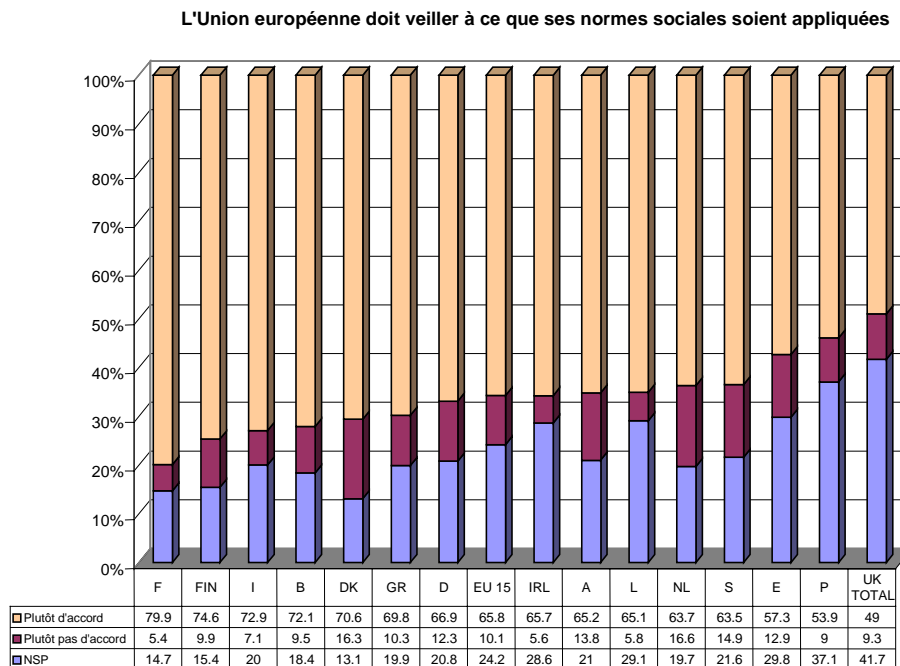
Des analyses sociodémographiques, nous retirons qu'une petite majorité d'étudiants, d'indépendants et de cadres pensent que le libre-échange ne forcera pas l'Union européenne à baisser ses normes en matière d'environnement. Notons aussi que les personnes qui consultent moins les médias sont les plus nombreuses à estimer le contraire.

L'analyse attitudinale indique que les moins satisfaits sont un peu plus nombreux à penser que la libéralisation forcera l'Union européenne à baisser ses normes dans le domaine de l'environnement.

3.6.6. L'Union européenne doit veiller au respect de ses normes sociales par ses partenaires commerciaux

Pas loin de sept Européens sur dix estiment que les pays qui auront libre accès aux marchés européens doivent appliquer les mêmes normes sociales que celles qui régissent l'Union européenne. 10,1% pensent que cela n'est pas nécessaire et 24,2% ont préféré ne pas émettre d'avis.

Cet avis est majoritaire dans tous les pays et les Français (79,9%), les Finlandais (74,6%) et les Italiens (72,9%) sont les plus nombreux à déclarer que cette condition est nécessaire. Les Néerlandais (16,6%) et les Danois(16,3%) sont les plus nombreux à exprimer l'avis contraire.



Les analyses des résultats en fonction des différentes catégories sociodémographiques nous indiquent que les hommes, les personnes âgées de 40 à 54 ans, et les personnes les plus instruites sont les plus nombreuses à exprimer leur accord. Notons aussi que le pourcentage de personnes exprimant leur accord décroît avec une utilisation moindre et irrégulière des médias.

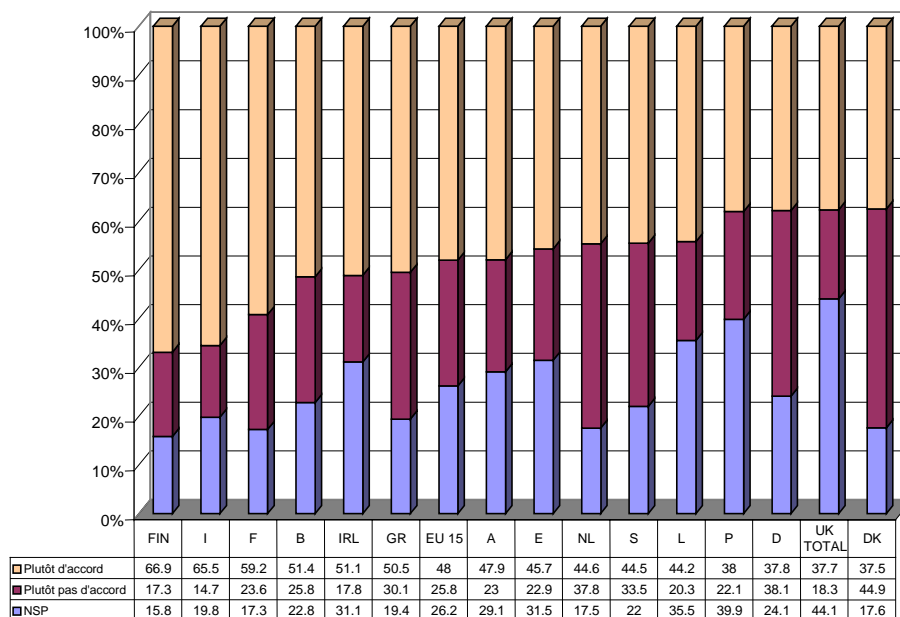
L'analyse attitudinale indique peu de différences globales d'opinions, malgré la légère propension des personnes insatisfaites par l'adhésion de leur pays à l'Union européenne à être un peu plus nombreuses à exprimer leur désaccord.

3.6.7. La culture doit, elle aussi, être couverte par les négociations commerciales internationales

Près de la moitié des Européens pensent que la culture doit être considérée comme un produit commercial et doit être couverte dans le cadre des négociations commerciales internationales, 25,8% estiment que la culture ne doit pas être considérée comme un produit commercial et 26,2% ont préféré ne pas émettre d'avis.

La majorité des Finlandais (66,9%), des Italiens (65,5%) et des Français (59,2%) déclarent que la culture doit être intégrée dans le cadre des négociations commerciales internationales. Par contre, une majorité de 44,9% des Danois et de 38,1% des Allemands estiment qu'elle ne doit pas l'être.

La culture est un produit comme un autre



Les analyses sociodémographiques nous apprennent que les hommes, les personnes âgées de 25 à 39 ans, les cadres et les étudiants sont plus nombreux à estimer que la culture ne doit pas être considérée comme un produit commercial. L'étude des résultats en fonction de l'indice d'utilisation des médias indique que le pourcentage de personnes exprimant leur accord décroît avec une utilisation moindre et irrégulière des médias.

L'analyse des variables attitudinales nous indique que les personnes insatisfaites par l'adhésion de leur pays à l'Union européenne partagent l'avis majoritaire, mais qu'elles sont un peu plus nombreuses à déclarer que la culture ne doit pas être comprise dans les négociations commerciales.

3.6.8. Le libre-échange forcera-t-il l'Union européenne à abaisser ses normes en matière de santé publique et de protection des consommateurs ?

Malgré le fait qu'une majorité de 35,1% des Européens pensent que le libre-échange forcera l'Union européenne à baisser ses normes en matière de santé publique et de protection des consommateurs, l'opinion publique reste partagée à ce propos.

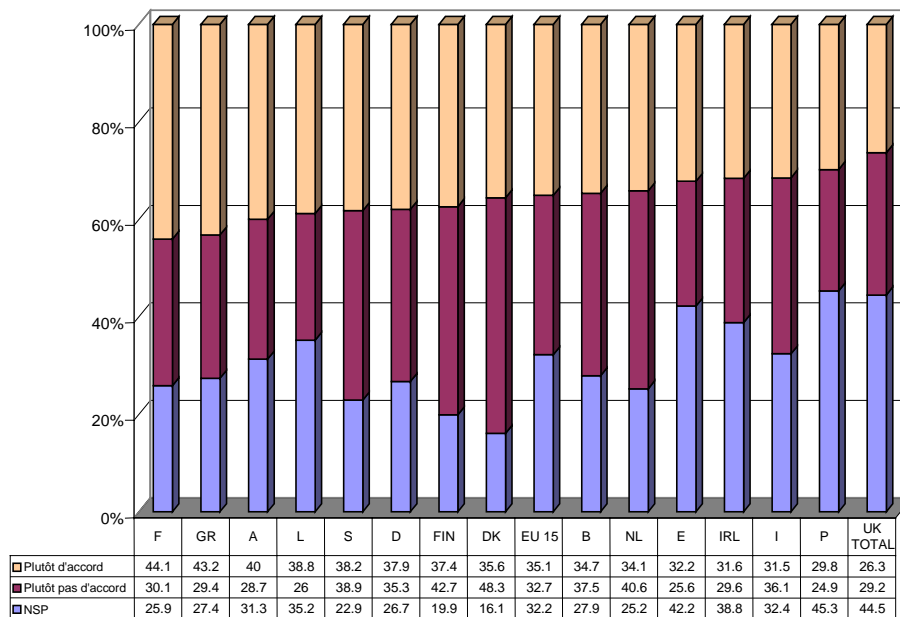
En effet, cet avis est minoritaire dans sept pays, et 32,7% des Européens estiment que l'Union européenne ne sera pas forcée d'abaisser ses normes. De plus, le fait que 32,2% des interrogés préfèrent ne pas émettre d'avis, renforce l'impression d'avis partagé.

Parmi les pays où une majorité de la population déclare que l'Union européenne se verra obligée d'abaisser ces normes, notons que ce sont les Français (44,1%) les Grecs (43,2%) et les Autrichiens (40%) qui sont les plus nombreux à exprimer cet avis.

Les pays dont une majorité de la population déclare que l'Union européenne ne devra pas nécessairement abaisser ses normes sont : les pays scandinaves, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Soulignons aussi qu'une majorité de 38% des habitants des nouveaux Länder partage cet avis.

Il est intéressant de se rappeler que les Grecs, les Espagnols et les Irlandais expriment une attente positive quant aux effets de la libéralisation des marchés européens dans les domaines de la santé et de la protection des consommateurs. Ils sont parmi les pays où une majorité de la population s'attend à des effets négatifs provenant de la mondialisation des marchés.

Le libre-échange forcera l'Union européenne à baisser ses normes



Les analyses sociodémographiques nous indiquent que les personnes plus instruites, les étudiants, les indépendants et les cadres sont les catégories où une majorité des personnes estiment que le libre-échange ne forcera pas l'Union européenne à abaisser ses normes. Nous observons aussi que cet avis baisse avec une utilisation moindre et irrégulière des médias.

L'analyse attitudinale indique qu'une majorité des personnes qui estime que l'adhésion de leur pays à l'Union européenne a été bénéfique, déclare que l'Union européenne ne devra pas nécessairement abaisser ses normes. Une majorité des personnes insatisfaites expriment l'avis contraire.

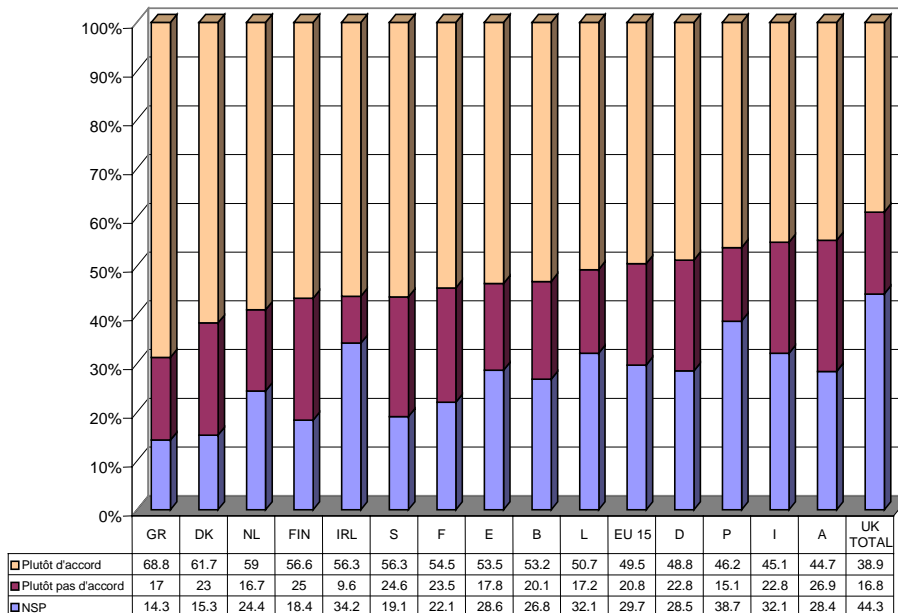
3.6.9. L'Union européenne est capable de faire valoir ses intérêts dans le cadre de négociations internationales

Les Européens semblent avoir confiance en la capacité de l'Union européenne à faire valoir ses intérêts lors de négociations internationales.

Ils sont 49,5% à déclarer que son poids est suffisant pour faire valoir les intérêts des Européens à l'opposé des 20,8% qui ne la pensent pas assez forte pour le faire et 29,7% qui n'ont pas émis d'avis.

Nous observons que les Grecs (68,8%), les Danois (61,7%), les Néerlandais (59%) et les Irlandais (56,3%) sont les plus nombreux à exprimer cet avis, et que les Autrichiens (26,9%) et les Suédois (24,6%) sont les plus nombreux à exprimer l'avis contraire.

L'Union européenne est assez forte pour faire valoir ses intérêts



Les analyses sociodémographiques indiquent que la tendance à penser que l'Union européenne est capable de faire valoir ses intérêts diminue avec l'augmentation de l'âge des personnes interrogées. Les personnes les plus instruites sont proportionnellement plus nombreuses à déclarer que l'Union européenne n'est pas capable de faire valoir ses intérêts.

L'étude des résultats en fonction de l'indice d'utilisation des médias révèle à nouveau que le pourcentage de personnes exprimant leur accord décroît avec une utilisation moindre et irrégulière des médias.

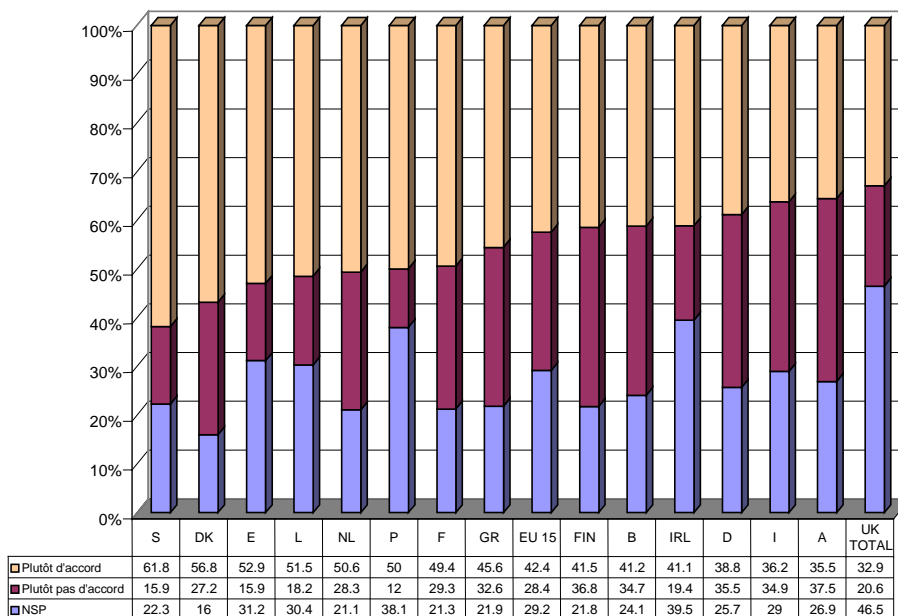
L'analyse attitudinale, quant à elle, montre que les personnes insatisfaites par l'adhésion de leur pays à l'Union européenne sont beaucoup plus nombreuses à penser que celle-ci a un poids insuffisant dans les négociations internationales.

3.6.10. L'Union européenne doit-elle être prête à limiter la protection qu'elle donne à ses agriculteurs et ouvrir son marché agricole aux pays en voie de développement

Quatre Européens sur dix estiment que le marché agricole doit être ouvert aux pays en voie de développement et que l'Union européenne doit limiter la protection qu'elle donne aux agriculteurs européens, 28,4% ne sont pas d'accord avec ce principe et 29,2% n'ont pas émis d'avis.

Ce sont les Suédois (61,8%), les Danois (56,8%), les Espagnols (52,9%) et les Luxembourgeois (51,5%) qui sont les plus nombreux à exprimer leur accord sur ce principe. Par contre, une majorité de 37,5% d'Autrichiens le rejette. Les avis des Italiens et des Allemands des nouveaux Länder sont, quant à eux, plus partagés.

L'Union européenne doit limiter la protection qu'elle donne à ses agriculteurs



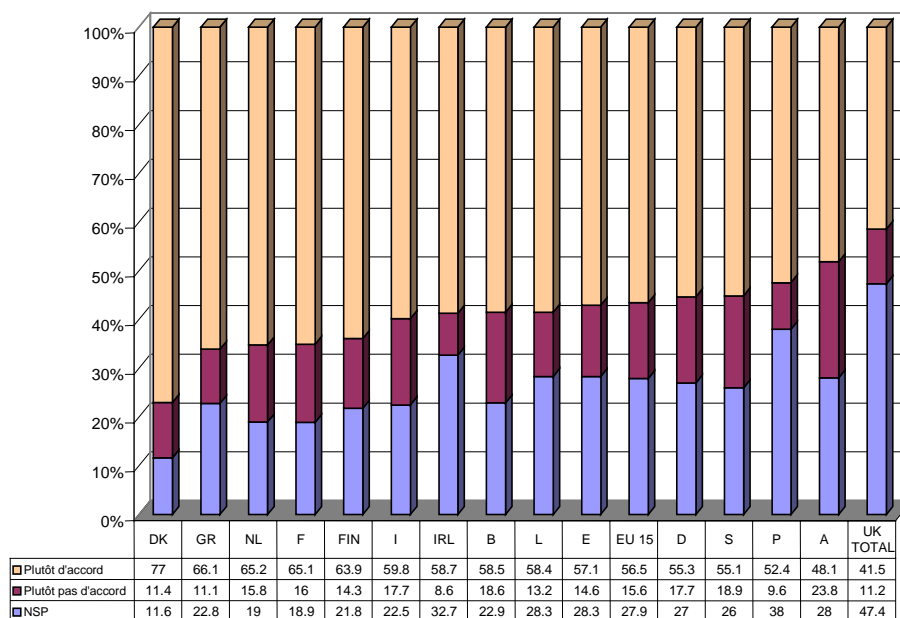
Les analyses sociodémographiques nous indiquent que les personnes les plus instruites, les étudiants et les indépendants sont les plus nombreux à approuver ce principe. L'analyse attitudinale nous montre que les opinions des personnes insatisfaites par l'adhésion à l'Union européenne sont partagées, mais qu'ils sont plus nombreux en général à désapprouver ce principe.

3.6.11. L'Union européenne et les autres pays développés doivent mettre tout en œuvre pour aider les pays en voie de développement à s'adapter à la mondialisation

Pas loin de six Européens sur dix estiment que les pays développés doivent mettre tout en œuvre pour que les pays en voie de développement puisse s'adapter à la mondialisation. Par contre, 15,6% ne partagent pas cette opinion et 27,9% n'émettent pas d'avis.

Ce sont les Danois (77%), les Grecs (66,1%), les Néerlandais (65,2%) et les Français (65,1%) qui sont les plus nombreux à déclarer partager cet avis. Nous notons aussi que ce sont les Autrichiens (23,8%) et les Suédois (18,9%) qui déclarent le plus souvent l'avis contraire.

L'Union européenne doit aider les pays en voie de développement à s'adapter à la mondialisation

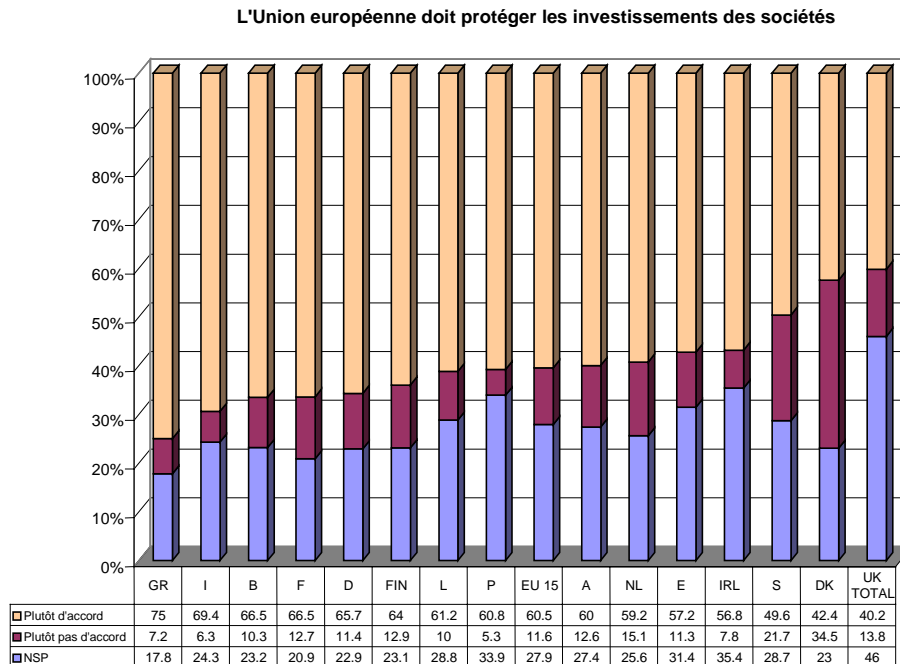


Des analyses sociodémographiques, nous retirons que les personnes les plus instruites et les étudiants sont les plus nombreux à déclarer que les pays développés doivent aider les pays en voie de développement à s'adapter. L'étude des résultats en fonction de l'indice d'utilisation des médias révèle que le pourcentage de personnes exprimant leur accord décroît avec une utilisation moindre et irrégulière de ces derniers. L'analyse des réponses en fonction des attitudes des personnes envers l'Union européenne indique que les personnes ayant une attitude négative sont deux fois plus nombreuses à exprimer leur désaccord sur le principe d'aide au développement.

3.6.12. L'Union européenne devrait imposer des règles internationales pour protéger les investissements des sociétés

Une majorité de 60,5% d'Européens pense que l'Union européenne devrait protéger les investissements des sociétés en imposant des règles sur le plan international tandis qu'ils sont 11,6% à ne pas partager cette opinion et 27,9% à ne pas émettre d'avis.

Cet avis est partagé par la majorité des pays, et c'est en Grèce (75%), en Italie (69,4%), en France, en Belgique (66,5%) et en Allemagne (65,7%) que cet avis est le plus souvent exprimé. Notons que le Danemark et la Suède sont les pays où les populations sont les moins nombreuses à partager l'avis majoritaire.



Les analyses des réponses en fonction des catégories socio-professionnelles nous indiquent que les personnes âgées de 40 à 54 ans et celles qui sont les plus instruites sont les plus nombreuses à estimer que l'Union européenne devrait imposer des règles internationales pour protéger les investissements des sociétés. Soulignons aussi que les cadres et les indépendants sont les plus nombreux à exprimer cet avis. L'étude en fonction de l'indice d'utilisation des médias indique que ce sont les personnes qui consultent régulièrement plusieurs types de médias qui sont plus nombreuses à partager cet avis.

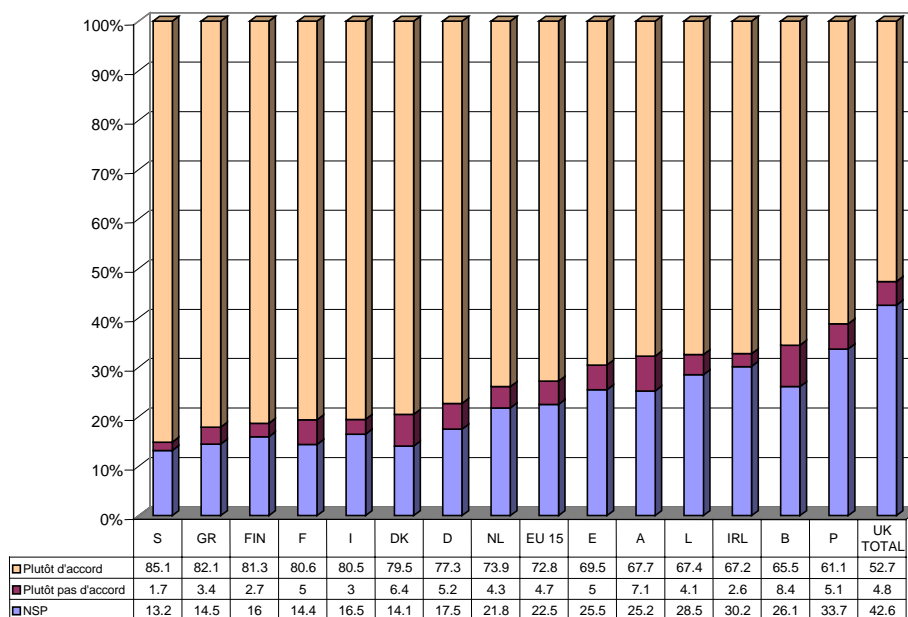
Notons aussi que les personnes les plus insatisfaites par l'adhésion de leur pays à l'Union européenne sont plus nombreuses à estimer que celle-ci ne devrait pas imposer de règles internationales protégeant les investissements des sociétés.

3.6.13. Des règles internationales visant à rendre les attributions des marchés publics transparentes et non-discriminatoires doivent être établies

Le principe de transparence dans l'attribution des marchés publics est partagé par 72,8% des Européens. Seuls 4,7% ne partagent pas cet avis et 22,5% ont préféré ne pas répondre.

Dans tous les pays, une majorité de personnes expriment leur accord avec ce principe, et ce sont les Suédois (85,1%), les Grecs (82,1%) et les Finlandais qui sont les plus nombreux à le déclarer. Remarquons cependant que 8,4% des Belges et 7,1% des Autrichiens ne partagent pas cet avis.

Il doit y avoir des règles internationales visant à rendre les marchés publics transparents



Les analyses sociodémographiques nous montrent que les hommes, les personnes âgées de 40 à 54 ans, celles qui sont les plus instruites et les indépendants sont les plus nombreux à partager l'avis majoritaire.

Les analyses des réponses en fonction de l'indice d'utilisation des médias indiquent que le pourcentage de personnes partageant l'avis majoritaire, décroît avec la fréquence et le nombre de médias que les personnes consultent.

L'analyse attitudinale, quant à elle, nous apprend que les personnes insatisfaites par l'Union européenne sont légèrement plus nombreuses à afficher leur désaccord avec le principe de transparence des marchés publics.

3.7. La légitimité des divers groupes d'intérêts

3.7.1. Tendances générales

Malgré le fait que de nombreux Européens aient cité divers groupes d'intérêts comme acteurs pouvant contrôler les effets de la mondialisation, ils sembleraient aussi penser que les organisations déclarant défendre les intérêts de la population ne les représentent pas réellement et qu'elles ne défendent pas non plus efficacement les intérêts de la population.

Il semblerait aussi que les populations européennes n'estiment pas que ces organisations défendent efficacement les intérêts de la population.

Nous avons vu plus haut qu'un grand nombre d'Européens citent divers groupes d'intérêts comme acteurs potentiels de confiance pour contrôler les effets de la mondialisation. Ces groupes étant nombreux à faire pression (lobbying) auprès de la Commission européenne, les questions suivantes tentent d'évaluer le degré de légitimité qu'elles rencontrent auprès de l'opinion publique européenne.

3.7.2. Les organisations déclarant défendre les intérêts de la population représentent-elles réellement leurs intérêts ?

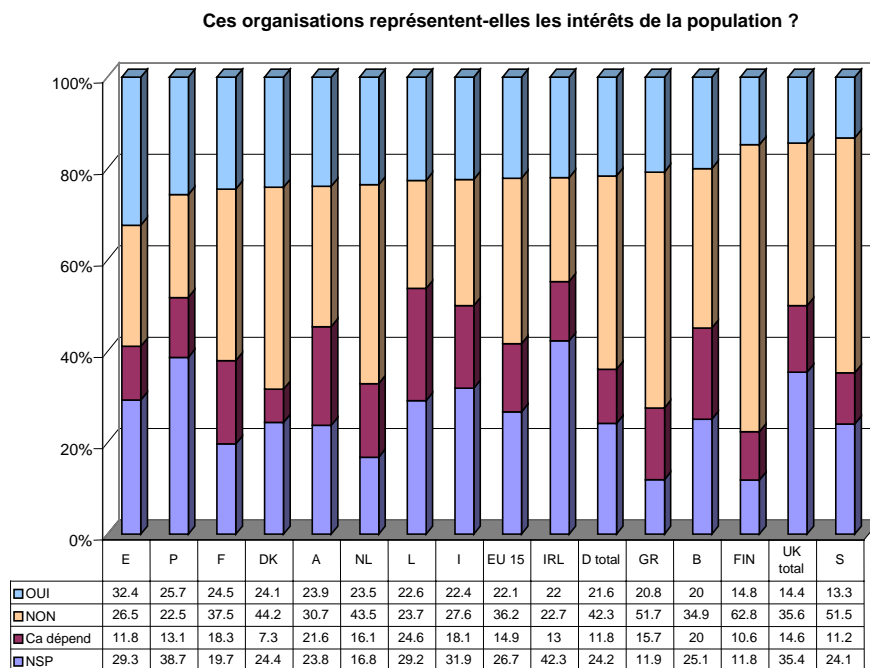
A la question « Pensez-vous que les organisations qui déclarent défendre les intérêts de la population dans les questions relatives au commerce international représentent effectivement vos intérêts ? », les personnes ont été invitées à répondre par « oui », ou par « non », en laissant néanmoins la possibilité de répondre « cela dépend » et « je ne sais pas ».

Les réponses, en moyenne, en Europe, indiquent une tendance à estimer que ces organisations ne représentent pas réellement les intérêts de la population. En effet, plus d'un tiers des Européens déclarent qu'elles ne représentent pas leurs intérêts, 22,1% qu'elles le font, 14,9% déclarent que cela dépend et 26,7% n'ont pas émis d'avis.

Parmi ceux qui déclarent que ces organisations ne défendent pas leurs intérêts, nous observons une majorité de Finlandais (62,8%), de Grecs (51,7%) et de Suédois (51,5%). Nous remarquons ensuite qu'une majorité de Danois (44,2%), de Néerlandais (43,5%), d'Allemands (42,3%) et de Britanniques (35,6%) partagent le même avis.

Soulignons aussi que l'opinion selon laquelle ces organisations défendent les intérêts de la population n'est pas partagé par la majorité de l'opinion publique d'un pays. Cependant, nous notons que ce sont les Espagnols (32,4%), les Portugais (25,7%), et les Français (24,5%) qui sont les plus nombreux à déclarer que ces organisations défendent réellement leurs intérêts.

Parmi ceux qui déclarent que « cela dépend », nous observons que ce sont les Luxembourgeois (24,6%), les Autrichiens (21,6%) et les Belges (20%) qui sont les plus nombreux à exprimer cet avis.



Nous avons croisé les réponses données à la question sur les acteurs jugés les plus aptes à contrôler les effets de la mondialisation, avec les réponses de la confiance accordée aux groupes d'intérêts. Nous notons que cinq²⁰ des sept pays dont les populations sont les plus nombreuses à déclarer que les groupes d'intérêts ne représentent pas les intérêts de la population sont les mêmes pays dont les populations ont plutôt tendance à placer leur confiance dans les organisations internationales.

²⁰ Les pays scandinaves, les Pays-Bas et l'Allemagne

Les analyses sociodémographiques nous apprennent que les hommes, les personnes âgées de plus de 40 ans et les cadres sont les plus nombreux à déclarer que les groupes d'intérêts ne défendent pas les intérêts des populations. Elles nous apprennent également que les personnes les plus instruites et les étudiants sont plus nombreux à exprimer l'avis contraire.

3.7.3. Les organisations déclarant défendre les intérêts de la population, les défendent-elles efficacement ?

Les personnes ont ensuite été invitées à donner leur avis sur la question « Pensez-vous que ces organisations défendent vos intérêts efficacement ? ».

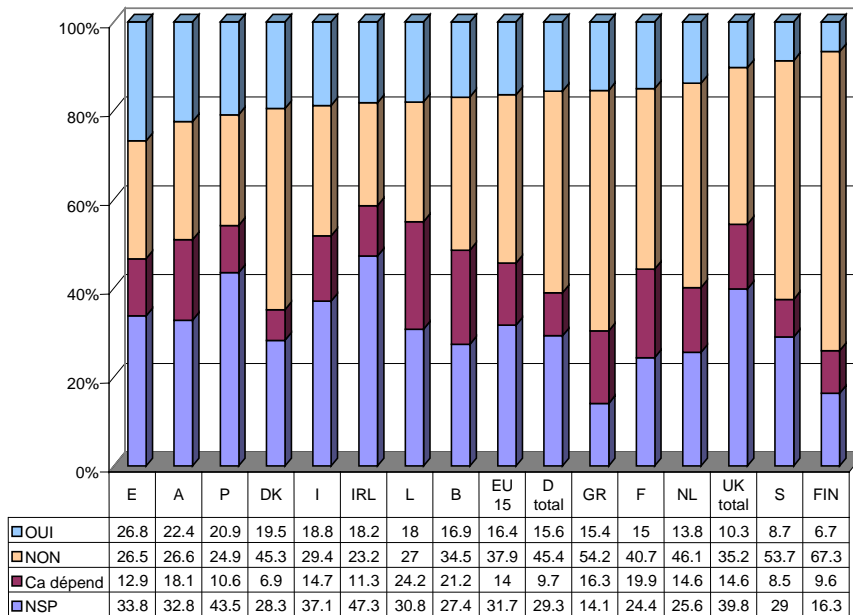
Les résultats indiquent une tendance à estimer que ces organisations ne défendent pas les intérêts des citoyens avec efficacité. En effet, 37,9% des Européens déclarent qu'elles ne défendent pas efficacement les intérêts de la population, 16,4% déclarent qu'elles le font, 14% pensent que cela dépend et 31,7% ont préféré s'abstenir de répondre.

Parmi ceux qui déclarent que ces groupes d'intérêts ne défendent pas efficacement les intérêts de la population, notons que la majorité des Finlandais (67,3%), des Grecs (54,2%) et des Suédois (53,7%) partagent cet avis. Nous observons ensuite que c'est une majorité de 46,1% de Néerlandais, d'Allemands (45,4%), de Danois (45,4%), de Français (40,7%) et une majorité de 35,2% de Britanniques qui expriment le même avis.

Nous pouvons également souligner que l'avis selon lequel ces organisations défendent efficacement les intérêts des citoyens n'est pas partagé par la majorité de l'opinion publique d'un pays. Toutefois, notons que ce sont les Espagnols (26,8%), les Autrichiens (22,4%) et les Portugais (20,9%) qui sont les plus nombreux à déclarer que ces organisations défendent efficacement leurs intérêts.

Parmi ceux qui répondent « cela dépend », nous observons que ce sont les Luxembourgeois (24,2%), les Belges (21,2%), les Français (19,9%) qui sont les plus nombreux à partager ce point de vue.

Ces organisation défendent-elles vos intérêts efficacement ?



Les analyses sociodémographiques, quant à elles, nous apprennent que les hommes, les personnes âgées de 25 à 54 ans, les cadres et les indépendants sont les plus nombreux à déclarer que ces organisations ne défendent pas efficacement les intérêts des citoyens, et que les étudiants sont les plus nombreux à exprimer l'avis contraire.

ANNEXES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

EUROBAROMETRE STANDARD 55.1 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 12 avril et le 23 mai 2001, the European Opinion Research Group, un consortium d'agences d'étude de marché et d'opinion publique, constitué d'INRA (EUROPE) et de GfK Worldwide, a réalisé la vague 55.1 de l'EUROBAROMETRE STANDARD à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Presse et communication, Secteur Opinion publique.

L'EUROBAROMETRE 55.1 couvre la population - ayant la nationalité d'un des pays membres de l'Union européenne -, de 15 ans et plus, résident dans chaque Etat membre de l'Union européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats membres est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays EU, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des Etats membres, selon les EUROSTAT-NUTS II et selon la distribution de la population résidente nationale en termes de régions métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nème adresse) ont ensuite été sélectionnées par des procédures de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement. Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée.

<u>PAYS</u>	<u>INSTITUTS</u>	<u>N°</u> <u>INTERVIEWS</u>	<u>DATES DE TERRAIN</u>	<u>POPULATION 15+ (x 000)</u>
Belgique	INRA BELGIUM	1047	12/04 – 07/05	8,326
Danemark	GfK DANMARK	1002	15/04 – 17/05	4,338
Allemagne(Est)	INRA DEUTSCHLAND	1051	12/04 – 09/05	13,028
Allemagne(Ouest)	INRA DEUTSCHLAND	1035	12/04 – 11/05	55,782
Grèce	MARKET ANALYSIS	1005	16/04 – 13/05	8,793
Espagne	INRA ESPAÑA	1000	17/04 – 12/05	33,024
France	CSA-TMO	1004	12/04 – 23/05	46,945
Irlande	LANSDOWNE Market Research	970	14/04 – 11/05	2,980
Italie	INRA Demoskopoea	996	16/04 – 11/05	49,017
Luxembourg	ILRes	609	12/04 – 18/05	364
Pays-Bas	INTOMART	1040	15/04 – 23/05	12,705
Autriche	SPECTRA	1035	12/04 – 04/05	6,668
Portugal	METRIS	1000	13/04 – 14/05	8,217
Finlande	MDC MARKETING RESEARCH	1022	18/04 – 22/05	4,165
Suède	GfK SVERIGE	1000	12/04 – 22/05	7,183
Grande-Bretagne	INRA UK	1031	17/04 – 11/05	46,077
Irlande du Nord	ULSTER MARKETING SURVEYS	316	21/04 – 04/05	1,273
	Nombre total d'interviews	16173		

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT. Pour tous les Etats membres EU, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, au moins le sexe, l'âge, les régions NUTS II et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes EU), INRA (EUROPE) recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT dans l'Annuaire des Statistiques Régionales (données de 1997). Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Les résultats des études EUROBAROMETRE sont analysés et sont présentés sous forme de tableaux, de fichiers de données et d'analyses. Pour chaque question, un tableau de résultats est fourni, accompagné de la question complète en anglais et en français. Ces résultats sont exprimés en pourcentage calculé sur la base totale. Les résultats des enquêtes EUROBAROMETRE sont analysés par la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique, Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles. Les résultats sont publiés régulièrement sur le site Internet de la CE: <http://europa.eu.int/comm/dg10/epo>. Tous les fichiers de données de l'EUROBAROMETRE sont déposés au Zentralarchiv (Universität Köln, Bachemer Strasse 40, D-50869 Köln-Lindenthal), disponibles via la banque de données CESSDA <http://www.nsd.uib.no/cessda/europe.html>. Ils sont à la disposition de tous les instituts membres du "European Consortium for Political Research" (Essex), du "Inter-University Consortium for Political and Social Research" (Michigan) et de toute personne intéressée par la recherche en sciences sociales.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9%	± 2.5%	± 2.7%	± 3.0%	± 3.1%

**EUROBAROMETRE STANDARD 55.1
 INSTITUTS ET RESPONSABLES DE RECHERCHE**

**The European Opinion Research Group EEIG
 P.a. INRA (EUROPE) - European Coordination Office SA/NV
 Christine KOTARAKOS
 18, avenue R. Vandendriessche
 B -1150 BRUSSELS – BELGIUM
 Tel. ++/32 2 775 01 12 – Fax: ++/32 2 772 40 79
 e-mail: christine.kotarakos@eorg.be**

BELGIQUE	INRA BELGIUM 430, Avenue Louise B-1050 BRUXELLES	Mrs Eléonore SNOY inra.belgium@skynet.be	tel. fax	++/32 2 648 80 10 ++/32 2 648 34 08
DANMARK	GfK DANMARK Sylows Allé, 1 DK-2000 FREDERIKSBERG	Mr Erik CHRISTIANSEN erik.christiansen@gfk.dk	tel. fax	++/45 38 32 20 00 ++/45 38 32 20 01
DEUTSCHLAND	INRA DEUTSCHLAND Papenkamp, 2-6 D-23879 MÖLLN	Mr Christian HOLST christian.holst@inra.de	tel. fax	++/49 4542 801 0 ++/49 4542 801 201
ELLAS	Market Analysis 190 Hymettus Street GR-11635 ATHENA	Mr. Spyros Camileris markanalysis@matrix.kapatel.Gr	tel. fax	++/30 1 75 64 688 ++/30/1/70 19 355
ESPAÑA	INRA ESPAÑA C/Alberto Aguilera, 7-5° E-28015 MADRID	Ms Victoria MIQUEL victoria.miquel@inra.es	tel. fax	++/34 91 594 47 93 ++/34 91 594 52 23
FRANCE	CSA-TMO 22, rue du 4 Septembre F-75002 PARIS	Mrs. Isabelle CREBASSA Crebassa@tmo.fr	tel. fax	++/33 1 44 94 40 00 ++/33 1 44 94 40 01
IRELAND	LANSDOWNE Market Research 49, St. Stephen's Green IRL-DUBLIN 2	Mr Roger JUPP roger@lmr.ie	tel. fax	++/353 1 661 34 83 ++/353 1 661 34 79
ITALIA	INRA Demoskopea Via Salaria, 290 I-00199 ROMA	Mrs Maria-Adelaide SANTILLI Santilli@demoskopoea.it	tel. fax	++/39 06 85 37 521 ++/39 06 85 35 01 75
LUXEMBOURG	ILReS 46, rue du Cimetière L-1338 LUXEMBOURG	Mr Charles MARGUE charles.margue@ilres.com	tel. fax	++/352 49 92 91 ++/352 49 92 95 555
NEDERLAND	Intomart Noordse Bosje 13-15 NL - 1201 DA HILVERSUM	Mr. Andre Koks Dre.Koks@intomart.nl	tel. fax	++/31/35/625 84 11 ++/31/35/625 84 33
AUSTRIA	SPECTRA Brucknerstrasse, 3-5/4 A-4020 LINZ	Ms Jitka NEUMANN nejt@spectra.at	tel. fax	++/43/732/6901 ++/43/732/6901-4
PORTUGAL	METRIS Av. Eng. Arantes e Oliveira, 3-2° P-1900 LISBOA	Ms Mafalda BRASIL mafaldabrasil@metris.pt	tel. fax	++/351 21 843 22 00 ++/351 21 846 12 03
FINLAND	MDC MARKETING RESEARCH Ltd Itätuulenkuja 10 A FIN-02100 ESPOO	Mrs Rosa TURUNEN Rosa.Turunen@gallup.fi	tel. fax	++/358 9 613 500 ++/358 9 613 50 423
SWEDEN	GfK SVERIGE S:t Lars väg 46 S-221 00 LUND	Mr Rikard EKDAHL rikard.ekdahl@gfksverige.se	tel. fax	++/46 46 18 16 00 ++/46 46 18 16 11
GREAT BRITAIN	INRA UK Monarch House, Victoria Road UK-London W3 6RZ	Mr. Sebastien JANINI sebastien.janini@inra.co.uk	tel. fax	++/44 208 993 22 20 ++/44 208 993 11 14

QUESTIONNAIRE BILINGUE

PARLONS MAINTENANT D'UN AUTRE SUJET : LA MONDIALISATION OU GLOBALISATION.

Q.32. On parle souvent dans les médias de la mondialisation ou de la "globalisation". Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? La mondialisation ...

	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
LIRE - ROTATION			
1. ...contribue à éliminer les conflits armés dans le monde	113 1	2	3
2. ...crée un véritable marché mondial	114 1	2	3
3. ...garantit une présence économique plus importante de l'Union européenne dans le monde	115 1	2	3
4. ...offre plus d'opportunités pour les produits (NATIONALITE) sur les marchés mondiaux	116 1	2	3
5. ...augmente la variété de produits en vente en (NOTRE PAYS)	117 1	2	3
6. ...fait baisser les prix des produits et des services grâce à une concurrence accrue	118 1	2	3
7. ...donne aux petites et moyennes entreprises une chance de se développer beaucoup plus rapidement	119 1	2	3
8. ...rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits alimentaires vendus en (NOTRE PAYS)	120 1	2	3
9. ...conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des grandes entreprises au dépens des autres	121 1	2	3
10. ...ne peut pas être maîtrisée par les gouvernements	122 1	2	3
11. ...entraîne la privatisation des services publics en Europe	123 1	2	3
12. ...nous donne des opportunités de travail intéressantes dans d'autres pays	124 1	2	3
13. ...augmente le risque de perdre son emploi	125 1	2	3
14. ...donne l'opportunité aux pays en voie de développement de réduire l'écart avec les pays développés	126 1	2	3
15. ...entraîne un développement incontrôlé de l'immigration	127 1	2	3
16. ...augmente l'écart entre les riches et les pauvres	128 1	2	3
17. ...permet de voyager plus facilement	129 1	2	3
18. ...conduit à un monde plus terné et plus uniformisé	130 1	2	3
19. ...augmente les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale	131 1	2	3
20. ...offre une meilleure qualité de vie personnelle	132 1	2	3

EB55.1 - NOUVEAU

NOW, LET'S TALK ABOUT ANOTHER TOPIC: GLOBALISATION.

Q.32. The media often talk about globalisation. Do you tend to agree or tend to disagree with each of the following statements? Globalisation...

READ OUT - ROTATE	TEND TO AGREE	TEND TO DISAGREE	DK
1. ...contributes to eliminating armed conflicts around the world	113 1	2	3
2. ...creates a truly global market	114 1	2	3
3. ...guarantees the European Union greater economic presence in the world	115 1	2	3
4. ...provides more opportunities for (NATIONALITY) products on world markets	116 1	2	3
5. ...increases the variety of products for sale in (OUR COUNTRY)	117 1	2	3
6. ...cuts the prices of products and services through increased competition	118 1	2	3
7. ...gives small and medium sized businesses an opportunity to grow much faster	119 1	2	3
8. ...makes it more difficult to control the quality of food products sold in (OUR COUNTRY)	120 1	2	3
9. ...leads to power being concentrated in large companies, at the expense of others	121 1	2	3
10. ...cannot be controlled by governments	122 1	2	3
11. ...leads to the privatisation of public services in Europe	123 1	2	3
12. ...gives us interesting job opportunities in other countries	124 1	2	3
13. ...increases the risk of people losing their jobs	125 1	2	3
14. ...gives developing countries the opportunity to reduce the gap between themselves and developed countries	126 1	2	3
15. ...leads to an uncontrollable increase in immigration	127 1	2	3
16. ...increases the gap between the rich and the poor	128 1	2	3
17. ...makes it easier to travel	129 1	2	3
18. ...leads to a duller and more uniform world	130 1	2	3
19. ...increases global environmental problems	131 1	2	3
20. ...provides a better personal quality of life	132 1	2	3

EB55.1 - NEW

LA MONDIALISATION EST UNE OUVERTURE GÉNÉRALE DE TOUTES LES ÉCONOMIES QUI CONDUIT À LA CRÉATION D'UN VÉRITABLE MARCHÉ MONDIAL.

Q.33. Dans la liste suivante, à qui faites-vous le plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLE)

Le gouvernement (NATIONALITE).....	133	1,
L'Union européenne.....	2,	
Les Organisations non-gouvernementales (ONG) telles que (ENQ. : CHOISIR DEUX ONG PARTICULIÈREMENT ACTIVES ET CONNUES DANS LE PAYS).....	3,	
Les mouvements écologistes.....	4,	
Les syndicats.....	5,	
Les associations de défense des consommateurs.....	6,	
Les multinationales.....	7,	
L'Organisation Mondiale du Commerce.....	8,	
Les Eglises.....	9,	
Les Nations Unies.....	10	
La Banque Mondiale.....	11	
Le Fonds Monétaire International.....	12	
Le gouvernement des Etats-Unis.....	13	
Les citoyens eux-mêmes.....	14	
Autres (SPONTANE).....	15	
Personne (SPONTANEOUS).....	16	
NSP.....	17	

EB55.1 - NOUVEAU

Q.34. Pensez-vous que l'Union européenne est tout à fait favorable, assez favorable, assez peu favorable ou pas du tout favorable au libre-échange dans le commerce international ?

Tout à fait favorable.....	134	1
Assez favorable.....	2	
Assez peu favorable.....	3	
Pas du tout favorable.....	4	
NSP.....	5	

EB55.1 - NOUVEAU

LA DEREGULATION, L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE DE MARCHÉS COMME LA TELECOMMUNICATION, LA SUPPRESSION DE BARRIÈRES COMMERCIALES COMME LES DROITS DE DOUANE, S'APPELLENT LA LIBERALISATION.

Q.35. a) Pensez-vous que votre situation financière personnelle va bénéficier de cette libéralisation ?
 b) Et votre protection sociale (p.ex. retraite, allocations de chômage, allocations familiales, assurances maladie, etc.) ?
 c) Et votre qualité de vie ?

	OUI	NON	NSP
a) Situation financière personnelle	135 1	2	3
b) Protection sociale	136 1	2	3
c) Qualité de vie	137 1	2	3

EB55.1 - NOUVEAU

GLOBALISATION IS A GENERAL OPENING UP OF ALL ECONOMIES, WHICH LEADS TO THE CREATION OF A TRULY WORLD-WIDE MARKET.

Q.33. From the following list, who do you trust most to get the effects of globalisation under control? (SHOW CARD - READ OUT - SEVERAL ANSWERS POSSIBLE)

The (NATIONALITY) government.....	133	1,
The European Union.....		2,
Non-governmental organisations (NGOs) such as (INT.: CHOOSE TWO NGOs PARTICULARLY ACTIVE AND KNOWN IN THE COUNTRY).....		3,
Ecological movements.....		4,
Trade unions.....		5,
Consumer rights associations.....		6,
Multinational companies.....		7,
The World Trade Organisation.....		8,
Churches.....		9,
The United Nations.....		10
The World Bank.....		11
The International Monetary Fund.....		12
The United States' government.....		13
Citizens themselves.....		14
Others (SPONTANEOUS).....		15
No one (SPONTANEOUS).....		16
DK.....		17

EB55.1 - NEW

Q.34. Do you think that the European Union is completely, somewhat, not very much or not at all in favour of international free trade?

Completely in favour.....	134	1
Somewhat in favour.....		2
Not very much in favour.....		3
Not at all in favour.....		4
DK.....		5

EB55.1 - NEW

DEREGULATION, THE OPENING OF MARKETS LIKE TELECOMMUNICATION TO COMPETITION AND THE REMOVAL OF COMMERCIAL BARRIERS LIKE CUSTOM DUTIES, IS CALLED LIBERALISATION.

Q.35. a) Do you think that your personal financial situation will benefit from this liberalisation?
 b) And your social security situation (e.g. pension, unemployment benefit, family allowances, health insurance, etc.)?
 c) And your quality of life?

	YES	NO	DK
a) Financial situation	135 1	2	3
b) Social security situation	136 1	2	3
c) Quality of life	137 1	2	3

EB55.1 - NEW

Q.36. Pensez-vous que cette libéralisation aura un effet positif, négatif ou pas d'effet en ce qui concerne ... ?
 (UNE SEULE REPONSE)

LIRE	EFFET POSITIF	EFFET NEGATIF	PAS D'EFFET	NSP
1. La protection des consommateurs	138 1	2	3	4
2. La sécurité et la qualité des produits alimentaires	139 1	2	3	4
3. Un plus grand choix de produits de consommation	140 1	2	3	4
4. Une agriculture respectant l'environnement	141 1	2	3	4
5. Les soins de santé	142 1	2	3	4
6. La diversité culturelle européenne	143 1	2	3	4
7. Des services publics performants (i.e. électricité, poste)	144 1	2	3	4
8. La protection de l'environnement	145 1	2	3	4

EB55.1 - NOUVEAU

Q.37. A votre avis, qui est le premier exportateur de biens et de services sur le marché mondial ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE) (ENQ. : ITEM 7 : NE PAS POSER EN F ET EN D)

Japon.....	146	1
Etats-Unis.....		2
L'Union européenne.....		3
La Chine.....		4
La France.....		5
L'Allemagne.....		6
(NOTRE PAYS).....		7
Autre (SPONTANE).....		8
NSP.....		9

EB55.1 - NOUVEAU

Q.38. Avant cet entretien, aviez-vous déjà entendu parler de l'Organisation Mondiale du Commerce (l'OMC) ? (SI OUI) Parmi les phrases suivantes, laquelle correspond le mieux à votre propre cas ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE POSSIBLE)

Oui, je sais ce qu'est l'OMC et ce qu'elle fait.....	147	1
Oui, mais j'en sais peu à son sujet.....		2
Oui, mais je ne la connais que de nom.....		3
Oui, autre (SPONTANE).....		4
Non, jamais entendu.....		5
NSP.....		6

EB55.1 - NOUVEAU

Q.36. Do you think that this liberalisation will have a positive effect, a negative effect or no effect as far as each of the following are concerned? (ONE ANSWER ONLY)

READ OUT	POSITIVE EFFECT	NEGATIVE EFFECT	NO EFFECT	DK
1. Consumer protection	138 1	2	3	4
2. Safety and quality of food products	139 1	2	3	4
3. Greater choice of consumer products	140 1	2	3	4
4. Agriculture which respects the environment	141 1	2	3	4
5. Healthcare	142 1	2	3	4
6. European cultural diversity	143 1	2	3	4
7. Efficient public services (e.g. electricity, post)	144 1	2	3	4
8. Protection of the environment	145 1	2	3	4

EB55.1 - NEW

Q.37. In your opinion, who is the largest exporter of products and services world-wide? (SHOW CARD - READ - ONE ANSWER ONLY)
 (INT.: ITEM 7 NOT TO BE ASKED IN F AND D)

Japan.....	146	1
The United States.....		2
The European Union.....		3
China.....		4
France.....		5
Germany.....		6
(OUR COUNTRY).....		7
Other (SPONTANEOUS).....		8
DK.....		9

EB55.1 - NEW

Q.38. Before this interview, had you heard of the World Trade Organisation (WTO)? (IF YES) Which one of the following applies to you? (SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

Yes, I know what the WTO is and what it does.....	147	1
Yes, but I only know a little about it.....		2
Yes, but I only know the name.....		3
Yes, other (SPONTANEOUS).....		4
No, not heard of.....		5
DK.....		6

EB55.1 - NEW

Q.39. L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que ... ?

LIRE	OUI	NON	NSP	
1. l'OMC garantit que les gens bénéficieront de la libéralisation	148	1	2	3
2. l'OMC a suffisamment de pouvoir pour faire respecter les règles d'une concurrence loyale	149	1	2	3
3. l'Union européenne est bien représentée au sein de l'OMC	150	1	2	3
4. l'OMC a bonne réputation	151	1	2	3
5. l'OMC est un arbitre impartial des conflits commerciaux entre États	152	1	2	3
6. Le fonctionnement de l'OMC est transparent	153	1	2	3
7. l'OMC est démocratique	154	1	2	3
8. Il existe un pays ou un groupe de pays assez fort pour défendre ses intérêts au sein de l'OMC face aux Etats-Unis	155	1	2	3
9. l'OMC est nécessaire	156	1	2	3

EB55.1 - NOUVEAU

Q.40. Dans la plupart des cas, ce ne sont pas les pays de l'Union européenne mais la Commission européenne, qui est chargée de négocier les questions de commerce international en leur nom face aux Etats-Unis, au Japon, et aux autres pays. Voici deux opinions à ce sujet. Quelle est celle qui est la plus proche de la vôtre ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

C'est une bonne chose que la Commission européenne négocie pour le compte de tous les Etats membres de l'Union, car cela lui donne un poids beaucoup plus fort dans les négociations.....	157	1
C'est une mauvaise chose, car je crains que la Commission européenne ne tienne pas suffisamment compte des avis et des intérêts de (NOTRE PAYS).....	2	
Autre (SPONTANE).....	3	
NSP.....	4	

EB55.1 - NOUVEAU

Q.39. The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that...?

READ OUT	YES	NO	DK	
1. WTO guarantees that people benefit from liberalisation	148	1	2	3
2. WTO has enough power to ensure that the rules of fair competition are respected	149	1	2	3
3. the European Union is well represented within the WTO	150	1	2	3
4. WTO has a good reputation	151	1	2	3
5. WTO is an impartial referee of trade disputes between states	152	1	2	3
6. The workings of the WTO are transparent	153	1	2	3
7. WTO is democratic	154	1	2	3
8. There is a country or group of countries strong enough to defend their interests in the WTO against the United States	155	1	2	3
9. WTO is necessary	156	1	2	3

EB55.1 - NEW

Q.40. In most cases, it is not individual European Union countries themselves, but the European Commission, which on their behalf, negotiates international trade issues with the United States, Japan and other countries. Which of these two opinions comes closest to your own? (SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

It is a good thing that the European Commission negotiates on behalf of all European Union member states, as it gives it much more bargaining power during negotiations.....	157	1
It is a bad thing, because I fear that the European Commission does not take sufficient account of the opinions and interests of (OUR COUNTRY).....		2
Other (SPONTANEOUS).....		3
DK.....		4

EB55.1 - NEW

Q.41. Dans le cadre des négociations commerciales internationales, la Commission européenne doit prendre en compte de nombreuses questions. Pour chacune, pouvez-vous me dire si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les propositions suivantes ?

LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1. L'Union européenne a beaucoup plus à gagner qu'à perdre avec la libéralisation des marchés, car elle est très compétitive dans de nombreux domaines	158 1	2	3
2. La libéralisation est une bonne chose à condition qu'on définisse des règles strictes, qui soient respectées par tous les pays	159 1	2	3
3. Les négociations doivent aboutir à un accord équilibré qui satisfasse tous les pays	160 1	2	3
4. Le libre-échange forcera l'Union européenne à abaisser ses normes en matière d'environnement	161 1	2	3
5. L'Union européenne doit veiller à ce que ses normes sociales soient aussi appliquées dans les pays auxquels elle ouvre son marché	162 1	2	3
6. La culture est un produit commercial comme un autre qui doit être couvert par ces négociations	163 1	2	3
7. Le libre-échange forcera l'Union européenne à abaisser ses normes en matière de santé publique et de protection des consommateurs	164 1	2	3
8. L'Union européenne est assez forte pour y faire valoir ses intérêts	165 1	2	3
9. L'Union européenne doit être prête à limiter la protection qu'elle donne à ses agriculteurs et ouvrir son marché agricole aux pays en voie de développement	166 1	2	3
10. L'Union européenne et les autres pays développés doivent mettre tout en oeuvre pour aider les pays en voie de développement à s'adapter à la mondialisation	167 1	2	3
11. L'Union européenne devrait imposer des règles internationales pour protéger les investissements des sociétés	168 1	2	3
12. Il doit y avoir des règles internationales visant à ce que les marchés publics soient attribués de façon transparente et non discriminatoire	169 1	2	3

EB55.1 - NOUVEAU

Q.42. De nombreuses organisations (caritatives, de défense d'intérêt, de représentations de secteurs industriels ou commerciaux) tentent d'influencer les institutions de l'Union européenne afin de réaliser leurs objectifs.
a) Pensez-vous que les organisations qui déclarent défendre les intérêts de la population dans les questions relatives au commerce international représentent effectivement vos intérêts ?
b) Et que ces organisations défendent vos intérêts efficacement ?

	OUI	NON	CELA DEPEND (SPONTANE)	NSP
a) Représentation	170 1	2	3	4
b) Efficacité	171 1	2	3	4

EB55.1 - NOUVEAU

Q.41. In the context of world-wide trade negotiations, there are many issues that the European Commission has to consider. Please tell me if you tend to agree or tend to disagree with each of the following statements?

READ OUT	TEND TO AGREE	TEND TO DISAGREE	DK
1. The European Union has more to gain than to lose from market liberalisation, as it is highly competitive in many areas	158 1	2	3
2. Liberalisation is a good thing if strict rules are set and are respected by all countries	159 1	2	3
3. Negotiation has to lead to a balanced agreement which satisfies all countries	160 1	2	3
4. Free trade will force the European Union to lower its environmental standards	161 1	2	3
5. The European Union has to ensure that its social standards are also applied in countries to which it is opening its markets	162 1	2	3
6. Culture is a commercial product like any other which has to be covered by these negotiations	163 1	2	3
7. Free trade will force the European Union to lower its public health and consumer protection standards	164 1	2	3
8. The European Union is strong enough to defend its interests	165 1	2	3
9. The European Union has to be ready to limit the protection it offers to its farmers and open its agricultural market to developing countries	166 1	2	3
10. The European Union and other developed countries have to put everything in place to help developing countries adapt to globalisation	167 1	2	3
11. The European Union should impose international rules aimed at protecting company investments	168 1	2	3
12. There have to be rules ensuring that tenders for public projects are awarded in a transparent and non-discriminatory way	169 1	2	3

EB55.1 - NEW

Q.42. Many organisations (charities, special interest groups, representatives of industrial or trade sectors) try to influence European Union institutions in order to achieve their goals.
 a) Do you think that organisations, which declare to defend the interests of the people in the area of international trade, actually represent your interests?
 b) And do these organisations defend your interests effectively?

	YES	NO	IT DEPENDS (SPONTANEOUS)	DK
a) Representation	170 1	2	3	4
b) Your interests effectively	171 1	2	3	4

EB55.1 - NEW

DEFINITION ET REPARTITION DES VARIABLES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES UTILISEES DANS LES CROISEMENTS

C.4 Définition et répartition des variables socio-démographiques utilisées dans les croisements

C.4.1 Sexe

L'échantillon est ainsi composé, par sexe:

(1) Hommes	48 %
(2) Femmes	52 %

C.4.2 Tranches d'âge

Les répondants sont regroupés en quatre tranches d'âge:

(1) 15 – 24 ans	16 %
(2) 25 – 39 ans	28 %
(3) 40 – 54 ans	24 %
(4) 55 ans et plus	32 %

C.4.3 Age de fin d'études

L'âge de fin d'études correspond aux réponses recodées à la question :

"A quel âge avez-vous arrêté vos études à temps complet?"

Les répondants ont été regroupés en quatre catégories :

(1) répondants qui ont quitté l'école à l'âge de quinze ans ou moins	30 %
(2) répondants qui ont quitté l'école entre 16 et 19 ans	40 %
(3) répondants qui ont continué l'école jusqu'à 20 ans ou plus	21 %
(4) répondants qui étudient encore	10 %

C.4.4 Echelle de l'activité économique principale

L'échelle de l'activité économique principale correspond aux réponses recodées à la question

"Quelle est votre profession actuelle ?"

La question de départ donne la répartition suivante :

Indépendants

(1) Agriculteur exploitant	1 %
(2) Pêcheur	0 %
(3) Profession libérale (avocat, médecin, expert comptable, architecte, etc.)	2 %
(4) Commerçant ou propriétaire d'un magasin, artisan, ou autre travailleur indépendant	4 %
(5) Industriel, propriétaire (en tout ou en partie) d'une entreprise	1 %

Salarié(e)s

(6) Profession libérale salariée (docteur, avocat, comptable, architecte)	2 %
(7) Cadre supérieur / dirigeant (PDG/DG, Directeur)	1 %
(8) Cadre moyen	6 %
(9) Employé travaillant la plupart du temps devant un bureau	9 %
(10) Employé ne travaillant pas devant un bureau mais voyageant (vendeur, chauffeur, représentant, etc.)	3 %
(11) Employé ne travaillant pas devant un bureau mais ayant une fonction de service (hôpital, restaurant, police, pompier, etc.)	6 %
(12) Contremaître, agent de maîtrise	1 %
(13) Ouvrier qualifié	10 %
(14) Autre ouvrier (non qualifié), personnel de maison	5 %

Inactifs

(15) En charge des achats courants et des tâches ménagères ou sans aucune activité professionnelle	12 %
(16) Etudiant	10 %
(17) Au chômage ou temporairement sans emploi	5 %

(18) A la retraite ou en congé de maladie prolongé	22 %
Les catégories recodées et leur répartition sont :	
(1) Indépendants = Agriculteur + Pêcheur + Profession libérale (avocat, médecin, comptable, architecte, etc.) + Commerçant ou propriétaire d'un magasin, artisan ou autre travailleur indépendant + Industriel, propriétaire (en tout ou en partie) d'une entreprise	9 %
(2) Cadres = Profession libérale salariée (docteur, avocat, comptable, architecte) + Cadres supérieur / dirigeant (PDG/DG, Directeur) + Cadre moyen	9 %
(3) Autres cols blancs = Employé travaillant la plupart du temps devant un bureau + Employés ne travaillant pas devant un bureau mais voyageant (vendeur, chauffeur, représentant, etc.)	11 %
(4) Travailleurs manuels = Employé ne travaillant pas devant un bureau mais ayant une fonction de service (hôpital, restaurant, police, pompier, etc) + Contremaître, agent de maîtrise, + ouvrier qualifié + Autre ouvrier (non qualifié), personnel de maison	22 %
(5) Personnes au foyer = Personne en charge des achats courants et des tâches ménagères ou sans aucune activité professionnelle	12 %
(6) Chômeurs = Au chômage ou temporairement sans emploi	5 %
(7) Retraités = A la retraite ou en congé de maladie prolongé	22 %
(8) Etudiants	10 %

Dans les tableaux, la catégorie « Etudiants » fait partie de la variable « Age de fin d'études ».

C.4.5 Indice d'influence sur l'opinion

L'indice d'influence sur l'opinion a été créé sur base des réponses aux deux questions suivantes :

- (A) "Quand vous êtes entre ami(e)s, diriez-vous qu'il vous arrive souvent, de temps en temps, ou jamais de discuter politique?"
- (B) "Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il de convaincre vos amis, vos camarades de travail, vos relations d'adopter cette opinion ? Cela vous arrive-t-il souvent, de temps en temps, rarement ou jamais ?"

Les catégories sont ++, +, -, --. Les personnes répondant affirmativement aux deux questions sont classées ++, les personnes répondant négativement aux deux questions sont classées --. Les catégories intermédiaires sont constituées par analogie.

La répartition des quatre catégories se présente comme suit :

(1) ++ niveau élevé	35 %
(2) +	41 %
(3) -	16 %
(4) -- niveau bas	8 %

C.4.6 Indice d'utilisation des médias

L'indice d'utilisation des médias a été créé sur base des réponses aux questions suivantes :

"Tous les combien à peu près regardez-vous les émissions d'information à la télévision, lisez-vous les nouvelles dans les journaux quotidiens, écoutez-vous les émissions d'information à la radio ? tous les jours, plusieurs fois par semaine, une ou deux fois par semaine, moins souvent, jamais ?"

- +++ Informations télévision/journaux/radio tous les jours ou plusieurs fois par semaine
- ++ Deux médias tous les jours ou plusieurs fois par semaine ; le troisième média pas plus d'une ou deux fois par semaine
- Un des trois médias tous les jours ou plusieurs fois par semaine ; les deux autres pas plus d'une ou deux fois par semaine
- Les trois médias pas plus d'une ou deux fois par semaine

La répartition des quatre catégories se présente comme suit

(1) +++ niveau élevé	40 %
(2) ++	33 %
(3) --	22 %
(4) --- niveau bas	4 %

C.4.7 Echelle de connaissances déclarées

L'échelle de connaissances déclarées représente les réponses recodées à la question suivante :

“En utilisant cette échelle, combien estimez-vous en savoir sur l'Union européenne, ses politiques, ses institutions ?”

Ne sait rien du tout	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	En sait beaucoup
----------------------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	------------------

Dans les tableaux, l'échelle est recodée en trois catégories :

(1)	codes 1-3	43 %
(2)	codes 4-7	50 %
(3)	codes 8-10	5 %

REPONSES EN FONCTION DE LA CONNAISSANCE DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

Q.39.1. - The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that WTO GUARANTEES THAT PEOPLE BENEFIT FROM LIBERALISATION?

Q.39.1. - L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que L'OMC GARANTIT QUE LES GENS BENEFICIERONT DE LA LIBERALISATION ?

		1.Yes, I know what the WTO is and what	2.Yes, but I only know a little	3.Yes, but I only know the name	4.Yes, other (SPONTAN EOUS)	5.No, not heard of	DK	Q.38. 1-2	Q.38. Autres
TOTAL	weight.	1331	3827	4268	57	6010	679	5158	11014
Yes		685	1628	1297	19	1053	91	2313	2459
		51,5	42,5	30,4	33,2	17,5	13,4	44,8	22,3
		59,1	60,3	58,3	49,5	58,2	63,8	59,9	58,4
No		475	1073	927	19	757	52	1547	1755
		35,7	28	21,7	33,8	12,6	7,6	30	15,9
		40,9	39,7	41,7	50,5	41,8	36,2	40,1	41,6
DK		171	1127	2045	19	4200	536	1298	6800
		12,9	29,4	47,9	32,9	69,9	79	25,2	61,7
NO ANSWER		0	0	0	0	0	0	0	0
		0	0	0	0	0	0	0	0

Q.39.2. - The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that WTO HAS ENOUGH POWER TO ENSURE THAT THE RULES OF FAIR COMPETITION ARE RESPECTED?

Q.39.2. - L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que L'OMC A SUFFISAMMENT DE POUVOIR POUR FAIRE RESPECTER LES REGLES D'UNE CONCURRENCE LOYALE ?

		1.Yes, I know what the WTO is and what	2.Yes, but I only know a little	3.Yes, but I only know the name	4.Yes, other (SPONTAN EOUS)	5.No, not heard of	DK	Q.38. 1-2	Q.38. Autres
TOTAL	weight.	1331	3827	4268	57	6010	679	5158	11014
Yes		590	1499	1215	15	992	69	2089	2291
		44,3	39,2	28,5	27,2	16,5	10,1	40,5	20,8
		51,3	51,9	53,6	47,6	54,2	47,8	51,7	53,6
No		560	1390	1053	17	838	75	1951	1983
		42,1	36,3	24,7	29,9	13,9	11	37,8	18
		48,7	48,1	46,4	52,4	45,8	52,2	48,3	46,4
DK		181	938	1999	24	4181	535	1119	6740
		13,6	24,5	46,8	42,9	69,6	78,8	21,7	61,2
NO ANSWER		0	0	0	0	0	0	0	0
		0	0	0	0	0	0	0	0

Q.39.3. - The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that THE EUROPEAN UNION IS WELL REPRESENTED WITHIN THE WTO?

Q.39.3. - L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que L'UNION EUROPEENNE EST BIEN REPRESENTEE AU SEIN DE L'OMC ?

		1.Yes, I know what the WTO is and what	2.Yes, but I only know a little	3.Yes, but I only know the name	4.Yes, other (SPONTAN EOUS)	5.No, not heard of	DK	Q.38. 1-2	Q.38. Autres
TOTAL	weight.	1331	3827	4268	57	6010	679	5158	11014
Yes		730 54,8 74	1655 43,2 75	1264 29,6 73,4	12 21,1 44,3	911 15,2 68	70 10,3 65,6	2384 46,2 74,7	2257 20,5 70,6
No		257 19,3 26	551 14,4 25	459 10,8 26,6	15 26,6 55,7	428 7,1 32	37 5,4 34,4	808 15,7 25,3	939 8,5 29,4
DK		345 25,9	1622 42,4	2545 59,6	30 52,2	4671 77,7	573 84,3	1966 38,1	7818 71
NO ANSWER		0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0

Q.39.4. - The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that WTO HAS A GOOD REPUTATION?

Q.39.4. - L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que L'OMC A BONNE REPUTATION ?

		1.Yes, I know what the WTO is and what	2.Yes, but I only know a little	3.Yes, but I only know the name	4.Yes, other (SPONTAN EOUS)	5.No, not heard of	DK	Q.38. 1-2	Q.38. Autres
TOTAL	weight.	1331	3827	4268	57	6010	679	5158	11014
Yes		708	1806	1294	8	675	66	2514	2043
		53,2	47,2	30,3	14,5	11,2	9,6	48,7	18,5
		65,2	72,7	74,5	27,9	68,2	70,7	70,4	71,7
No		377	678	443	21	315	27	1055	806
		28,3	17,7	10,4	37,5	5,2	4	20,5	7,3
		34,8	27,3	25,5	72,1	31,8	29,3	29,6	28,3
DK		246	1343	2531	27	5021	586	1589	8165
		18,5	35,1	59,3	48,1	83,5	86,4	30,8	74,1
NO ANSWER		0	0	0	0	0	0	0	0
		0	0	0	0	0	0	0	0

Q.39.5. - The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that WTO IS AN IMPARTIAL REFEREE OF TRADE DISPUTES BETWEEN STATES?

Q.39.5. - L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que L'OMC EST UN ARBITRE IMPARTIAL DES CONFLITS COMMERCIAUX ENTRE ETATS ?

		1.Yes, I know what the WTO is and what	2.Yes, but I only know a little	3.Yes, but I only know the name	4.Yes, other (SPONTAN EOUS)	5.No, not heard of	DK	Q.38. 1-2	Q.38. Autres
TOTAL	weight.	1331	3827	4268	57	6010	679	5158	11014
Yes		604	1589	1290	10	854	61	2194	2215
		45,4	41,5	30,2	17,8	14,2	9	42,5	20,1
		56	62,9	66,8	31,3	61,2	56,3	60,8	63,9
No		474	938	642	22	542	47	1412	1253
		35,6	24,5	15	39,1	9	7	27,4	11,4
		44	37,1	33,2	68,7	38,8	43,7	39,2	36,1
DK		252	1300	2337	25	4614	570	1553	7546
		19	34	54,7	43,1	76,8	84	30,1	68,5
NO ANSWER		0	0	0	0	0	0	0	0
		0	0	0	0	0	0	0	0

Q.39.6. - The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that THE WORKINGS OF THE WTO ARE TRANSPARENT?

Q.39.6. - L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que LE FONCTIONNEMENT DE L'OMC EST TRANSPARENT ?

		1.Yes, I know what the WTO is and what	2.Yes, but I only know a little	3.Yes, but I only know the name	4.Yes, other (SPONTAN EOUS)	5.No, not heard of	DK	Q.38. 1-2	Q.38. Autres
TOTAL	weight.	1331	3827	4268	57	6010	679	5158	11014
Yes		439	867	647	14	604	31	1306	1296
		33	22,7	15,1	24,1	10	4,6	25,3	11,8
		42,4	39,2	40,7	48,4	49,7	35,6	40,2	44,4
No		597	1345	941	15	611	57	1942	1624
		44,8	35,1	22,1	25,7	10,2	8,4	37,6	14,7
		57,6	60,8	59,3	51,6	50,3	64,4	59,8	55,6
DK		296	1615	2680	29	4795	591	1910	8095
		22,2	42,2	62,8	50,2	79,8	87	37	73,5
NO ANSWER		0	0	0	0	0	0	0	0
		0	0	0	0	0	0	0	0

Q.39.7. - The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that WTO IS DEMOCRATIC?

Q.39.7. - L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que L'OMC EST DEMOCRATIQUE ?

		1.Yes, I know what the WTO is and what	2.Yes, but I only know a little	3.Yes, but I only know the name	4.Yes, other (SPONTAN EOUS)	5.No, not heard of	DK	Q.38. 1-2	Q.38. Autres
TOTAL	weight.	1331	3827	4268	57	6010	679	5158	11014
Yes		610 45,8 58,3	1543 40,3 67	1180 27,7 68,9	13 22,9 49,3	876 14,6 68,2	53 7,8 58	2153 41,7 64,3	2122 19,3 68,1
No		436 32,8 41,7	760 19,9 33	533 12,5 31,1	13 23,5 50,7	409 6,8 31,8	38 5,7 42	1196 23,2 35,7	994 9 31,9
DK		285 21,4	1524 39,8	2555 59,9	31 53,6	4726 78,6	587 86,5	1809 35,1	7899 71,7
NO ANSWER		0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0

Q.39.8. - The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that THERE IS A COUNTRY OR GROUP OF COUNTRIES STRONG ENOUGH TO DEFEND THEIR INTERESTS IN THE WTO AGAINST THE UNITED STATES?

Q.39.8. - L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que IL EXISTE UN PAYS OU UN GROUPE DE PAYS ASSEZ FORT POUR DEFENDRE SES INTERETS AU SEIN DE L'OMC FACE AUX ETATS-UNIS ?

		1.Yes, I know what the WTO is and what	2.Yes, but I only know a little	3.Yes, but I only know the name	4.Yes, other (SPONTAN EOUS)	5.No, not heard of	DK	Q.38. 1-2	Q.38. Autres
TOTAL	weight.	1331	3827	4268	57	6010	679	5158	11014
Yes		629 47,2 58,4	1505 39,3 59,9	1095 25,7 59	6 11 19	773 12,9 57,8	52 7,7 47,6	2134 41,4 59,5	1927 17,5 57,8
No		447 33,6 41,6	1008 26,3 40,1	762 17,8 41	27 46,9 81	564 9,4 42,2	58 8,5 52,4	1455 28,2 40,5	1410 12,8 42,2
DK		255 19,2	1314 34,3	2411 56,5	24 42,1	4673 77,8	569 83,8	1569 30,4	7677 69,7
NO ANSWER		0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0

Q.39.9. - The World Trade Organisation (WTO) is the only international organisation dealing with rules regulating trade between countries. It has 140 member countries. Its goal is to help exporters, and importers of goods and services to conduct their business. Do you think that WTO IS NECESSARY?

Q.39.9. - L'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), composée de 140 pays membres, est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Son but est d'aider les exportateurs et les importateurs de marchandises et de services à mener leurs activités. Pensez-vous que L'OMC EST NECESSAIRE ?

		1.Yes, I know what the WTO is and what	2.Yes, but I only know a little	3.Yes, but I only know the name	4.Yes, other (SPONTAN EOUS)	5.No, not heard of	DK	Q.38. 1-2	Q.38. Autres
TOTAL	weight.	1331	3827	4268	57	6010	679	5158	11014
Yes		1013 76,1 85,5	2577 67,3 86,5	2013 47,2 84,3	19 33,8 59,2	1434 23,9 80,7	100 14,8 80,2	3590 69,6 86,2	3567 32,4 82,5
No		171 12,9 14,5	404 10,5 13,5	374 8,8 15,7	13 23,3 40,8	344 5,7 19,3	25 3,6 19,8	575 11,1 13,8	756 6,9 17,5
DK		147 11	846 22,1	1881 44,1	24 42,9	4232 70,4	554 81,6	993 19,2	6691 60,8
NO ANSWER		0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0